

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

F. 99 — 332

[C — 99/21025]

25 JANVIER 1999. — Loi portant des dispositions sociales (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.
Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE 1^{er}. — Disposition générale

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

TITRE 2. — Affaires sociales

CHAPITRE I^{er}. — Accidents du travail

Art. 2. Un article 25^{ter}, rédigé comme suit, est inséré dans la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail :

« L'employeur redevable d'une rémunération garantie, conformément aux articles 52, 70 ou 71 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, à la victime d'un accident du travail survenu chez un autre employeur est subrogé dans les droits de la victime selon les modalités fixées par le Roi.

En l'occurrence, le Roi précise à qui seront payées les indemnités d'incapacité temporaire de travail relatives à la période couverte par la rémunération garantie. ».

Art. 3. Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de l'article 2.

Art. 4. Dans l'article 31 de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, les mots « les soins médicaux sont remboursés sur la base du tarif fixé par le Roi » sont remplacés par les mots « les frais pour soins de santé sont remboursés suivant les conditions et suivant le tarif fixés par le Roi ».

Art. 5. A l'article 34, alinéa 2, de la même loi les mots « conformément au régime de travail applicable à l'entreprise en vertu de la loi ou selon l'usage » sont remplacés par les mots « conformément au régime de travail qui, en vertu de la loi ou selon l'usage, a valeur de régime de travail à temps plein ».

Art. 6. L'article 34, alinéa 3, de la même loi, inséré par l'arrêté royal du 22 avril 1985, est abrogé.

Art. 7. L'article 46, § 1^{er}, 6°, de la même loi, inséré par la loi du 20 mai 1998 est remplacé par la disposition suivante :

« 6° contre l'employeur, ses mandataires ou préposés lorsque l'accident est un accident de roulage. Par accident de roulage, on entend tout accident de la circulation routière impliquant un ou plusieurs véhicules, automoteurs ou non, et lié à la circulation sur la voie publique; ».

Art. 8. L'article 54^{bis} de la même loi, inséré par l'arrêté royal n° 18 du 6 décembre 1978, est complété par un alinéa 3, libellé comme suit :

« Si un assureur agréé est partie à une fusion ou à une scission conformément aux dispositions de la section VIII^{bis} — VIII^{ter} des lois sur les sociétés commerciales coordonnées le 30 décembre 1935, le Roi fixe les conditions auxquelles l'agrément est cédé. ».

Art. 9. L'article 59 de la même loi, modifié par les lois du 30 mars 1994 et du 29 avril 1996 et par les arrêtés royaux du 16 décembre 1996 et du 8 août 1997, est complété par la disposition suivante :

« 14° les montants récupérés à charge des assureurs agréés en vertu de l'article 60, alinéa 3. ».

Art. 10. A l'article 59^{quater}, alinéa 1^{er}, de la même loi, inséré par la loi du 24 décembre 1976 et remplacé par l'arrêté royal du 31 mars 1987, le terme « 14° » est inséré entre les termes « 9° » et « et 59^{bis} ».

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

N. 99 — 332

[C — 99/21025]

25 JANUARI 1999. — Wet houdende sociale bepalingen (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.
De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL 1. — Algemene bepaling

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

TITEL 2. — Sociale Zaken

HOOFDSTUK I. — Arbeidsongevallen

Art. 2. Een artikel 25^{ter}, luidend als volgt, wordt in de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 ingevoegd :

« Indien de werkgever overeenkomstig de artikelen 52, 70 of 71 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten gewaarborgd loon verschuldigd is aan de getroffene voor een arbeidsongeval overkomen in dienst van een andere werkgever wordt hij in de rechten gesteld van de getroffene volgens de door de Koning bepaalde modaliteiten.

In dit geval bepaalt de Koning aan wie de vergoedingen voor tijdelijke arbeidsongeschiktheid die betrekking hebben op de periode die door het gewaarborgd loon wordt gedekt, worden uitbetaald. ».

Art. 3. De Koning bepaalt de datum van inwerkingtreding van het artikel 2.

Art. 4. In artikel 31 van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 worden de woorden « volgens een door de Koning vastgesteld tarief » vervangen door de woorden « volgens de voorwaarden en volgens een tarief vastgesteld door de Koning ».

Art. 5. In artikel 34 van dezelfde wet wordt het tweede lid aangevuld met de woorden « als voltijdse arbeidstijdregeling ».

Art. 6. In artikel 34 van dezelfde wet, wordt het derde lid, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 22 april 1985, opgeheven.

Art. 7. Artikel 46, § 1, 6°, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 20 mei 1998, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 6° tegen de werkgever, zijn lasthebbers of aangestelden, wanneer het ongeval een verkeersongeval betreft. Onder verkeersongeval wordt verstaan ieder ongeval in het wegverkeer waarbij één of meer al dan niet gemotoriseerde voertuigen zijn betrokken en dat verband houdt met het verkeer op de openbare weg; ».

Art. 8. Artikel 54^{bis} van dezelfde wet, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 18 van 6 december 1978, wordt aangevuld met een derde alinea, luidend als volgt :

« Indien een gemachtigde verzekeraar betrokken is bij een fusie of splitsing overeenkomstig de bepalingen van afdeling VIII^{bis} — VIII^{ter} van de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 december 1935, bepaalt de Koning de voorwaarden waaronder de machtiging overgaat. ».

Art. 9. Artikel 59 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 30 maart 1994 en 29 april 1996 en bij de koninklijke besluiten van 16 december 1996 en 8 augustus 1997, wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« 14° de bedragen verhaald op de gemachtigde verzekeraars op grond van artikel 60, derde lid. ».

Art. 10. In artikel 59^{quater}, eerste lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 24 december 1976 en vervangen bij het koninklijk besluit van 31 maart 1987, wordt tussen de woorden « 9° » en « en 59^{bis} » het woord « , 14° » ingevoegd.

Art. 11. A l'article 60 de la même loi, modifié par les lois des 24 décembre 1976, 1^{er} août 1985 et 22 février 1998, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Les débours, montants et capitaux qui conformément à l'alinéa premier ne peuvent être récupérés à charge de l'assureur en défaut sont répartis par le Fonds des accidents du travail entre les assureurs agréés. ».

Art. 12. Un article 64*bis*, libellé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 64*bis*. — Les médecins visés à l'article 87, alinéa 3, peuvent intervenir au titre de conciliateurs à la demande de la victime ou de l'assureur lors de la fixation du taux d'incapacité permanente de travail, dans les cas et conditions fixés par le Roi. Ils en dressent un rapport.

Si la proposition du médecin conciliateur n'est pas acceptée par la victime ou par l'assureur, le litige est porté par la partie la plus diligente devant le tribunal du travail. Le rapport visé à l'alinéa 1^{er} est déposé dans ce cas par l'assureur au greffe de la juridiction compétente. ».

Art. 13. Un article 64*ter*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 64*ter*. — La conciliation visée à l'article 64*bis* peut dans les mêmes conditions porter également sur la fixation de la date à partir de laquelle l'incapacité de travail présente un caractère de permanence. ».

CHAPITRE II. — *Maladies professionnelles*

Art. 14. A l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois relatives à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles, coordonnées le 3 juin 1970, modifié par l'arrêté royal du 9 septembre 1993, sont apportées les modifications suivantes :

1° le point 4° est abrogé;

2° le point 5° est remplacé par la disposition suivante :

« 5° aux personnes qui, par suite d'incapacité physique de travail ou de chômage, se soumettent à une réadaptation ou à une adaptation professionnelle organisée par ou en vertu d'une loi ou d'un décret; ».

Art. 15. L'article 56 des mêmes lois, remplacé par la loi du 29 avril 1996, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 56. — Le Fonds des maladies professionnelles est alimenté :

1° par une quotité du produit des moyens financiers globalisés de la Gestion globale, visés à l'article 22, § 2, a) de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés;

2° par une cotisation à verser par les assurés libres;

3° par une cotisation des administrations provinciales et locales visées à l'article 6, 5°, des présentes lois, dont le montant et les modalités de perception sont fixés par le Roi. ».

Art. 16. Dans l'article 57 des mêmes lois, remplacé par la loi du 29 avril 1996, l'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« La cotisation de solidarité à verser par les employeurs occupant des personnes visées à l'article 2 est fixée à 1,10 % de la rémunération des personnes visées. ».

CHAPITRE III. — *Prestations familiales*

Art. 17. L'article 52, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, inséré par la loi du 22 décembre 1989, est remplacé par la disposition suivante :

« Les allocations familiales ne sont pas dues en faveur des enfants qui sont élevés ou suivent des cours hors du Royaume. ».

Art. 18. L'article 66, alinéa 3, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, inséré par l'arrêté royal n° 122 du 30 décembre 1982, est remplacé par la disposition suivante :

« Par dérogation aux alinéas précédents, le ministre des Affaires sociales peut, dans l'intérêt de l'enfant, désigner le titulaire prioritaire et déterminer la prise de cours du droit prioritaire. ».

Art. 19. L'article 69, § 1^{er}, alinéa 3, des mêmes lois, modifié par l'arrêté royal du 21 avril 1997 et la loi du 22 février 1998, est remplacé par la disposition suivante :

« Lorsque les deux parents qui ne cohabitent pas exercent conjointement l'autorité parentale au sens de l'article 374 du Code civil et que l'enfant n'est pas élevé exclusivement ou principalement par un autre

Art. 11. In artikel 60 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 24 december 1976, 1 augustus 1985 en 22 februari 1998, wordt tussen het tweede en het derde lid, het volgende lid ingevoegd :

« De uitkeringen, bedragen en kapitalen die overeenkomstig het eerste lid niet kunnen verhaald worden op de in gebreke zijnde verzekeraar, worden door het Fonds voor Arbeidsongevallen omgeslagen over de gemachtigde verzekeraars. ».

Art. 12. In dezelfde wet wordt een artikel 64*bis* ingevoegd, luidende :

« Art. 64*bis*. — De in artikel 87, derde lid, bedoelde geneesheren kunnen eveneens bemiddelend optreden op vraag van de getroffene of van de verzekeraar bij de vaststelling van de graad van blijvende arbeidsongeschiktheid, in de gevallen en onder de voorwaarden bepaald door de Koning. Zij stellen hierover een verslag op.

Indien het voorstel van de bemiddelende geneesheer door de getroffene of de verzekeraar niet wordt aanvaard, wordt het geschil door de meest gereede partij bij de arbeidsrechtbank aanhangig gemaakt. Het in het eerste lid bedoelde verslag wordt in dit geval door de verzekeraar ter griffie van de bevoegde rechtsmacht neergelegd. ».

Art. 13. In dezelfde wet wordt een als volgt geredigeerd artikel 64*ter* ingevoegd :

« Art. 64*ter*. — De minnelijke schikking als bedoeld in artikel 64*bis* kan onder dezelfde omstandigheden eveneens betrekking hebben op de bepaling van de dag vanaf wanneer de werkongeschiktheid een bestendig karkater vertoont. ».

HOOFDSTUK II. — *Beroepsziekten*

Art. 14. In artikel 2, § 1, eerste lid, van de wetten betreffende de schadeloosstelling voor beroepsziekten, gecoördineerd op 3 juni 1970, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 9 september 1993, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het punt 4° wordt opgeheven;

2° het punt 5° wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 5° aan degenen die, ten gevolge van lichamelijke ongeschiktheid tot werken of werkloosheid, vakherstelling of scholing genieten, die door of krachtens een wet of decreet werd ingericht; ».

Art. 15. Artikel 56 van dezelfde wetten, vervangen bij de wet van 29 april 1996, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 56. — Het Fonds voor de beroepsziekten wordt gestijfd :

1° door een aandeel in de opbrengst van de geglobaliseerde geldmiddelen van het Globaal Beheer, bedoeld in artikel 22, § 2, a) van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers;

2° door een bijdrage van de vrijwillig verzekerden;

3° door een bijdrage van de provinciale en plaatselijke besturen bedoeld bij artikel 6, 5°, van deze wetten, waarvan het bedrag en de inningsmodaliteiten worden vastgesteld door de Koning. ».

Art. 16. In artikel 57 van dezelfde wetten, vervangen bij de wet van 29 april 1996, wordt het eerste lid vervangen door de volgende bepaling :

« De solidariteitsbijdrage te storten door de werkgevers die de in artikel 2 bedoelde personen tewerkstellen bedraagt 1,10 % van het loon van deze personen. ».

HOOFDSTUK III. — *Gezinsbijslag*

Art. 17. Artikel 52, eerste lid, van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, ingevoegd bij de wet van 22 december 1989, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De kinderbijslag is niet verschuldigd ten behoeve van de kinderen die worden opgevoed of lessen volgen buiten het Koninkrijk. ».

Art. 18. Artikel 66, derde lid, van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 122 van 30 december 1982, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« In afwijking van de vorige leden kan de minister van Sociale Zaken, in het belang van het kind, de voorrangsgerechtigde aanwijzen en de aanvangsdatum van het voorrangrecht bepalen. ».

Art. 19. Artikel 69, § 1, derde lid, van dezelfde wetten, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 april 1997 en de wet van 22 februari 1998, wordt vervangen door het volgende lid :

« Wanneer de twee ouders die niet samenwonen het ouderlijk gezag gezamenlijk uitoefenen in de zin van artikel 374 van het Burgerlijk Wetboek en het kind niet uitsluitend of hoofdzakelijk door een andere

allocataire, les allocations sont payées intégralement à la mère. Toutefois, les allocations familiales sont payées intégralement au père, à sa demande, lorsque l'enfant et lui-même ont la même résidence principale au sens de l'article 3, alinéa 1^{er}, 5°, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques. A la demande des deux parents, le versement peut être effectué sur un compte auquel ils ont l'un et l'autre accès. Lorsque les parents ne s'accordent pas sur l'attribution des allocations familiales, ils peuvent demander au tribunal du travail de désigner l'allocataire. ».

Art. 20. L'article 91, § 5, des mêmes lois, modifié par l'arrêté royal n° 28 du 15 décembre 1978, est complété comme suit :

« 10° à la couverture des prestations payées indûment, non recouvrées en application de l'article 22, § 3, de la loi du 11 avril 1995 visant à instituer la Charte de l'assuré social. ».

Art. 21. Dans l'article 101, alinéa 5 des mêmes lois, modifié par la loi du 29 avril 1996, les mots « dont la dissolution est effective » sont remplacés par les mots « dont la dissolution est en cours ou terminée ».

Art. 22. L'article 106, alinéa 2, des mêmes lois, modifié par l'arrêté royal n° 28 du 15 décembre 1978, est complété comme suit :

« 7° à la couverture des prestations payées indûment, non recouvrées en application de l'article 22, § 3, de la loi du 11 avril 1995 visant à instituer la Charte de l'assuré social. ».

Art. 23. A l'article 107 des mêmes lois, modifié par la loi du 22 février 1998, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er}, alinéa 2, est remplacé par la disposition qui suit :

« Le Fonds intervient uniquement dans les frais effectués pour les enfants qui, en vertu des présentes lois, sont bénéficiaires d'allocations familiales. Les enfants bénéficiaires de prestations familiales garanties ainsi que les enfants de réfugiés politiques et de travailleurs frontaliers, sont assimilés à des enfants bénéficiaires d'allocations familiales en vertu des présentes lois. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, étendre les catégories d'enfants bénéficiaires pour l'accueil desquels le Fonds intervient financièrement, dans la mesure où des moyens financiers compensatoires sont alloués au Fonds afin de couvrir les dépenses supplémentaires ainsi occasionnées. »;

2° la seconde phrase du § 4 est complétée par les mots « selon les modalités fixées par le règlement spécial ».

Art. 24. A l'article 140, alinéa 2, des mêmes lois, modifié par l'arrêté royal du 25 octobre 1960, les mots « deuxième mois de chaque trimestre », sont remplacés par les mots « premier mois de chaque trimestre ».

Art. 25. A l'article 1^{er} de la loi du 20 juillet 1971 instituant des prestations familiales garanties, modifié par la loi du 8 août 1980, l'arrêté royal n° 242 du 31 décembre 1983 et les lois des 20 juillet 1991, 29 avril 1996 et 22 février 1998, sont apportées les modifications suivantes :

1° la seconde phrase de l'alinéa 1^{er} est supprimée;

2° les alinéas qui suivent sont insérés entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Un enfant est considéré comme étant principalement à charge de la personne physique visée à l'alinéa 1^{er} si cette personne supporte plus de la moitié du coût d'entretien de l'enfant.

Jusqu'à preuve du contraire, la personne physique est présumée remplir cette condition, s'il résulte d'une inscription au registre de la population, au registre des étrangers ou au Registre national des personnes physiques que l'enfant fait partie de son ménage. Le Roi fixe par arrêté délibéré en Conseil des ministres les cas dans lesquels les sommes dues à l'enfant à titre de minimum de moyens d'existence accordé en vertu de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence, ne peuvent être prises en compte pour renverser cette présomption. ».

Art. 26. A l'article 2, alinéa 2, de la même loi, modifié par l'arrêté royal n° 242 du 31 décembre 1983, les mots « les conditions fixées à l'article 1^{er}, alinéa 2 » sont remplacés par les mots « les conditions fixées à l'article 1^{er}, alinéa 4 ».

bijslagtrekkende wordt opgevoed, wordt de kinderbijslag integraal aan de moeder uitbetaald. Toch wordt de kinderbijslag op zijn vraag integraal aan de vader uitbetaald, wanneer het kind en hijzelf dezelfde hoofdverblijfplaats hebben in de zin van artikel 3, eerste lid, 5° van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen. Op verzoek van de beide ouders kan de uitbetaling gebeuren op een rekening waartoe zij beiden toegang hebben. Wanneer de ouders niet overeenkomen over de toekenning van de kinderbijslag, kunnen zij de arbeidsrechtbank vragen om de bijslagtrekkende aan te duiden. ».

Art. 20. Artikel 91, § 5, van dezelfde wetten, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 28 van 15 december 1978, wordt aangevuld als volgt :

« 10° tot dekking van de onverschuldigd uitbetaalde prestaties, die niet teruggevorderd worden bij toepassing van artikel 22, § 3, van de wet van 11 april 1995 tot invoering van het Handvest van de sociaal verzekerde. ».

Art. 21. In artikel 101, vijfde lid, van dezelfde wetten, gewijzigd bij de wet van 29 april 1996, worden de woorden « die effectief ontbonden zijn » vervangen door de woorden « waarvan de ontbinding hangende is of beëindigd ».

Art. 22. Artikel 106, tweede lid, van dezelfde wetten, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 28 van 15 december 1978, wordt aangevuld als volgt :

« 7° tot dekking van de onverschuldigd uitbetaalde prestaties, die niet teruggevorderd worden bij toepassing van artikel 22, § 3, van de wet van 11 april 1995 tot invoering van het Handvest van de sociaal verzekerde. ».

Art. 23. In artikel 107 van dezelfde wetten, gewijzigd bij de wet van 22 februari 1998, worden de volgende aanpassingen aangebracht :

1° § 1, tweede lid, wordt vervangen door de hierna volgende bepaling :

« Het Fonds komt enkel tegemoet in de kosten gemaakt voor kinderen die krachtens deze wetten recht geven op kinderbijslag. De kinderen die recht geven op gewaarborgde kinderbijslag en de kinderen van politieke vluchtelingen en van grensarbeiders worden gelijkgesteld met kinderen die krachtens deze wetten recht geven op kinderbijslag. De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de categorieën kinderen uitbreiden, voor wier opvang het Fonds financieel tegemoet komt, in de mate dat compenserende financiële middelen het Fonds worden toegekend om de aldus veroorzaakte bijkomende uitgaven te kunnen dekken. »;

2° de tweede zin van § 4 wordt aangevuld met de woorden « volgens de modaliteiten die bij het bijzonder reglement zijn vastgelegd ».

Art. 24. In artikel 140, tweede lid, van dezelfde wetten, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 oktober 1960, worden de woorden « tweede maand van ieder kwartaal » vervangen door de woorden « eerste maand van ieder kwartaal ».

Art. 25. In artikel 1 van de wet van 20 juli 1971 tot instelling van de gewaarborgde gezinsbijslag, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1980, het koninklijk besluit nr. 242 van 31 december 1983, en de wetten van 20 juli 1991, 29 april 1996 en 22 februari 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de tweede zin van het eerste lid wordt geschrapt;

2° de hierna volgende leden worden tussen het eerste en het tweede lid ingevoegd :

« Een kind wordt geacht hoofdzakelijk ten laste te zijn van de in het eerste lid bedoelde natuurlijke persoon indien deze persoon voor meer dan de helft bijdraagt in het onderhoud van het kind.

De natuurlijke persoon wordt geacht tot bewijs van het tegendeel deze voorwaarde te vervullen indien uit de inschrijving in het bevolkings- of vreemdelingenregister of het Rijksregister van de natuurlijke personen blijkt dat het kind deel uitmaakt van zijn gezin. De Koning bepaalt bij een in Ministerraad overlegd besluit de gevallen waarin de bedragen die het kind verschuldigd zijn als bestaansminimum toegekend krachtens de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum, niet in aanmerking mogen worden genomen om dit vermoeden om te keren. ».

Art. 26. In artikel 2, tweede lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 242 van 31 december 1983 worden de woorden « de voorwaarden bepaald in artikel 1, tweede lid » vervangen door de woorden « de voorwaarden bepaald in artikel 1, vierde lid ».

Art. 27. A l'article 6bis de la même loi, inséré par la loi du 22 février 1998, alinéa 1^{er}, phrase introductive, les mots « visé à l'article 1^{er}, alinéa 3, 3° » sont remplacés par les mots « visé à l'article 1^{er}, alinéa 5, 3° ».

Art. 28. Les dispositions suivantes sont abrogées :

1° l'article 2 de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 portant exécution de la loi du 20 juillet 1971 instituant des prestations familiales garanties, modifié par l'arrêté royal du 17 décembre 1992;

2° l'article 9 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal n° 242 du 31 décembre 1983.

Art. 29. L'article 8, § 5, de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 portant exécution de la loi du 20 juillet 1971 instituant des prestations familiales garanties, inséré par la loi du 22 février 1998, est abrogé.

Art. 30. L'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés est subrogé dans les droits et obligations de la Caisse spéciale de compensation pour allocations familiales en faveur des travailleurs de l'industrie diamantaire, supprimée par l'article 51 de la loi du 22 février 1998, et reprend son actif et son passif.

Art. 31. Les avoirs du fonds de réserve de la Caisse spéciale de compensation visée à l'article 22, constitué conformément à l'article 91, § 1^{er}, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, sont transférés au fonds de réserve de l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés, visé à l'article 106 des mêmes lois.

Art. 32. Les avoirs de la réserve administrative constituée par la Caisse spéciale de compensation visée à l'article 9, conformément à l'article 94, § 3, alinéa 3, des mêmes lois et l'article 7 de l'arrêté royal du 15 décembre 1980 relatif au mode de calcul de la subvention destinée à l'alimentation du fonds pour frais d'administration des caisses d'allocations familiales et de la réserve administrative des caisses d'allocations familiales, sont transférés au fonds de réserve de l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés, visé à l'article 106 des mêmes lois.

Art. 33. Dans l'article 1^{er}, D, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, modifié par l'arrêté royal n° 431 du 5 août 1986, les lois des 15 janvier 1990 et 29 décembre 1990 et l'arrêté royal du 19 mai 1995, les mots « Caisse spéciale de compensation pour allocations familiales en faveur des travailleurs de l'industrie diamantaire », sont supprimés.

Art. 34. Ce chapitre entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception des articles 20, 22 et 23 qui produisent leurs effets le 1^{er} janvier 1997, de l'article 21 qui produit ses effets le 30 avril 1996 et des articles 30 à 33 qui produisent leurs effets le 1^{er} janvier 1998.

CHAPITRE IV. — Sécurité sociale

Art. 35. L'article 27 de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, modifié par la loi du 22 février 1998, est complété par l'alinéa suivant :

« Les réviseurs d'entreprise des secrétariats sociaux font rapport par écrit au ministre qui a la Prévoyance sociale dans ses attributions et à l'Office national de sécurité sociale endéans les 60 jours de l'approbation statutaire du rapport annuel, sur l'accomplissement de leur mission et plus particulièrement à propos du plan comptable fixé par le Roi. ».

Art. 36. L'article 42, alinéa 3, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« La prescription des actions visées aux alinéas 1^{er} et 2 est suspendue :

1° de la manière prévue par l'article 2244 et suivants du Code civil;

2° par une lettre recommandée adressée par l'Office national de sécurité sociale à l'employeur ou par une lettre recommandée adressée par l'employeur à l'Office précité;

3° par la signification de la contrainte visée à l'article 40. ».

Art. 37. Dans l'article 19, 4^oter, de la loi hypothécaire du 16 décembre 1851, modifiée par l'arrêté royal du 19 mai 1995, les mots « trois ans » sont chaque fois remplacés par les mots « cinq ans ».

Art. 27. In artikel 6bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 22 februari 1998, eerste lid, inleidende zin, worden de woorden « bedoeld in artikel 1, derde lid, 3° » vervangen door de woorden « bedoeld in artikel 1, vijfde lid, 3° ».

Art. 28. De volgende bepalingen worden opgeheven :

1° artikel 2 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot uitvoering van de wet van 20 juli 1971 tot instelling van de gewaarborgde gezinsbijslag, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 december 1992;

2° artikel 9 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 242 van 31 december 1983.

Art. 29. Artikel 8, § 5, van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot uitvoering van de wet van 20 juli 1971 tot instelling van de gewaarborgde gezinsbijslag, ingevoegd bij de wet van 22 februari 1998, wordt opgeheven.

Art. 30. De Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers wordt in de plaats gesteld in de rechten en plichten van de Bijzondere Verrekenkas voor gezinsvergoedingen ten bate van de arbeiders der diamantnijverheid, opgeheven bij artikel 51 van de wet van 22 februari 1998, en neemt zijn actief en passief over.

Art. 31. De middelen van het reservefonds van de Bijzondere Verrekenkas bedoeld in artikel 22, samengesteld overeenkomstig artikel 91, § 1, van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, worden overgedragen aan het reservefonds van de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers, bedoeld in artikel 106 van dezelfde wetten.

Art. 32. De middelen van de administratieve reserve van de Bijzondere Verrekenkas bedoeld in artikel 9, samengesteld overeenkomstig artikel 94, § 3, derde lid, van dezelfde wetten en artikel 7 van het koninklijk besluit van 15 december 1980 betreffende de berekeningswijze van de toelage voor de stijving van het fonds voor administratiekosten van de kinderbijslagfondsen en betreffende de administratieve reserve van de kinderbijslagfondsen, worden overgedragen aan het reservefonds van de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers, bedoeld in artikel 106 van dezelfde wetten.

Art. 33. In artikel 1, D, van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 431 van 5 augustus 1986, de wetten van 15 januari 1990 en 29 december 1990 en het koninklijk besluit van 19 mei 1995, worden de woorden « Bijzondere Verrekenkas voor gezinsvergoedingen ten bate van de arbeiders der diamantnijverheid » geschrapt.

Art. 34. Dit hoofdstuk treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van de artikelen 20, 22 en 23 die uitwerking hebben met ingang van 1 januari 1997, het artikel 21 dat uitwerking heeft met ingang van 30 april 1996 en de artikelen 30 tot 33 die uitwerking hebben met ingang van 1 januari 1998.

HOOFDSTUK IV. — Sociale zekerheid

Art. 35. Artikel 27 van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, gewijzigd bij de wet van 22 februari 1998, wordt aangevuld met het volgende lid :

« De bedrijfsrevisoren van de sociale secretariaten brengen bij de minister die de Sociale Zekerheid onder zijn bevoegdheid heeft en bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid binnen zestig dagen na de statutaire goedkeuring van het jaarverslag, schriftelijk verslag uit over de uitvoering van hun opdracht inzonderheid met betrekking tot het boekhoudkundig plan door de Koning bepaald. ».

Art. 36. Artikel 42, derde lid, van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De verjaring van de vorderingen, bedoeld in het eerste en het tweede lid, worden gestuit :

1° op de wijze bepaald in de artikelen 2244 en volgende van het Burgerlijk Wetboek;

2° door een aangetekende brief van de Rijksdienst voor sociale zekerheid aan de werkgever en door een aangetekende brief van de werkgever aan de genoemde Rijksdienst;

3° door de betekening van het in artikel 40 bedoelde dwangbevel. ».

Art. 37. In artikel 19, 4^oter, van de hypotheekwet van 16 december 1851, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 mei 1995, worden de woorden « drie jaar » telkens vervangen door de woorden « vijf jaar ».

Art. 38. Dans l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 23 juillet 1993 portant des mesures de promotion de l'emploi des jeunes dans le cadre du plan d'embauche des jeunes, modifié par la loi du 22 février 1998, les mots « la fin du trente-sixième mois » sont remplacés par les mots « la fin du trente-huitième mois ».

Art. 39. L'article 47bis, § 1^{er}, alinéa 3, de l'arrêté royal du 24 décembre 1993, portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, inséré par la loi du 22 février 1998 portant des dispositions sociales est complété comme suit : « , à l'exception des travailleurs manuels soumis à l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, pour lesquels la réduction est calculée sur la rémunération à 100 % . ».

Art. 40. L'article 47bis, § 1^{er}, alinéa 4, du même arrêté, inséré par la loi du 22 février 1998 portant des dispositions sociales, est complété comme suit : « , à l'exception des travailleurs manuels soumis à l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, pour lesquels la réduction est calculée sur la rémunération à 100 % . ».

Art. 41. Dans l'article 104bis de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, remplacé par la loi du 22 février 1998 portant des dispositions sociales, le § 1^{er}, alinéa 3, est complété comme suit :

« Le présent alinéa produit ses effets le 1^{er} janvier 1997 et cessera d'être en vigueur le 1^{er} janvier 2001. ».

Art. 42. Dans l'article 18, § 1^{er}, de la loi du 22 décembre 1995 portant des mesures visant à exécuter le plan pluriannuel pour l'emploi, remplacé par la loi du 22 février 1998 précitée, l'alinéa suivant est inséré entre l'alinéa 2 et l'alinéa 3 :

« Par dérogation à l'alinéa 2, pour autant que le remplaçant soit engagé après le 31 décembre 1996 et occupé à temps partiel dans une entreprise visée à l'alinéa 1^{er} qui compte moins de 50 travailleurs, la dispense est fixée à 75 % pendant le trimestre de l'engagement et les 4 trimestres suivants et à 50 % pendant le 5^e jusque et y compris le 8^e trimestre suivant celui de l'engagement s'il s'agit d'un employeur affilié à l'Office national de sécurité sociale. Elle est fixée à 75 % pendant le mois de l'engagement et les 14 mois suivants et à 50 % pendant le 15^e jusque et y compris le 26^e mois suivant celui de l'engagement s'il s'agit d'un employeur affilié au Fonds national de retraite des ouvriers mineurs. La période dont il faut tenir compte pour déterminer le nombre de travailleurs occupés dans l'entreprise, est déterminée par le Roi. Le présent alinéa cessera d'être en vigueur le 1^{er} janvier 2001. ».

Art. 43. L'article 2, alinéa unique, troisième tiret, de l'arrêté royal du 24 février 1997 contenant des conditions plus précises relatives aux accords pour l'emploi en application des articles 7, § 2, 30, § 2, et 33 de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité, remplacé par la loi du 13 février 1998, est remplacé par la disposition suivante :

« — ne pas avoir été reconnus coupables d'avoir fait ou laissé travailler, pendant la période du 1^{er} janvier 1995 au 31 décembre 1996, un travailleur pour lequel aucune cotisation n'a été payée à l'Office national de sécurité sociale ou au Fonds national de retraite des ouvriers mineurs; ».

Art. 44. Dans l'article 8 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « ou par mois » sont insérés entre les mots « égale, par trimestre » et les mots « , à 20 % du salaire »;

2° au même alinéa, les mots « ou du salaire brut moyen mensuel selon le régime auquel l'employeur est assujéti » sont insérés entre les mots « salaire brut moyen trimestriel » et les mots « des travailleurs occupés »;

3° dans le § 1^{er}, alinéa 2, les mots « ou 16 666 francs par mois selon le régime auquel l'employeur est assujéti » sont insérés entre les mots « 50 000 francs par trimestre » et les mots « et ne peut pas excéder »;

4° dans le § 5, les mots « ou par salaire brut mensuel moyen selon le régime auquel l'employeur est assujéti » sont insérés entre les mots « salaire brut trimestriel moyen » et les mots « et par nombre moyen de travailleurs ».

Art. 38. In artikel 2, § 1, eerste lid, van de wet van 23 juli 1993 houdende maatregelen ter bevordering van de tewerkstelling van jongeren in het raam van het jongerenbanenplan, gewijzigd bij de wet van 22 februari 1998, worden de woorden « tot het einde van de zesendertigste maand » vervangen door de woorden « tot het einde van de achtendertigste maand ».

Art. 39. Artikel 47bis, § 1, derde lid, van het koninklijk besluit van 24 december 1993 tot uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen, ingevoegd door de wet van 22 februari 1998 houdende sociale bepalingen, wordt aangevuld als volgt : « , met uitzondering van de handarbeiders die aan de besluitwet van 10 januari 1945 betreffende de maatschappelijke zekerheid van de mijnwerkers en ermee gelijkgestelden, onderworpen zijn, voor wie de vermindering berekend wordt op het loon aan 100 % . ».

Art. 40. Artikel 47bis, § 1, vierde lid, van hetzelfde besluit, ingevoegd door de wet van 22 februari 1998 houdende sociale bepalingen, wordt aangevuld als volgt : « , met uitzondering van de handarbeiders die aan de besluitwet van 10 januari 1945 betreffende de maatschappelijke zekerheid van de mijnwerkers en ermee gelijkgestelden, onderworpen zijn, voor wie de vermindering berekend wordt op het loon aan 100 % . ».

Art. 41. In artikel 104bis van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, vervangen door de wet van 22 februari 1998 houdende sociale bepalingen, wordt § 1, derde lid, aangevuld als volgt :

« Dit lid heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1997 en houdt op van kracht te zijn op 1 januari 2001. ».

Art. 42. In artikel 18, § 1, van de wet van 22 december 1995 houdende maatregelen tot uitvoering van het meerjarenplan voor werkgelegenheid, vervangen door dezelfde wet van 22 februari 1998, wordt het volgende lid ingevoegd tussen het tweede en het derde lid :

« In afwijking van het tweede lid wordt, voorzover de vervanger in dienst wordt genomen na 31 december 1996 en deeltijds wordt tewerkgesteld in een onderneming met minder dan 50 werknemers, de in het eerste lid bedoelde vrijstelling vastgesteld op 75 % gedurende het kwartaal van de indienstneming en de 4 daarop volgende kwartalen en op 50 % gedurende het 5^e tot en met het 8^e kwartaal volgend op dat van de aanwerving als de werkgever bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid aangesloten is. Ze is vastgesteld op 75 % gedurende de maand van de indienstneming en de 14 daarop volgende maanden en op 50 % gedurende de 15^e tot en met de 26^e maand volgend op deze van de aanwerving als de werkgever bij het Nationaal Pensioenfonds voor mijnwerkers aangesloten is. De periode die in acht moet worden genomen voor het bepalen van het aantal in de onderneming tewerkgestelde werknemers, wordt door de Koning bepaald. Dit lid houdt op van kracht te zijn op 1 januari 2001. ».

Art. 43. Artikel 2, enig lid, derde streepje, van het koninklijk besluit van 24 februari 1997 houdende nadere voorwaarden met betrekking tot de tewerkstellingsakkoorden in toepassing van de artikelen 7, § 2, 30, § 2, en 33 van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen, vervangen door de wet van 13 februari 1998, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« — niet schuldig bevonden zijn aan het doen of laten verrichten van arbeid in de periode van 1 januari 1995 tot 31 december 1996 door een werknemer waarvoor geen bijdragen werden betaald aan de Rijksdienst voor sociale zekerheid of aan het Nationaal Pensioenfonds voor mijnwerkers; ».

Art. 44. In artikel 8 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, worden tussen de woorden « die per kwartaal » en « gelijk is aan 20 % » de woorden « of per maand » ingevoegd;

2° in hetzelfde lid, worden tussen de woorden « gemiddeld trimestriële brutoloon » en « van de werknemers » de woorden « of van het gemiddeld maandelijks brutoloon naargelang het stelsel waaraan de werkgever onderworpen is » ingevoegd;

3° in § 1, tweede lid, worden tussen de woorden « 50 000 frank per trimester » en « en kan nooit meer » de woorden « of 16 666 frank per maand naargelang het stelsel waaraan de werkgever onderworpen is » ingevoegd;

4° in § 5, worden tussen de woorden « gemiddeld trimestriële brutoloon » en « en onder het gemiddeld aantal » de woorden « of gemiddeld maandelijks brutoloon naargelang het stelsel waaraan de werkgever onderworpen is » ingevoegd.

Art. 45. Dans l'article 9, § 1^{er}, du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « ou une réduction forfaitaire de cotisations patronales visées à l'article 2, §§ 3, 1° à 5° et 7°, et 3bis de l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, à l'article 56, 1° et 2° des lois relatives à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles coordonnées le 3 juin 1970 et à l'article 59, 1° de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail s'il s'agit d'un employeur affilié au FNROM » sont insérés entre les mots « cotisations patronales ONSS » et les mots « , qui est calculée »;

2° dans l'alinéa 2, les mots « ou une réduction forfaitaire provisoire des cotisations patronales visées à l'article 2, §§ 3, 1° à 5° et 7°, et 3bis de l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 précité, à l'article 56, 1° et 2° des lois coordonnées du 3 juin 1970 précitées et à l'article 59, 1° de la loi du 10 avril 1971 précitée s'il s'agit d'un employeur affilié au FNROM » sont insérés entre les mots « cotisations ONSS » et les mots « est accordée ».

Art. 46. Dans l'article 11 du même arrêté, les mots « à partir du trimestre de l'engagement, mais au plus tôt à partir du trimestre suivant l'approbation » sont remplacés par les mots « à partir du trimestre ou du mois de l'engagement selon le régime auquel l'employeur est assujéti, mais au plus tôt à partir du trimestre ou du mois suivant l'approbation ».

Art. 47. L'article 38 produit ses effets le 1^{er} août 1993.

L'article 39 produit ses effets du 1^{er} avril 1994 au 9 mai 1996. L'article 40 produit ses effets le 10 mai 1996. L'article 42 produit ses effets le 1^{er} janvier 1997. Les articles 43 à 46 produisent leurs effets le 1^{er} janvier 1997.

Art. 48. L'article 5 de l'arrêté royal du 14 mars 1997 portant des mesures spécifiques de promotion de l'emploi pour les petites et moyennes entreprises en application de l'article 7, § 2, de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 5. — L'employeur visé à l'article 4, § 1^{er}, ne bénéficie pas des dispositions du présent chapitre si le deuxième ou troisième travailleur nouvellement engagé remplace un travailleur qui a exercé des activités dans la même unité technique d'exploitation au cours des douze mois civils précédant l'engagement, sauf si ce dernier est un travailleur qui, ayant terminé un apprentissage, remplit les conditions des articles 36, à l'exception du § 1^{er}, 4°, ou 39 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage. ».

Art. 49. L'article 48 produit ses effets le 1^{er} janvier 1997.

Art. 50. L'article 21, § 2, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, inséré par l'arrêté royal du 8 août 1997, est complété comme suit :

« 8° le secteur des soins de santé et le secteur des indemnités du régime des marins de la marine marchande;

9° le secteur du chômage du régime des marins de la marine marchande. ».

Art. 51. A l'article 24, § 3, de la même loi, remplacé par l'arrêté royal du 8 août 1997, les mots « le cas échéant et » sont supprimés.

Art. 52. A l'article 26, alinéa 3, de la même loi, remplacé par l'arrêté royal du 8 août 1997, les mots « le secteur des soins de santé » sont remplacés par les mots « le secteur des soins de santé et le secteur des indemnités ».

Art. 53. L'article 38, § 3^{ter}, alinéa 6, de la même loi, inséré par la loi du 30 décembre 1988, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le produit de la cotisation spéciale est affecté au financement des régimes de la Gestion globale, visés à l'article 21, § 2. ».

Art. 54. L'article 142 de la loi du 29 décembre 1990 portant des dispositions sociales est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 142. — Le produit de la cotisation spéciale, visée à l'article 141, est affecté au financement des régimes de la Gestion globale, visés à l'article 21, § 2, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés. ».

Art. 45. In artikel 9, § 1, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden tussen de woorden « patronale RSZ-bijdrage » en « , die op jaarbasis berekend » de woorden « of een forfaitaire vermindering van de patronale bijdragen bedoeld in artikel 2, §§ 3, 1° tot 5° en 7°, en 3bis van de besluitwet van 10 januari 1945 betreffende de maatschappelijke zekerheid van de mijnwerkers en ermee gelijkgestelden, bij artikel 56, 1° en 2° van de wetten betreffende de schadeloosstelling voor beroepsziekten, gecoördineerd op 3 juni 1970 en bij artikel 59, 1° van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 indien het een werkgever betreft die aangesloten is bij het NPM » ingevoegd;

2° in het tweede lid worden tussen de woorden « de RSZ-bijdragen » en « toegekend wordt » de woorden « of een voorlopige forfaitaire vermindering van de bijdragen bedoeld in artikel 2, §§ 3, 1° tot 5° en 7°, en 3bis van de voornoemde besluitwet van 10 januari 1945, in artikel 56, 1° en 2° van de voornoemde wetten gecoördineerd op 3 juni 1970 en in artikel 59, 1° van de voornoemde wet van 10 april 1971 indien het een werkgever betreft die aangesloten is bij het NPM » ingevoegd.

Art. 46. In artikel 11 van hetzelfde besluit worden de woorden « vanaf het kwartaal waarin de indiensttreding plaatsheeft, doch ten vroegste vanaf het trimester dat volgt » vervangen door de woorden « vanaf het kwartaal of de maand, naargelang het stelsel waar aan de werkgever onderworpen is, waarin de indiensttreding plaatsheeft, doch ten vroegste vanaf het trimester dat of de maand die volgt ».

Art. 47. Artikel 38 heeft uitwerking met ingang van 1 augustus 1993.

Artikel 39 heeft uitwerking van 1 april 1994 tot 9 mei 1996. Artikel 40 heeft uitwerking met ingang van 10 mei 1996. Artikel 42 heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1997. Artikelen 43 tot 46 hebben uitwerking met ingang van 1 januari 1997.

Art. 48. Artikel 5 van het koninklijk besluit van 14 maart 1997 houdende specifieke tewerkstellingsbevorderende maatregelen voor de kleine en middelgrote ondernemingen met toepassing van artikel 7, § 2, van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 5. — De in artikel 4, § 1, bedoelde werkgever geniet niet van de bepalingen van dit hoofdstuk indien de nieuw in dienst genomen tweede of derde werknemer een werknemer vervangt die in de loop van de twaalf kalendermaanden voorafgaand aan de indienstneming in dezelfde technische eenheid werkzaam is geweest, behalve indien deze laatste een werknemer is die een leertijd beëindigd heeft en voldoet aan de voorwaarden van de artikelen 36, met uitzondering van § 1, 4°, of 39 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering. ».

Art. 49. Artikel 48 heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1997.

Art. 50. Artikel 21, § 2, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 8 augustus 1997, wordt aangevuld als volgt :

« 8° de tak geneeskundige verzorging en de tak uitkeringen van het stelsel der zeelieden ter koopvaardij;

9° de tak werkloosheid van het stelsel der zeelieden ter koopvaardij. ».

Art. 51. In artikel 24, § 3, van dezelfde wet, vervangen bij het koninklijk besluit van 8 augustus 1997, worden de woorden « in voorkomend geval » geschrapt.

Art. 52. In artikel 26, derde lid, van dezelfde wet, vervangen door het koninklijk besluit van 8 augustus 1997, worden de woorden « de tak geneeskundige verzorging » vervangen door de woorden « de tak geneeskundige verzorging en de tak uitkeringen ».

Art. 53. Artikel 38, § 3^{ter}, zesde lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 30 december 1988, wordt vervangen door het volgende lid :

« De opbrengst van de bijzondere bijdrage wordt aangewend voor de financiering van de regelingen van het Globaal Beheer, bedoeld in artikel 21, § 2. ».

Art. 54. Artikel 142 van de wet van 29 december 1990 houdende sociale bepalingen wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 142. — De opbrengst van de bijzondere bijdrage, bedoeld in artikel 141, wordt aangewend voor de financiering van de regelingen van het Globaal Beheer, bedoeld in artikel 21, § 2, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers. ».

Art. 55. A l'article 11, § 4, de la loi du 3 avril 1995 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi, les alinéas 1^{er} et 2 sont remplacés par l'alinéa suivant :

« Le produit de la cotisation patronale mensuelle compensatoire particulière est affecté au financement des régimes de la Gestion globale, visés à l'article 21, § 2, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés. ».

Art. 56. A l'article 2, alinéa 2, de l'arrêté royal du 27 novembre 1996 instaurant une cotisation patronale particulière en vue de financer le régime du chômage temporaire et du complément d'ancienneté pour les chômeurs âgés, en application de l'article 3, § 1^{er}, 4^o, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, les mots « à l'Office national de l'emploi » sont remplacés par les mots « au financement des régimes de la Gestion globale, visés à l'article 21, § 2, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés ».

Art. 57. A l'article 3, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « sur un compte spécial de l'Office national de l'emploi » sont remplacés par les mots « à l'ONSS-Gestion globale ».

Art. 58. A l'article 24, § 4 de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité, sont apportées les modifications suivantes :

A) l'alinéa 1^{er} est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le produit de la cotisation patronale mensuelle compensatoire particulière est affecté au financement des régimes de la Gestion globale, visés à l'article 21, § 2 de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés. »;

B) l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 59. L'article 17 de la loi du 26 juin 1992 portant des dispositions sociales et diverses, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 17. — Les agents des communes, des associations de communes et des établissements subordonnés aux communes, autres que les agents contractuels subventionnés visés à l'arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986 portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'Etat auprès de certains pouvoirs locaux, qui ne sont pas pourvus d'une nomination à titre définitif, sont soumis soit au régime des vacances annuelles visé à l'arrêté royal du 30 janvier 1979 relatif à l'octroi d'un pécule de vacances aux agents de l'administration générale du Royaume, soit au régime des vacances annuelles visé au titre III de l'arrêté royal du 30 mars 1967 déterminant les modalités générales d'exécution des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés. Il appartient au conseil communal de déterminer le régime des vacances annuelles applicable. ».

Art. 60. A l'article 72, § 2, de la loi du 22 février 1998 portant des dispositions sociales, les mots « l'article 69 » sont remplacés par les mots « l'article 71 ».

Art. 61. L'article 8, § 1^{er}, alinéa 3, de l'arrêté royal du 27 janvier 1997, contenant des mesures pour la promotion de l'emploi en application de l'article 7, § 2 de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de l'emploi, est remplacé par la disposition suivante :

« Cette cotisation est destinée au Fonds d'équipements et de services collectifs institué auprès de l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés en application de l'article 107 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés. Le produit de cette cotisation est utilisé pour des interventions dans les frais de personnel et/ou de fonctionnement de services organisant exclusivement l'accueil d'enfants de 0 à 3 ans, jusqu'au 30 juin 1997, et des services visés au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o à 4^o, de l'article 107 précité, comme déterminé par Nous. ».

Art. 62. L'article 61 produit ses effets le 1^{er} janvier 1997.

Art. 63. Un article 21bis, rédigé comme suit, est inséré dans la loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs :

« Art. 21bis. — L'employeur qui perd cette qualité parce qu'il cesse, pendant au moins un trimestre civil, d'occuper du personnel assujéti doit en informer l'Office national de sécurité sociale dans les délais fixés par le Roi. ».

Art. 55. In artikel 11, § 4, van de wet van 3 april 1995 houdende maatregelen tot bevordering van de tewerkstelling, worden het eerste en het tweede lid vervangen door het volgende lid :

« De opbrengst van de bijzondere compenserende maandelijkse werkgeversbijdrage wordt aangewend voor de financiering van de regelingen van het Globaal Beheer, bedoeld in artikel 21, § 2, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers. ».

Art. 56. In artikel 2, tweede lid, van het koninklijk besluit van 27 november 1996 tot instelling van een bijzondere werkgeversbijdrage ter financiering van het stelsel van de tijdelijke werkloosheid en de anciënniteitstoelage voor oudere werklozen, in toepassing van artikel 3, § 1, 4^o, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie, worden de woorden « Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening » vervangen door de woorden « financiering van de regelingen van het Globaal Beheer, bedoeld in artikel 21, § 2, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers ».

Art. 57. In artikel 3, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden « op een speciale rekening van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening » vervangen door de woorden « aan de RSZ-Globaal Beheer ».

Art. 58. In artikel 24, § 4 van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) het eerste lid wordt vervangen door het volgende lid :

« De opbrengst van de bijzondere compenserende maandelijkse werkgeversbijdrage wordt aangewend voor de financiering van de regelingen van het Globaal Beheer, bedoeld in artikel 21, § 2 van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers. »;

B) het tweede lid wordt opgeheven.

Art. 59. Artikel 17 van de wet van 26 juni 1992 houdende sociale en diverse bepalingen, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 17. — De personeelsleden van de gemeenten, de verenigingen van gemeenten en de instellingen ondergeschikt aan de gemeenten, andere dan de gesubsidieerde contractuele personeelsleden bedoeld in het koninklijk besluit nr. 474 van 28 oktober 1986 tot opzetting van een stelsel van de door de Staat gesubsidieerde contractuelen bij sommige plaatselijke besturen, die niet in vast verband benoemd zijn, worden onderworpen ofwel aan het stelsel van de jaarlijkse vakantie bedoeld in het koninklijk besluit van 30 januari 1979 betreffende de toekenning van een vakantiegeld aan het personeel van 's lands algemeen bestuur ofwel aan het stelsel van de jaarlijkse vakantie bedoeld in titel III van het koninklijk besluit van 30 maart 1967 tot bepaling van de algemene uitvoeringsmodaliteiten van de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie der loonarbeiders. Het komt de gemeenteraad toe te bepalen welk stelsel van de jaarlijkse vakantie van toepassing is. ».

Art. 60. In artikel 72, § 2, van de wet van 22 februari 1998 houdende sociale bepalingen, worden de woorden « artikel 69 » door de woorden « artikel 71 » vervangen.

Art. 61. Artikel 8, § 1, derde lid, van het koninklijk besluit van 27 januari 1997 houdende maatregelen ter bevordering van de werkgelegenheid met toepassing van artikel 7, § 2 van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Deze bijdrage wordt toegewezen aan het Fonds voor collectieve uitrustingen en diensten, ingesteld bij de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers bij toepassing van artikel 107 van de gecoördineerde wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders. De opbrengst van de bijdrage is bestemd voor tegemoetkomingen in de loonkosten en/of werkingskosten van diensten die tot 30 juni 1997 uitsluitend de opvang van kinderen van 0 tot 3 jaar organiseren en van de diensten bedoeld bij § 1, eerste lid, 1^o tot 4^o van voormeld artikel 107, zoals door Ons bepaald. ».

Art. 62. Artikel 61 heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1997.

Art. 63. Een artikel 21bis, luidend als volgt, wordt ingevoegd in de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders :

« Art. 21bis. — De werkgever die deze hoedanigheid verliest doordat hij ophoudt, gedurende ten minste een burgerlijk kwartaal, verzeeringsplichtig personeel tewerk te stellen moet, binnen de door de Koning vastgestelde termijn, de Rijksdienst voor sociale zekerheid daarvan in kennis stellen. ».

Art. 64. A l'article 28 de la même loi, modifié par l'arrêté royal n° 135 du 30 décembre 1982 et par la loi du 1^{er} août 1985, sont apportées les modifications suivantes :

1° il est inséré un § 1^{er} *bis*, rédigé comme suit :

« § 1^{er} *bis*. L'employeur qui ne verse pas les provisions de cotisations dans les délais fixés par le Roi est redevable envers l'Office national de sécurité sociale d'une indemnité forfaitaire dont le montant et les conditions d'application sont fixés par arrêté royal. »;

2° le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Le Roi détermine également les conditions dans lesquelles l'Office national de sécurité sociale peut accorder à l'employeur l'exonération ou la réduction de l'indemnité forfaitaire, de la majoration des cotisations et des intérêts de retard. ».

Art. 65. Un article 29*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 29*bis*. — L'employeur qui ne respecte pas l'obligation visée à l'article 21*bis* dans les délais fixés par le Roi est redevable d'une indemnité forfaitaire à l'Office national de sécurité sociale dont le montant et les conditions d'application sont déterminés par arrêté royal. ».

Art. 66. L'article 30 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 30. — Indépendamment de l'indemnité forfaitaire prévue à l'article 28, § 1^{er} *bis*, de l'indemnité forfaitaire prévue aux articles 29 et 29*bis*, ainsi que des majorations de cotisations et intérêts de retard prévus à l'article 28, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mandataires des employeurs qui ne remplissent pas les obligations qui leur incombent en lieu et place de leurs mandants ou qui ne se conforment pas aux dispositions des arrêtés pris en exécution de la présente loi, sont redevables envers l'Office national de sécurité sociale d'une indemnité forfaitaire dont le montant et les conditions d'application sont fixés par arrêté royal. ».

Art. 67. L'article 26 de la loi du 13 février 1998 portant des dispositions en faveur de l'emploi produit ses effets le 1^{er} janvier 1997.

Art. 68. L'article 4, § 1^{er}, de l'arrêté royal n° 495 du 31 décembre 1986 instaurant un système associant le travail et la formation pour les jeunes de 18 à 25 ans et portant diminution temporaire des cotisations patronales de sécurité sociale dues dans le chef de ces jeunes, confirmé par la loi du 30 mars 1987, remplacé par la loi du 4 août 1996 et modifié par la loi du 22 février 1998, est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Sont exclus du bénéfice du présent arrêté les employeurs qui ne satisfont pas aux conditions prévues par l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983. ».

Art. 69. L'article 126 de la loi-programme du 30 décembre 1988 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 126. — Sont exclus de l'application du présent chapitre, les employeurs qui ne satisfont pas aux conditions prévues par l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes, même si c'est en application de l'article 9 de cet arrêté. ».

Art. 70. L'article 36, § 4, de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, inséré et confirmé par la loi du 30 mars 1994, est abrogé.

Art. 71. L'article 50 du même arrêté, confirmé par la loi du 30 mars 1994, est abrogé.

Art. 72. L'article 62 de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 62. — Sont exclus du bénéfice du présent chapitre les employeurs qui ne satisfont pas aux obligations prévues par l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes. ».

Art. 73. L'article 2, § 2, de la loi du 3 avril 1995 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi est abrogé.

Art. 64. In artikel 28 van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 135 van 30 december 1982 en bij de wet van 1 augustus 1985, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° er wordt een § 1*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« §1*bis*. De werkgever die de voorschotten van bijdragen niet binnen de door de Koning vastgestelde termijn stort, is aan de Rijksdienst voor sociale zekerheid een vaste vergoeding verschuldigd, waarvan het bedrag en de voorwaarden van toepassing bij koninklijk besluit worden vastgesteld. »;

2° § 2 wordt vervangen door volgende bepaling :

« § 2. De Koning bepaalt ook de voorwaarden waaronder de Rijksdienst voor sociale zekerheid de werkgever vrijstelling of vermindering mag verlenen van de vaste vergoeding, de bijdrageopslag en de verwijlinteressen. ».

Art. 65. Een artikel 29*bis*, luidend als volgt, wordt ingevoegd in dezelfde wet :

« Art. 29*bis*. — De werkgever die de verplichting bedoeld bij artikel 21*bis* niet nakomt binnen de door de Koning vastgestelde termijn, is aan de Rijksdienst voor sociale zekerheid een vaste vergoeding verschuldigd, waarvan het bedrag en de voorwaarden inzake de toepassing bij koninklijk besluit worden vastgesteld. ».

Art. 66. Artikel 30 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 30. — Onverminderd de bij artikel 28, § 1*bis*, bepaalde vaste vergoeding, de bij de artikelen 29 en 29*bis* bepaalde vaste vergoeding, alsmede de bij artikel 28, § 1, eerste lid, bepaalde bijdrageopslagen en verwijlinteressen, zijn de lasthebbers van de werkgevers die de uit hoofde van hun mandaat opgelegde verplichtingen niet nakomen of die de bepalingen niet naleven van de ter uitvoering van deze wet uitgevaardigde besluiten, aan de Rijksdienst voor sociale zekerheid een vaste vergoeding verschuldigd, waarvan het bedrag en de voorwaarden van toepassing bij koninklijk besluit worden vastgesteld. ».

Art. 67. Artikel 26 van de wet van 13 februari 1998 houdende bepalingen tot bevordering van de tewerkstelling heeft uitwerking op 1 januari 1997.

Art. 68. Artikel 4, § 1, van het koninklijk besluit nr. 495 van 31 december 1986 tot invoering van een stelsel van alternerende tewerkstelling en opleiding voor jongeren tussen 18 en 25 jaar en tot tijdelijke vermindering van de sociale zekerheidsbijdragen van de werkgever verschuldigd in hoofde van deze jongeren, bekrachtigd bij de wet van 30 maart 1987, vervangen door de wet van 4 augustus 1996 en gewijzigd bij de wet van 22 februari 1998, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. Zijn uitgesloten van het voordeel van dit besluit, de werkgevers die de bij het koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983 vastgestelde bepalingen niet nakomen. ».

Art. 69. Artikel 126 van de programmawet van 30 december 1988 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 126. — Van de toepassing van dit hoofdstuk zijn uitgesloten, de werkgevers die de bij het koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces vastgestelde verplichtingen niet nakomen, zelfs indien dit gebeurt met toepassing van artikel 9 van dit besluit. ».

Art. 70. Artikel 36, § 4, van het koninklijk besluit van 24 december 1993 tot uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen, ingevoegd en bekrachtigd bij de wet van 30 maart 1994, wordt opgeheven.

Art. 71. Artikel 50 van hetzelfde besluit, bekrachtigd bij de wet van 30 maart 1994, wordt opgeheven.

Art. 72. Artikel 62 van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 62. — Van de toepassing van dit hoofdstuk zijn uitgesloten, de werkgevers die de verplichtingen voorgeschreven door het koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces, niet nakomen. ».

Art. 73. Artikel 2, § 2, van de wet van 3 april 1995 houdende maatregelen tot bevordering van de tewerkstelling wordt opgeheven.

Art. 74. A l'article 18 de la loi du 22 décembre 1995 portant des mesures visant à exécuter le plan pluriannuel pour l'emploi, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 2 est abrogé;

2° le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Sont exclus de l'application du présent article, les employeurs dont il est établi qu'ils ne satisfont pas aux obligations prévues par l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes. ».

Art. 75. A l'article 104bis de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, inséré par la loi du 22 décembre 1995 et modifié par l'arrêté royal du 14 mars 1997 et la loi du 22 février 1998, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 2 est abrogé;

2° le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Sont exclus de l'application du présent article, les employeurs dont il est établi qu'ils ne satisfont pas aux obligations prévues par l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes. ».

Art. 76. L'article 186 de la loi du 29 avril 1996 portant des dispositions sociales, est abrogé.

Art. 77. L'article 32 de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité, est abrogé.

Art. 78. L'article 9 de l'arrêté royal du 14 mars 1997 portant des mesures spécifiques de promotion de l'emploi pour les petites et moyennes entreprises en application de l'article 7, § 2, de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité, confirmé par la loi du 26 juin 1997, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 9. — Sont exclus du bénéfice du présent chapitre les employeurs qui ne satisfont pas aux dispositions de l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes. Cette exclusion vaut également pour les employeurs qui, en application de l'article 9 de l'arrêté précité, ont été dispensés de l'obligation d'occuper des stagiaires. ».

Art. 79. Les articles 68 à 78 entrent en vigueur le 1^{er} jour du trimestre qui suit celui au cours duquel la présente loi aura été publiée au *Moniteur belge*.

Art. 80. L'article 3, § 1^{er}, de l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande, remplacé par l'arrêté royal du 18 avril 1997 et modifié par la loi du 22 février 1998, est complété par l'alinéa suivant :

« Les alinéas 3 à 9 sont applicables aux marins qui sont occupés à bord de navires qui sont enregistrés dans un Etat membre de l'Union européenne. ».

Art. 81. A l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 25 avril 1997 comportant dispense de certaines cotisations patronales au profit des entreprises relevant du secteur du dragage en application de l'article 7, § 2 de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité, les mots « qui sont enregistrés dans un Etat membre de l'Union européenne et » sont insérés entre les mots « travailleurs occupés à bord de dragues » et les mots « munies d'une lettre de mer ».

Art. 82. Les articles 80 et 81 produisent leurs effets le 1^{er} janvier 1997 et cesseront d'être en vigueur le 31 décembre 2002.

Art. 83. L'article 192 de la loi du 22 février 1998 portant des dispositions sociales est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 192. — Les articles 190, 1° et 2°, et 191 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1998 et s'appliquent pour la première fois au paiement des pécules de vacances de l'année 1999, ayant trait à l'exercice de vacances 1998.

L'article 190, 3°, 4° et 5°, entre en vigueur le 1^{er} janvier 1999. ».

Art. 84. L'article 8, 3°, de la loi du 20 juillet 1991 portant des dispositions sociales est abrogé.

Art. 74. In artikel 18 van de wet van 22 december 1995 houdende maatregelen tot uitvoering van het meerjarenplan voor werkgelegenheid, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 2 wordt opgeheven;

2° § 3 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 3. Van de toepassing van dit artikel zijn uitgesloten de werkgevers die de verplichtingen voorgeschreven door het koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces, niet nakomen. ».

Art. 75. In artikel 104bis van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, ingevoegd bij de wet van 22 december 1995 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 maart 1997 en bij de wet van 22 februari 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 2 wordt opgeheven;

2° § 3 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 3. Van de toepassing van dit artikel zijn uitgesloten de werkgevers die de verplichtingen voorgeschreven door het koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces, niet nakomen. ».

Art. 76. Artikel 186 van de wet van 29 april 1996 houdende sociale bepalingen, wordt opgeheven.

Art. 77. Artikel 32 van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen, wordt opgeheven.

Art. 78. Artikel 9 van het koninklijk besluit van 14 maart 1997 houdende specifieke tewerkstellingsbevorderende maatregelen voor de kleine en middelgrote ondernemingen met toepassing van artikel 7, § 2, van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen, bekrachtigd bij de wet van 26 juni 1997, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 9. — Van de toepassing van dit hoofdstuk zijn uitgesloten de werkgevers die de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces niet nakomen. Deze uitsluiting geldt eveneens voor de werkgevers die vrijgesteld werden van de verplichting stagiaires tewerk te stellen met toepassing van artikel 9 van voormeld besluit. ».

Art. 79. De artikelen 68 tot 78 treden in werking de eerste dag van het kwartaal volgend op dat gedurende hetwelk deze wet in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 80. Artikel 3, § 1, van de besluitwet van 7 februari 1945 betreffende de maatschappelijke veiligheid van de zeelieden ter koopvaardij, vervangen bij het koninklijk besluit van 18 april 1997 en gewijzigd bij de wet van 22 februari 1998, wordt aangevuld met het volgende lid :

« De leden 3 tot 9 zijn van toepassing op de zeelieden die tewerkgesteld zijn aan boord van en in een Europese Unie lidstaat geregistreerde schepen. ».

Art. 81. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 25 april 1997 houdende vrijstelling van bepaalde werkgeversbijdragen ten behoeve van de ondernemingen behorende tot de baggersector met toepassing van artikel 7, § 2 van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen, worden de woorden « in een lidstaat van de Europese Unie geregistreerde » ingevoegd tussen de woorden « werknemers tewerkgesteld aan boord van » en de woorden « schepen waarvoor een zeebrief kan worden voorgelegd ».

Art. 82. De artikelen 80 en 81 hebben uitwerking met ingang van 1 januari 1997 en houden op van kracht te zijn op 31 december 2002.

Art. 83. Artikel 192 van de wet van 22 februari 1998 houdende sociale bepalingen wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 192. — De artikelen 190, 1° en 2°, en 191 treden in werking op 1 januari 1998 en zijn voor de eerste maal van toepassing voor uitbetaling van de vakantiegelden van het vakantiejaar 1999, voor het vakantiedienstjaar 1998.

Artikel 190, 3°, 4° en 5°, treedt in werking op 1 januari 1999. ».

Art. 84. Artikel 8, 3°, van de wet van 20 juli 1991 houdende sociale bepalingen wordt opgeheven.

CHAPITRE V. — Banque-carrefour de la sécurité sociale

Art. 85. A l'article 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque carrefour de la sécurité sociale, modifié par les lois des 29 avril 1996 et 25 juin 1997, sont apportées les modifications suivantes :

1° au 2°, il est ajouté un élément e), rédigé comme suit :

« e) l'Etat, les Communautés, les Régions et les établissements publics visés à l'article 18 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, en ce qui concerne leurs missions en matière d'allocations familiales pour leur personnel; »;

2° dans le 6°, le mot « physique » est inséré entre les mots « concernant une personne » et « identifiée »;

3° le 7° est remplacé par la disposition suivante :

« 7° « données médicales à caractère personnel » :

toutes données sociales à caractère personnel dont on peut déduire une information sur l'état antérieur, actuel ou futur de la santé physique ou psychique de la personne physique identifiée ou identifiable, à l'exception des données purement administratives ou comptables relatives aux traitements ou aux soins médicaux. ».

Art. 86. A l'article 4, alinéa 1^{er}, de la même loi, les mots « à caractère personnel » sont supprimés.

Art. 87. L'article 19 de la même loi, modifié par la loi du 29 avril 1996, est abrogé.

Art. 88. L'article 21 de la même loi est abrogé.

Art. 89. Il est inséré dans l'arrêté royal du 18 décembre 1996 portant des mesures en vue d'instaurer une carte d'identité sociale à l'usage de tous les assurés sociaux, en application des articles 38, 40, 41 et 49, de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, ratifié par la loi du 26 juin 1997, un article 5bis rédigé comme suit :

« Art. 5bis. — L'authentification de la carte d'identité sociale et, le cas échéant, l'accès aux données protégées de la carte, visés à l'article 2, alinéa 4, 2°, peuvent s'effectuer au moyen d'une carte professionnelle délivrée aux utilisateurs habilités en vertu de l'article 5.

La délivrance de la carte professionnelle se fait pour la première fois sans aucun frais à charge de l'utilisateur. Le Roi peut déterminer, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, qu'une redevance dont il fixe le montant, est due pour le remplacement des cartes professionnelles délivrées initialement. ».

Art. 90. L'article 583, alinéa 2, du Code judiciaire, inséré par la loi du 25 janvier 1985, est remplacé par la disposition suivante :

« Le tribunal du travail connaît des contestations relatives à la carte d'identité sociale instaurée par l'arrêté royal du 18 décembre 1996 portant des mesures en vue d'instaurer une carte d'identité sociale à l'usage de tous les assurés sociaux, en application des articles 38, 40, 41 et 49, de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions. ».

CHAPITRE VI. — De l'assurance soins de santé et indemnités

Section I^{re}. — De l'assurance soins de santéSous-section I^{re}. — Commission de contrôle budgétaire et établissement du budget

Art. 91. L'article 18 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 18. — La Commission de contrôle budgétaire fait annuellement rapport au Conseil général, dans le cadre de l'exercice de la compétence de celui-ci, visée à l'article 16, 1°, sur la proposition globale du Comité de l'assurance en vue de la fixation de l'objectif budgétaire annuel global visée à l'article 39. A cette occasion, elle émet entre autres un avis sur les estimations effectuées par le Service concernant les dépenses à prévoir pour les prestations visées à l'article 34, 6°. Elle examine en particulier la cohérence avec les données disponibles au ministère de la Santé publique.

HOOFDSTUK V. — Kruispuntbank van de sociale zekerheid

Art. 85. In artikel 2, eerste lid, van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid, gewijzigd bij de wetten van 29 april 1996 en 25 juni 1997, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het 2°, wordt een onderdeel e) toegevoegd, luidend als volgt :

« e) de Staat, de Gemeenschappen, de Gewesten en de openbare instellingen bedoeld in artikel 18 van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, voor wat betreft hun opdrachten inzake kinderbijslag voor het eigen personeel; »;

2° in het 6° wordt tussen de woorden « met betrekking tot een » en « persoon » het woord « natuurlijke » ingevoegd;

3° het 7° wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 7° « medische gegevens van persoonlijke aard » :

alle sociale gegevens van persoonlijke aard waaruit informatie kan worden afgeleid omtrent de vroegere, huidige of toekomstige fysieke of psychische gezondheidstoestand van de natuurlijke persoon die is of kan worden geïdentificeerd, met uitzondering van de louter administratieve of boekhoudkundige gegevens betreffende de geneeskundige behandelingen of verzorging. ».

Art. 86. In artikel 4, eerste lid, van dezelfde wet, worden de woorden « van persoonlijke aard » geschrapt.

Art. 87. Artikel 19 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 29 april 1996, wordt opgeheven.

Art. 88. Artikel 21 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 89. In het koninklijk besluit van 18 december 1996 houdende maatregelen met het oog op de invoering van een sociale identiteitskaart ten behoeve van alle sociaal verzekerden, met toepassing van de artikelen 38, 40, 41 en 49, van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, bekrachtigd bij wet van 26 juni 1997, wordt een artikel 5bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 5bis. — De authenticatie van de sociale identiteitskaart en, in voorkomend geval, de toegang tot de beschermde gegevens van de kaart, bedoeld in artikel 2, vierde lid, 2°, kunnen gebeuren door middel van een beroepskaart afgeleverd aan de krachtens artikel 5 gemachtigde gebruikers.

De uitreiking van de beroepskaart geschiedt voor de eerste maal zonder kosten voor de gebruiker. De Koning kan bij een in Ministerraad overlegd besluit bepalen dat een vergoeding, waarvan hij het bedrag bepaalt, verschuldigd is voor de vervanging van de aanvankelijk uitgereikte beroepskaarten. ».

Art. 90. Artikel 583, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek, toegevoegd bij de wet van 25 januari 1985, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De arbeidsrechtbank neemt kennis van de geschillen betreffende de sociale identiteitskaart, ingevoerd door het koninklijk besluit van 18 december 1996 houdende maatregelen met het oog op de invoering van een sociale identiteitskaart ten behoeve van alle sociaal verzekerden, met toepassing van de artikelen 38, 40, 41 en 49, van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels. ».

HOOFDSTUK VI. — Verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen

Afdeling I. — Verzekering voor geneeskundige verzorging

Onderafdeling I. — Commissie voor begrotingscontrole en begrotingsopmaak

Art. 91. Artikel 18 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, wordt vervangen door volgende bepalingen :

« Art. 18. — De Commissie voor begrotingscontrole brengt jaarlijks advies uit aan de Algemene Raad, in het kader van de uitoefening van de bevoegdheid van deze laatste bedoeld bij artikel 16, 1°, over het globaal voorstel van het Verzekeringscomité voor de vaststelling van de globale jaarlijkse begrotingsdoelstelling bedoeld in artikel 39. Bij die gelegenheid brengt ze onder meer advies uit over de ramingen van de Dienst met betrekking tot de te verwachten uitgaven voor de verstrekkingen bedoeld in artikel 34, 6°. Ze onderzoekt hierbij inzonderheid de samenhang met de gegevens beschikbaar vanuit het ministerie van Volksgezondheid.

En outre, la Commission donne également annuellement un avis au Conseil général et aux ministres des Affaires sociales et du Budget sur la manière dont le Comité de l'assurance a exercé sa compétence visée à l'article 22, 1°.

Par ailleurs, la Commission de contrôle budgétaire fait trimestrielle rapport au Conseil général, au Comité de l'assurance, aux commissions chargées de conclure les conventions ou les accords et aux ministres des Affaires sociales et du Budget, sur la gestion du secteur de l'assurance soins de santé, ainsi que sur ses recettes et ses dépenses, en particulier sur les prévisions en la matière et les différents aspects de leur évolution.

La Commission fait, notamment, rapport au Conseil général, au Comité de l'assurance, aux commissions chargées de conclure les conventions ou les accords et aux ministres des Affaires sociales et du Budget, sur les dépenses résultant des conventions et accords visés aux sections Ire et II du chapitre V du Titre III et des modifications proposées à la nomenclature des prestations de santé visée aux articles 23, § 2, et 35, § 1^{er}. Elle exerce les compétences spécifiques qui lui sont attribuées par l'article 51.

La Commission est également chargée de donner des avis aux ministres des Affaires sociales et du Budget, au Conseil général et au Comité de l'assurance sur tous les aspects financiers et budgétaires concernant les produits pharmaceutiques visés à l'article 34, 5°. Elle veille notamment au respect de la norme en matière de dépenses et de l'objectif budgétaire annuel partiel pour les médicaments.

La Commission donne enfin des avis sur toutes les autres questions pour lesquelles le Conseil général demande son avis budgétaire.

La Commission dispose des pouvoirs d'investigation les plus larges dans le cadre de sa mission, sans toutefois avoir accès aux données individuelles. Elle examine les opérations ayant une incidence financière ou budgétaire, a accès à tous les dossiers et archives et reçoit des services de l'Institut tous les renseignements qu'elle demande. Elle peut déléguer certains de ses membres aux réunions des conseils, comités, commissions et autres organes institués auprès des services de l'Institut dont les activités ont une incidence sur l'assurance soins de santé. ».

Art. 92. L'article 38 de la même loi, modifié par l'arrêté royal du 25 avril 1997, est modifié comme suit :

1° un nouvel alinéa 2 est inséré, rédigé comme suit :

« En ce qui concerne les prestations pour lesquelles aucune commission de convention ou d'accord n'est compétente, le Service détermine les moyens qu'il estime indispensables pour le financement des besoins des secteurs concernés. En ce qui concerne les prestations visées à l'article 34, 6°, le Service consulte au préalable le service compétent du ministère de la Santé publique. »;

2° à l'alinéa 2 actuel, qui devient le nouvel alinéa 3, les mots suivants sont ajoutés à la première phrase :

« ou, respectivement, par le Service »;

3° l'alinéa 3 actuel, qui devient le nouvel alinéa 4, est remplacé comme suit :

« Sous-réserve de directives dérogatoires émanant des ministres des Affaires sociales et du Budget, les moyens à fixer doivent être évalués à des prix qui ne tiennent pas encore compte de l'évolution des prix pour l'année budgétaire pour laquelle les moyens sont évalués. ».

Art. 93. A l'article 40, § 1^{er}, alinéa 3, inséré par l'arrêté royal du 10 décembre 1996, de la même loi, les mots « ou particulières » sont ajoutés après les mots « dépenses exceptionnelles ».

Sous-section II. — Fonctionnement du Collège des médecins-directeurs

Art. 94. L'article 23 de la même loi, modifié par les lois des 20 décembre 1995 et 29 avril 1996, l'arrêté royal du 25 avril 1997 et la loi du 22 février 1998, est complété par le paragraphe suivant :

« § 6. Le Roi détermine les conditions dans lesquelles la compétence de décision du Collège des médecins-directeurs peut être exercée par un ou plusieurs médecins, membres dudit Collège. Cette compétence de décision ne peut en aucun cas être exercée exclusivement par des médecins occupés par l'organisme assureur auquel le bénéficiaire intéressé est affilié ou inscrit. ».

Voorts brengt de Commissie eveneens jaarlijks aan de Algemene Raad, en aan de ministers van Sociale Zaken en van Begroting, advies uit over de wijze waarop het Verzekeringscomité zijn bevoegdheid bedoeld in artikel 22, 1°, heeft uitgeoefend.

De Commissie brengt verder om het kwartaal aan de Algemene Raad, aan het Verzekeringscomité, aan de commissies belast met het sluiten van de overeenkomsten of akkoorden en aan de ministers van Sociale Zaken en van Begroting, verslag uit over het beheer van de sector verzekering voor geneeskundige verzorging en over de ontvangsten en uitgaven ervan, in het bijzonder over de vooruitzichten terzake en de verschillende aspecten van de evolutie ervan.

De Commissie brengt met name aan de Algemene Raad, aan het Verzekeringscomité, aan de commissies belast met het sluiten van de overeenkomsten of de akkoorden en aan de ministers van Sociale Zaken en van Begroting, verslag uit over de uitgaven die voortvloeien uit de in Titel III, hoofdstuk V, afdelingen I en II bedoelde overeenkomsten en akkoorden en uit de wijzigingen die worden voorgesteld in de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekingen bedoeld in de artikelen 23, § 2, en 35, § 1. Ze oefent de specifieke bevoegdheden uit die haar worden toegekend door artikel 51.

De Commissie is eveneens ermee belast de ministers van Sociale Zaken en van Begroting, de Algemene Raad en het Verzekeringscomité te adviseren over alle financiële en begrotingsaspecten betreffende de in artikel 34, 5°, bedoelde farmaceutische producten. Ze ziet met name toe op de naleving van de uitgavennorm en de partiële jaarlijkse begrotingsdoelstelling inzake geneesmiddelen.

De Commissie brengt tenslotte advies uit over alle overige aangelegenheden waarover de Algemene Raad haar budgettair advies inwint.

De Commissie heeft in het raam van haar opdracht de meest uitgebreide onderzoeksbevoegdheden, zonder evenwel toegang te hebben tot de individuele gegevens. Ze onderzoekt de verrichtingen die een financiële weerslag of een weerslag op de begroting hebben, krijgt inzage van alle dossiers en archieven en ontvangt van de diensten van het Instituut alle inlichtingen die ze vraagt. Ze mag sommige van haar leden afvaardigen naar de vergaderingen van de raden, comités, commissies en andere bij de diensten van het Instituut ingestelde organen waarvan de activiteiten een weerslag hebben op de verzekering voor geneeskundige verzorging. ».

Art. 92. Artikel 38 van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 april 1997, wordt als volgt gewijzigd :

1° een nieuw tweede lid wordt ingevoegd, luidend als volgt :

« Voor de verstrekingen waarvoor geen overeenkomsten of akkoordencommissie bevoegd is, stelt de Dienst de middelen vast die ze voor de financiering van de behoeften van de betrokken sectoren onontbeerlijk achten. Wat de in artikel 34, 6°, bedoelde prestaties betreft, raadpleegt de Dienst voorafgaandelijk de bevoegde dienst van het ministerie van Volksgezondheid. »;

2° in het huidige tweede lid, dat het nieuwe derde lid wordt, worden volgende woorden toegevoegd aan de eerste zin :

« , respectievelijk door de Dienst »;

3° het huidige derde lid, dat het nieuwe vierde lid wordt, wordt vervangen als volgt :

« Behoudens hiervan afwijkende richtlijnen uitgaande van de ministers van Sociale Zaken en Begroting, moeten de vast te stellen middelen worden geraamd aan prijzen die nog geen rekening houden met de evolutie van de prijzen van het begrotingsjaar, waarvoor de middelen worden geraamd. ».

Art. 93. In artikel 40, § 1, derde lid, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 10 december 1996, van dezelfde wet, worden tussen de woorden « uitzonderlijke » en « uitgaven » de woorden « of bijzondere » ingevoegd.

Onderafdeling II. — Werking van het College van geneesherendirecteurs

Art. 94. Artikel 23 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 20 december 1995 en 29 april 1996, het koninklijk besluit van 25 april 1997 en de wet van 22 februari 1998, wordt aangevuld met de volgende paragraaf :

« § 6. De Koning bepaalt de voorwaarden waaronder de beslissingsbevoegdheid van het College van geneesherendirecteurs uitgeoefend kan worden door één of meerdere geneesheren, lid van het vernoemde College. Deze beslissingsbevoegdheid kan in geen enkel geval exclusief uitgeoefend worden door geneesheren die tewerkgesteld zijn bij de verzekeringsinstelling waarbij de belanghebbende rechthebbende aangesloten of ingeschreven is. ».

Art. 95. A l'article 25 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

a) au § 2, le dernier alinéa est remplacé par la disposition suivante :

« Lorsque la demande d'intervention concerne des produits pharmaceutiques, le Collège des médecins-directeurs peut demander l'avis du Conseil technique des spécialités pharmaceutiques ou du Conseil technique pharmaceutique, visés à l'article 27, chacun suivant sa compétence. »;

b) un § 6 est ajouté, qui est libellé comme suit :

« Le Roi détermine les conditions dans lesquelles la compétence de décision du Collège des médecins-directeurs peut être exercée par un ou plusieurs médecins, membres dudit Collège. Cette compétence de décision ne peut en aucun cas être exercée exclusivement par des médecins occupés par l'organisme assureur auquel le bénéficiaire intéressé est affilié ou inscrit. ».

Art. 96. L'article 34, alinéa 1^{er}, de la même loi, modifié par les lois des 21 décembre 1994, 20 décembre 1995 et 22 février 1998, est complété d'un point 22° et d'un point 23°, libellés comme suit :

« 22° le transport d'un organe prélevé à l'étranger;

23° les frais de typage de donneurs potentiels de moelle osseuse à l'étranger et les frais de transport et d'assurance du donneur de moelle osseuse d'un autre pays. ».

Art. 97. A l'article 37 de la même loi, modifié par la loi du 20 décembre 1995, les arrêtés royaux des 12 décembre 1996, 21 février 1997 et 16 avril 1997 et la loi du 22 février 1998, est inséré un § 14quinquies, libellé comme suit :

« § 14quinquies. Le Roi fixe, après avis du Comité de l'assurance, les conditions de remboursement pour les prestations visées à l'article 34, 22° et 23°. ».

Sous-section III. — Conseil technique des spécialités pharmaceutiques et de la nomenclature des spécialités pharmaceutiques

Art. 98. A l'article 22, alinéa 1^{er}, 4°, de la même loi, modifié par la loi du 20 décembre 1995 et par l'arrêté royal du 25 avril 1997, sont apportées les modifications suivantes :

— les termes « article 35, § 2, 3°, » sont remplacés par les mots « article 35, § 2, 3°, et § 3, 3°, »;

— la phrase suivante est ajoutée : « Toutefois, ce délai est de quinze jours lorsqu'il s'agit des modifications de nomenclature visées à l'article 35, § 3. ».

Art. 99. A l'article 27 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

— à l'alinéa 2, les termes « article 35, § 2 » sont remplacés par les mots « article 35, § 2 et § 3, »;

— à l'alinéa 4, la première phrase est remplacée par la phrase suivante : « Chaque proposition ou avis visés aux alinéas 2 et 3, sauf les propositions ou les avis du Conseil technique des spécialités pharmaceutiques, doit être accompagné d'un avis écrit du Service du Contrôle médical. ».

Art. 100. A l'article 28 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

— le § 1^{er} est complété par la phrase suivante : « Dans le Conseil technique des spécialités pharmaceutiques, siège un représentant du Service du contrôle médical. »;

— au § 3, les termes « à l'exception de la proposition visée à l'article 35, § 3, 1°, » sont insérés entre les mots « les propositions » et « ou les avis ».

Art. 101. A l'article 35 de la même loi, modifié par la loi du 20 décembre 1995, par les arrêtés royaux du 23 décembre 1996 et du 25 avril 1997 et la loi du 22 février 1998, sont apportées les modifications suivantes :

— au § 1^{er}, alinéa 2, la sixième phrase est remplacée par les phrases suivantes : « L'admission des prestations visées à l'article 34, alinéa 1^{er}, 5°, fait l'objet d'une révision au moins tous les cinq ans. Toutefois la première révision a lieu dans les trois ans après l'admission initiale. Après avis motivé du Conseil technique des spécialités pharmaceutiques, le Roi peut porter cette période de trois ans jusqu'à cinq ans maximum. »;

— le § 2 est complété par l'alinéa suivant :

« Les dispositions du présent paragraphe ne s'appliquent pas à la nomenclature des prestations visées à l'article 34, alinéa 1^{er}, 5°, b) et c), en ce qui concerne la liste visée au § 3. »;

Art. 95. In artikel 25 van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in § 2 wordt het laatste lid vervangen door het volgende lid :

« Als de aanvraag om tegemoetkoming betrekking heeft op farmaceutische producten kan het College van geneesheren-directeurs het advies van de Technische Raad voor farmaceutische specialiteiten of de Technische farmaceutische raad die zijn bedoeld in artikel 27, elk volgens zijn bevoegdheid, vragen. »;

b) een § 6 wordt toegevoegd, die luidt als volgt :

« De Koning bepaalt de voorwaarden waaronder de beslissingsbevoegdheid van het College van geneesheren-directeurs uitgeoefend kan worden door één of meerdere geneesheren, lid van het vernoemde College. Deze beslissingsbevoegdheid kan in geen enkel geval exclusief uitgeoefend worden door geneesheren die tewerkgesteld zijn bij de verzekeringsinstelling waarbij de belanghebbende rechthebbende aangesloten of ingeschreven is. ».

Art. 96. Artikel 34, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 21 december 1994, 20 december 1995 en 22 februari 1998, wordt aangevuld met een punt 22° en 23°, luidend als volgt :

« 22° het vervoer van een in het buitenland afgenomen orgaan;

23° de kosten voor de typering van potentiële beenmergdonoren in het buitenland en de kosten voor het vervoer en voor de verzekering van de beenmergdonor uit een ander land. ».

Art. 97. In artikel 37 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 20 december 1995, de koninklijke besluiten van 12 december 1996, 21 februari 1997 en 16 april 1997 en de wet van 22 februari 1998, wordt een § 14quinquies ingevoegd, luidend als volgt :

« § 14quinquies. De Koning stelt, na advies van het Verzekeringscomité, de vergoedingsvoorwaarden vast voor de in artikel 34, 22° en 23°, bedoelde verstrekkingen. ».

Onderafdeling III. — Technische Raad voor farmaceutische specialiteiten en nomenclatuur van de farmaceutische specialiteiten

Art. 98. In artikel 22, eerste lid, 4°, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 20 december 1995 en bij het koninklijk besluit van 25 april 1997, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

— de termen « artikel 35, § 2, 3° » worden vervangen door de termen « artikel 35, § 2, 3°, en § 3, 3°, »;

— de volgende zin wordt toegevoegd : « Die termijn bedraagt evenwel vijftien dagen als het gaat om de in artikel 35, § 3, bedoelde nomenclatuurwijzigingen. ».

Art. 99. In artikel 27 van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

— in het tweede lid worden de termen « artikel 35, § 2 » vervangen door de termen « artikel 35, § 2 en § 3, »;

— in het vierde lid wordt de eerste zin vervangen door de volgende zin : « Bij elk in het tweede en derde lid bedoeld voorstel of advies, behalve de voorstellen of adviezen van de Technische Raad voor farmaceutische specialiteiten, moet een schriftelijk advies van de Dienst voor geneeskundige controle gevoegd zijn. ».

Art. 100. In artikel 28 van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

— § 1 wordt aangevuld met de volgende zin : « In de Technische Raad voor farmaceutische specialiteiten heeft een vertegenwoordiger van de Dienst voor geneeskundige controle zitting. »;

— in § 3, worden de woorden « met uitzondering van het in artikel 35, § 3, 1°, bedoeld voorstel » ingevoegd tussen de woorden « voorstellen » en « of adviezen ».

Art. 101. In artikel 35 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 20 december 1995, bij de koninklijke besluiten van 23 december 1996 en 25 april 1997 en de wet van 22 februari 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

— in § 1, tweede lid, wordt de zesde zin vervangen door de volgende zinnen : « De aanneming van de in artikel 34, eerste lid, 5°, bedoelde verstrekkingen wordt ten minste om de vijf jaar herzien. De eerste herziening na de oorspronkelijke aanneming heeft evenwel plaats binnen drie jaar. Na gemotiveerd advies van de Technische Raad voor farmaceutische specialiteiten, kan de Koning deze periode van drie jaar verlengen tot maximum vijf jaar. »;

— § 2 wordt aangevuld met het volgende lid :

« De bepalingen van deze paragraaf zijn niet van toepassing op de nomenclatuur van de in artikel 34, eerste lid, 5°, b) en c), bedoelde verstrekkingen wat de in § 3 bedoelde lijst betreft. »;

— le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Le ministre peut modifier la liste jointe à l'arrêté royal fixant les conditions dans lesquelles une intervention est accordée pour les prestations de santé visées à l'article 34, alinéa 1^{er}, 5°, b) et c), :

1° sur la base de la proposition formulée d'initiative par le Conseil technique des spécialités pharmaceutiques dans un rapport écrit, qui est transmis directement au Comité de l'assurance et à la Commission de contrôle budgétaire.

La Commission de contrôle budgétaire donne son avis et le Comité de l'assurance décide de transmettre ou non au ministre en ce qui concerne les propositions qui leur ont été transmises par le Conseil technique des spécialités pharmaceutiques;

2° sur la base de la proposition qui est formulée par le Conseil technique des spécialités pharmaceutiques à la demande du ministre ou de la Commission de convention avec les pharmaciens visée à l'article 48.

Cette proposition, formulée dans un rapport écrit, est communiquée au Comité de l'assurance et à la Commission de contrôle budgétaire;

3° sur la base de la proposition élaborée par la Commission de convention avec les pharmaciens visée à l'article 48, le Comité de l'assurance ou le ministre, maintenue dans son texte original ou amendée après avoir été soumise à l'avis du Conseil technique des spécialités pharmaceutiques; cet avis est censé être donné s'il n'est pas formulé dans le délai de 60 jours à dater de la demande.

La procédure visée au 3° peut être suivie :

a) quand le Conseil technique des spécialités pharmaceutiques ne donne pas suite à la demande de proposition visée au 2°, dans le délai de 30 jours à dater de la demande;

b) quand le Conseil technique des spécialités pharmaceutiques formule une proposition qui ne répond pas aux objectifs contenus dans la demande visée au 2°; dans ce cas, le rejet de la proposition du Conseil technique des spécialités pharmaceutiques doit être motivé;

4° sur la base de la procédure prévue à l'article 51, § 3, dernier alinéa;

5° sur la base de la proposition du Conseil technique des spécialités pharmaceutiques formulée dans le cadre d'une révision de l'admission telle que prévue au § 1^{er}, transmise directement au Comité de l'assurance et à la Commission de contrôle budgétaire.

Le délai pour la fixation du prix et pour l'admission d'une spécialité pharmaceutique au remboursement, en ce compris l'avis de la commission de transparence prévu à l'article 6^{quater} de la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments, est au maximum de 180 jours.

Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, la répartition de ce délai entre les autorités concernées.

Il détermine également les modalités et les délais à respecter pour l'introduction d'une demande de prix et pour l'introduction d'une demande d'admission de spécialités pharmaceutiques visées dans le présent paragraphe, ainsi que les conditions dans lesquelles les délais précités peuvent être suspendus.

Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, l'entrée en vigueur des trois alinéas précédents.

Outre les informations à fournir par le demandeur, le Roi peut déterminer les informations que le ministre ayant la Santé publique dans ses attributions et le ministre qui a les Affaires économiques dans ses attributions sont tenus de fournir au Conseil technique des spécialités pharmaceutiques pour lui permettre de formuler sa proposition. Le Roi fixe aussi le délai dans lequel l'information doit être fournie.

Art. 102. La section XV du titre III, chapitre V, de la même loi est remplacée par les dispositions suivantes :

« Des contrats relatifs à certaines spécialités pharmaceutiques.

— § 3 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 3. De minister kan de lijst, gevoegd bij het koninklijk besluit tot vaststelling van de voorwaarden waaronder tegemoetkoming wordt verleend in de geneeskundige verstrekkingen bedoeld in artikel 34, eerste lid, 5°, b) en c), wijzigen :

1° op grond van het door de Technische Raad voor farmaceutische specialiteiten op eigen initiatief opgemaakt voorstel, geformuleerd in een schriftelijk verslag, dat rechtstreeks aan het Verzekeringscomité en de Commissie voor begrotingscontrole wordt meegedeeld.

De Commissie voor begrotingscontrole geeft zijn advies en het Verzekeringscomité beslist over het al dan niet doorsturen aan de minister van de voorstellen die hun werden bezorgd door de Technische Raad voor farmaceutische specialiteiten;

2° op grond van het voorstel dat de Technische Raad voor farmaceutische specialiteiten heeft gedaan op verzoek van de minister of van de in artikel 48 bedoelde Commissie voor de overeenkomst met de apothekers.

Dat voorstel, geformuleerd in een schriftelijk verslag, wordt meegedeeld aan het Verzekeringscomité en aan de Commissie voor begrotingscontrole;

3° op grond van het voorstel dat is uitgewerkt door de in artikel 48 bedoelde Commissie voor de overeenkomst met de apothekers, door het Verzekeringscomité of door de minister en waarvan de oorspronkelijke tekst behouden blijft of dat wordt gewijzigd nadat het voor adviesgeving aan de Technische Raad voor farmaceutische specialiteiten is voorgelegd; dat advies wordt verondersteld te zijn uitgebracht als het niet is gegeven binnen een termijn van 60 dagen na de aanvraag.

De onder 3° bedoelde procedure kan worden gevolgd :

a) als de Technische Raad voor farmaceutische specialiteiten binnen een termijn van 30 dagen na de aanvraag niet ingaat op het verzoek om een voorstel bedoeld in 2°;

b) als de Technische Raad voor farmaceutische specialiteiten een voorstel doet dat niet beantwoordt aan de doelstellingen die zijn vervat in het onder 2° bedoelde verzoek; in dat geval moet de verwerping van het voorstel van de Technische Raad voor farmaceutische specialiteiten worden gemotiveerd;

4° op grond van de in artikel 51, § 3, laatste lid, vastgestelde procedure;

5° op grond van het voorstel dat de Technische Raad voor farmaceutische specialiteiten heeft gedaan in het raam van een herziening van de aanneming zoals is bepaald in § 1, en dat rechtstreeks aan het Verzekeringscomité en aan de Commissie voor begrotingscontrole is meegedeeld.

De termijn voor de vaststelling van de prijs en voor de aanneming van een farmaceutische specialiteit tot de terugbetaling, hierin begrepen het advies van de doorzichtigheidscommissie bedoeld in artikel 6^{quater} van de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen, wordt op maximaal 180 dagen bepaald.

De Koning bepaalt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de spreiding van deze termijn over de betrokken autoriteiten.

Hij stelt eveneens de voorwaarden en de na te leven termijnen vast voor het indienen van een prijsaanvraag en voor het indienen van een aanvraag tot aanneming van de in deze paragraaf bedoelde farmaceutische specialiteiten, alsmede de voorwaarden waaronder voornoemde termijnen kunnen worden opgeschort.

De Koning bepaalt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de inwerkingtreding van de drie voorgaande leden.

De Koning kan buiten de informatie die de aanvrager moet indienen, bepalen welke informatie door de minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort en door de minister tot wiens bevoegdheid Economische Zaken behoort moet worden meegedeeld aan de Technische Raad voor farmaceutische specialiteiten. De Koning bepaalt eveneens de termijn waarbinnen de informatie moet worden verstrekt.

Art. 102. Afdeling XV van titel III, hoofdstuk V, van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Contracten inzake bepaalde farmaceutische specialiteiten.

Art. 72. — Le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions et le ministre qui a les Affaires économiques dans ses attributions peuvent, d'un commun accord, conclure, avec les entreprises qui introduisent sur le marché belge des spécialités pharmaceutiques qui présentent un caractère innovateur conformément à l'avis dont il est question à l'article 6^{quater}, alinéa 2, de la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments, des contrats comportant des engagements visant à maintenir dans des limites préalablement fixées la dépense annuelle pour l'assurance soins de santé pour les spécialités faisant l'objet de ces contrats.

Ceux-ci contiennent des dispositions concernant les prix, les tickets modérateurs et les interventions de l'assurance pour des périodes déterminées en fonction des volumes prescrits pour les spécialités pharmaceutiques dont il est question dans l'alinéa 1^{er}.

Ils contiennent un engagement formel de la part de l'entreprise concernée d'observer les volumes et les adaptations de prix prévus. Parallèlement, la quote-part personnelle et l'intervention de l'assurance seront adaptées. Ces contrats prévoient des clauses pénales au sens des articles 1226 à 1233 inclus du Code civil, qui peuvent, s'appliquer à l'entreprise qui ne respecte pas les dispositions du contrat.

Ces contrats peuvent être conclus suivant deux procédures :

1° soit sur la base de la proposition formulée de sa propre initiative par le Conseil technique des spécialités pharmaceutiques, qui est soumise pour avis au Comité de l'assurance et à la Commission de contrôle budgétaire;

2° soit sur la base d'une proposition élaborée par le ministre des Affaires sociales, après qu'elle a été soumise pour avis au Conseil technique des spécialités pharmaceutiques.

Ces propositions sont, conjointement avec l'avis, communiquées pour avis au Comité de l'assurance et à la Commission de contrôle budgétaire. Tous les avis sont censés avoir été donnés s'ils n'ont pas été formulés dans le délai de deux mois après la demande.

Le Roi détermine, par un arrêté délibéré en Conseil des ministres, les conditions et les règles précises pour l'application du présent article, notamment en ce qui concerne la durée du contrat, les modalités selon lesquelles les volumes prescrits sont fixés et les modalités selon lesquelles les prix initiaux peuvent être diminués.

Le Roi peut par arrêté délibéré en Conseil des ministres étendre le champ d'application de ces contrats à d'autres catégories de spécialités pharmaceutiques que celles prévues à l'alinéa 1^{er}. ».

Art. 103. La section XI du titre III, chapitre Ier, de la même loi est supprimée.

Art. 104. L'article 34 de la même loi, modifié par les lois des 21 décembre 1994, 20 décembre 1995 et 22 février 1998, est complété par l'alinéa suivant :

« Les prestations visées à l'alinéa 1^{er}, 5°, ne sont pas mises à charge de l'assurance obligatoire soins de santé lorsqu'elles sont dispensées aux bénéficiaires visés dans un arrêté pris en exécution de l'article 33, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, au cours d'un séjour en milieu hospitalier qui donne lieu au paiement d'un des montants visés à l'article 4, §§ 3 à 7, de la convention nationale entre les établissements hospitaliers et les organismes assureurs, ou au cours de tout séjour ne donnant pas lieu au paiement d'un prix de journée d'entretien. Cette disposition peut être abrogée par arrêté délibéré en Conseil des ministres. ».

Art. 105. L'article 104 produit ses effets le 1^{er} juillet 1996.

Les dépenses correspondant au montant des prestations visées dans l'article précité qui ont été dispensées, entre le 1^{er} juillet 1996 et la date d'entrée en vigueur de la présente loi, aux bénéficiaires visés dans un arrêté pris en exécution de l'article 33, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, ne sont en aucun cas mises à charge de l'assurance soins de santé obligatoire.

Art. 72. — De minister die de Sociale Zaken onder zijn bevoegdheid heeft en de minister die de Economische Zaken onder zijn bevoegdheid heeft, kunnen, in onderlinge overeenstemming, met de bedrijven die farmaceutische specialiteiten in de Belgische handel brengen, die een innoverend karakter vertonen overeenkomstig het advies bedoeld in artikel 6^{quater}, tweede lid, van de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen, contracten sluiten die verbintenissen omvatten ten einde de jaarlijkse uitgave voor de verzekering voor geneeskundige verzorging voor de in die contracten opgenomen specialiteiten binnen vooraf vastgestelde perken te houden.

De contracten bevatten bepalingen betreffende de prijzen, de remgelden en de verzekeringstegemoetkomingen die gelden voor bepaalde perioden in functie van de voorgeschreven volumes van de in het eerste lid bedoelde farmaceutische specialiteiten.

Zij bevatten een uitdrukkelijke verbintenis vanwege het betrokken bedrijf om de afgesproken volumes en afgesproken prijsaanpassingen na te leven. Evenredig hiermee worden ook het persoonlijk aandeel en de verzekeringstegemoetkoming aangepast. De contracten voorzien in strafbedingen in de zin van de artikelen 1226 tot en met 1233 van het Burgerlijk Wetboek die kunnen worden toegepast op het bedrijf dat de bepalingen van het contract niet naleeft.

De contracten kunnen volgens twee procedures worden gesloten :

1° ofwel op grond van het door de Technische Raad voor farmaceutische specialiteiten op eigen initiatief geformuleerde voorstel dat wordt voorgelegd voor advies aan het Verzekeringscomité en aan de Commissie voor begrotingscontrole;

2° ofwel op grond van een door de minister van Sociale Zaken uitgewerkt voorstel, nadat het voor advies is voorgelegd aan de Technische Raad voor farmaceutische specialiteiten.

Die voorstellen worden, samen met het advies, voor advies medegeleed aan het Verzekeringscomité en aan de Commissie voor begrotingscontrole. Alle adviezen worden geacht te zijn gegeven indien ze niet zijn geformuleerd binnen de termijn van twee maanden na het verzoek.

De Koning bepaalt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de voorwaarden en de nadere regels voor de toepassing van dit artikel, inzonderheid wat betreft de contractduur, de wijze waarop de voorgeschreven volumes worden vastgesteld en de wijze waarop de initiële prijzen kunnen worden vermindert.

De Koning kan bij een in Ministerraad overlegd besluit, het toepassingsgebied van deze contracten uitbreiden tot andere categorieën van farmaceutische specialiteiten, dan die welke worden beoogd in het eerste lid. ».

Art. 103. Afdeling XI van titel III, hoofdstuk I, van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 104. Artikel 34 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 21 december 1994, 20 december 1995 en 22 februari 1998, wordt aangevuld met het volgende lid :

« De in het eerste lid, 5°, bedoelde verstrekkingen worden niet ten laste gelegd van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging, indien ze verleend worden aan de rechthebbenden, bedoeld in een besluit ter uitvoering van artikel 33, eerste lid, 1° en 2°, tijdens een verblijf in het ziekenhuis dat aanleiding geeft tot de betaling van één van de bedragen die zijn bedoeld in artikel 4, §§ 3 tot 7, van de nationale overeenkomst tussen de verpleeginrichtingen en de verzekeringsinstellingen, of tijdens om het even welk verblijf dat geen aanleiding geeft tot de betaling van een verpleegdagprijs. Deze bepaling kan worden opgeheven door een in Ministerraad overlegd besluit. ».

Art. 105. Artikel 104 heeft uitwerking met ingang van 1 juli 1996.

De uitgaven die overeenstemmen met het bedrag van de verstrekkingen die tussen de datum van 1 juli 1996 en de datum van inwerkingtreding van de huidige wet verleend werden aan de rechthebbenden, bedoeld in een besluit ter uitvoering van artikel 33, eerste lid, 1° en 2°, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, worden in geen geval ten laste gelegd van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging.

Sous-section IV. — Secteur pharmaceutique

Art. 106. A l'article 165 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, modifiée par les lois des 20 décembre 1995 et 22 février 1998, sont apportées les modifications suivantes :

A) l'alinéa 6 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les offices de tarification sont tenus de fournir aux organismes assureurs, selon les modalités à déterminer par le Roi, des données concernant les fournitures pour lesquelles ils effectuent des opérations de tarification. »;

B) les alinéas suivants sont insérés entre les alinéas 6 et 7 :

« Ces données, qui sont définies par le Roi, ont trait à la nature, à la quantité des médicaments délivrés et à la date de cette délivrance, aux montants facturés ainsi qu'à l'identification du pharmacien, du prescripteur et du bénéficiaire.

Le Roi peut déterminer que les données précitées seront transmises aux organismes assureurs par les offices de tarification au moyen d'un fichier intégré. Les organismes assureurs transmettent les données en question à l'Institut après qu'elles aient été rendues anonymes quant à l'identité du bénéficiaire. Le Roi détermine les modalités de ces transmissions de données.

La communication de ces données vise à permettre d'une part, l'organisation de la surveillance des fournitures prescrites et facturées, et, d'autre part, l'évaluation de la pratique médicale en matière de médicaments.

Le Roi définit les mesures de sécurité que toutes les parties intéressées doivent prendre lors de la collecte, de la transmission et du traitement des données conformément aux objectifs susvisés. ».

Sous-section V. — Titulaires handicapés

Art. 107. L'article 32, alinéa 1^{er}, 13°, de la même loi, modifié par l'arrêté royal du 25 avril 1997, est remplacé par la disposition suivante :

« 13° les personnes inscrites au Registre national des personnes physiques qui, en raison de leur état de santé, sont reconnues incapables d'exercer un travail lucratif. ».

Sous-section VI. — Assurabilité

Art. 108. A l'article 32 de la même loi, modifié par la loi du 4 août 1996 et par les arrêtés royaux des 18 février 1997 et 25 avril 1997, sont apportées les modifications suivantes :

A) l'alinéa 1^{er}, 13°, est complété comme suit :

« sont cependant exclues les personnes qui sont ou peuvent être bénéficiaires du droit aux soins de santé en vertu d'un arrêté d'exécution de l'article 33; »;

B) l'alinéa 1^{er}, 14°, est complété comme suit :

« sont cependant exclues les personnes qui sont ou peuvent être bénéficiaires du droit aux soins de santé en vertu d'un arrêté d'exécution de l'article 33; ».

Art. 109. L'article 33, alinéa 1^{er}, 3°, de la même loi, abrogé par l'arrêté royal du 25 avril 1997, est rétabli dans la rédaction suivante :

« 3° aux personnes visées sous les 1° et 2° qui, en raison de leur état de santé, sont reconnues incapables d'effectuer un travail lucratif. ».

Art. 110. Les dispositions prévues aux articles 108 et 109 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1999. Le Roi détermine, par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, les formes et les modalités de la répartition des dépenses entre les régimes indépendant et général entre le 1^{er} janvier 1998 et le 1^{er} janvier 1999.

Sous-section VII. — Soins à domicile

Art. 111. L'article 34, 1°, b), de la même loi est remplacé par le texte suivant :

« b) les soins donnés par des praticiens de l'art infirmier et par des services de soins infirmiers à domicile; les services de soins infirmiers à domicile précités doivent répondre aux critères fixés par le Roi, en exécution de l'article 5, § 1^{er}, premier alinéa de la loi du 27 juin 1978 modifiant la législation sur les hôpitaux et relatives à certaines autres formes de dispensation, modifié par la loi du 25 janvier 1999 ».

Art. 112. L'article 34, alinéa 1^{er}, 14°, de la même loi, réinséré par la loi du 22 février 1998, est complété par les termes suivants : « ou de bénéficiaires nécessitant des soins palliatifs à domicile ».

Onderafdeling IV. — Farmaceutische sector

Art. 106. In artikel 165 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, gewijzigd bij de wetten van 20 december 1995 en 22 februari 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) het zesde lid wordt vervangen door het volgende lid :

« De tarifieringsdiensten zijn verplicht de verzekeringsinstellingen, volgens de door de Koning te bepalen regels, gegevens te verstrekken aangaande de leveringen waarvoor ze tarifieringsverrichtingen uitvoeren. »;

B) tussen het zesde en het zevende lid worden de volgende leden ingevoegd :

« Deze gegevens die door de Koning nader worden omschreven, hebben betrekking op de aard, de hoeveelheid van de uitgereikte geneesmiddelen en de datum van deze uitreiking, de gefactureerde bedragen alsmede op de identificatie van de apotheker, de voorschrijver en de rechthebbende.

De Koning kan bepalen dat de voormelde gegevens door de tarifieringsdiensten via een geïntegreerd gegevensbestand aan de verzekeringsinstellingen worden overgemaakt. De verzekeringsinstellingen maken de betrokken gegevens aan het Instituut over na ze wat de identiteit van de rechthebbende betreft anoniem te hebben gemaakt. De Koning stelt de nadere regels vast van deze gegevensoverdrachten.

De mededeling van deze gegevens heeft tot doel enerzijds het toezicht op de voorgeschreven en gefactureerde verstrekkingen te organiseren en anderzijds de evaluatie van de medische praktijk inzake geneesmiddelen mogelijk te maken.

De Koning omschrijft de veiligheidsmaatregelen die alle betrokken partijen moeten nemen bij de inzameling, de overdracht en de verwerking van de gegevens overeenkomstig de voormelde doeleinden. ».

Onderafdeling V. — Mindervalide gerechtigden

Art. 107. Artikel 32, eerste lid, 13°, van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 april 1997, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« 13° de personen die in het Rijksregister van de natuurlijke personen zijn ingeschreven en wegens hun gezondheidstoestand als ongeschikt zijn erkend om arbeid ter verkrijging van inkomen te verrichten. ».

Onderafdeling VI. — Verzekeraarbaarheid

Art. 108. In artikel 32 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996 en de koninklijke besluiten van 18 februari 1997 en 25 april 1997, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) het eerste lid, 13°, wordt aangevuld als volgt :

« zijn evenwel uitgesloten, de personen die krachtens een besluit ter uitvoering van artikel 33 recht hebben of kunnen hebben op geneeskundige verzorging; »;

B) het eerste lid, 14°, wordt aangevuld als volgt :

« zijn evenwel uitgesloten, de personen die krachtens een besluit ter uitvoering van artikel 33 recht hebben of kunnen hebben op geneeskundige verzorging; ».

Art. 109. Artikel 33, eerste lid, 3°, van dezelfde wet, opgeheven bij het koninklijk besluit van 25 april 1997, wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

« 3° tot de onder 1° en 2° bedoelde personen die wegens hun gezondheidstoestand als ongeschikt zijn erkend om arbeid ter verkrijging van inkomen te verrichten. ».

Art. 110. De bepalingen van de artikelen 108 en 109 treden in werking op 1 januari 1999. De Koning bepaalt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de vormen en de nadere regels van de uitsplitsing van de uitgaven tussen de regeling voor de zelfstandigen en de algemene regeling tussen 1 januari 1998 en 1 januari 1999.

Onderafdeling VII. — Thuiszorg

Art. 111. Artikel 34, 1°, b), van dezelfde wet wordt vervangen door volgende tekst :

« b) door verpleegkundigen en door diensten thuisverpleging verstrekte hulp; de voornoemde diensten thuisverpleging dienen te beantwoorden aan de door de Koning vast te stellen voorwaarden, in uitvoering van artikel 5, § 1, eerste lid, van de wet van 27 juni 1978 tot wijziging van de wetgeving op de ziekenhuizen en betreffende sommige andere vormen van verzorging, gewijzigd bij de wet van 25 januari 1999 ».

Art. 112. Artikel 34, eerste lid, 14°, van dezelfde wet, opnieuw ingevoegd bij de wet van 22 februari 1998, wordt aangevuld met de volgende woorden : « of van rechthebbenden die palliatieve verzorging ten huize behoeven ».

Art. 113. A l'article 37 de la même loi est inséré un § 13, libellé comme suit :

« § 13. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, fixer, sur la proposition ou après avis de la Commission de convention et après avis du Comité de l'Assurance et de la Commission de contrôle budgétaire, une intervention forfaitaire de l'assurance pour les missions spécifiques des services de soins infirmiers à domicile visés à l'article 34, 1°, b), ainsi que les conditions de cette intervention. ».

Sous-section VIII. — Centre médico-pédiatrique

Art. 114. L'article 22, 6°, de la même loi, est remplacé par la disposition suivante :

« 6° conclut avec les établissements de rééducation fonctionnelle et de réadaptation professionnelle et avec les centres médico-pédiatriques, sur la proposition du Collège des médecins-directeurs, les conventions visées à l'article 23, § 3. ».

Art. 115. Il est inséré à l'article 23, § 1^{er}, de la même loi, entre la première et la deuxième phrase, la phrase suivante :

« Il a également pour mission de décider, dans chaque cas, de la prise en charge par l'assurance soins de santé des prestations dispensées dans les centres médico-pédiatriques pour enfants atteints de maladie chronique visés à l'article 34, 9°, a). ».

Art. 116. A l'article 23, § 2, de la même loi, les mots « Lorsque ce programme de rééducation comporte » sont remplacés par les mots « Lorsque les programmes et prestations visés au paragraphe 1^{er} comportent ».

Art. 117. A l'article 23, § 3, de la même loi, modifié par l'arrêté royal du 25 avril 1997, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « les établissements de rééducation fonctionnelle et professionnelle » sont remplacés par les mots « les établissements de rééducation fonctionnelle et professionnelle et les centres médico-pédiatriques pour enfants atteints de maladie chronique »;

2° les mots « les projets de convention de rééducation fonctionnelle » sont remplacés par les mots « les projets de convention de rééducation fonctionnelle et les projets de conventions avec les centres médico-pédiatriques ».

Art. 118. L'article 34, 9°, a), de la même loi, est remplacé par la disposition suivante :

« a) dans les centres médico-pédiatriques pour enfants atteints de maladie chronique et en colonie pour enfants débiles; ».

Art. 119. Les articles 114 à 118 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1999.

Sous-section IX. — Honoraires

Art. 120. Un article 36ter, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 36ter. — § 1^{er}. En attendant que le Roi ait instauré, conformément aux dispositions de l'article 36bis, une réglementation en matière d'accréditation pour les médecins, les praticiens de l'art dentaire et les pharmaciens-spécialistes en biologie clinique, cette matière continue à être régie par les accords nationaux médico-mutualistes et dento-mutualistes visés à l'article 50, § 1^{er}, et par la convention avec les pharmaciens visée à l'article 48.

§ 2. L'accord national médico-mutualiste conclu le 17 février 1997 est censé prévoir un honoraire forfaitaire de 20 000 francs pour l'année 1998. ».

Art. 121. L'article 50bis de la même loi, inséré par la loi du 22 février 1998, est remplacé par l'article suivant :

« Art. 50bis. — § 1^{er}. S'il n'y a pas d'accord visé à l'article 50 en vigueur, les tarifs servant de base au calcul de l'intervention de l'assurance constituent les honoraires maximums pouvant être réclamés par le médecin, si les soins sont dispensés :

- a) dans le cadre d'un service de garde organisé;
- b) dans le cadre d'une admission dans un service de soins intensifs;
- c) à des patients admis en salle commune ou en chambre à deux lits, ayant demandé à être admis en salle commune ou en chambre à deux lits ou admis en chambre particulière pour des raisons médicales;
- d) à des enfants hospitalisés avec un parent accompagnateur.

Art. 113. In artikel 37 van dezelfde wet wordt een § 13 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 13. De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, op voorstel of na advies van de overeenkomstencommissie en na advies van het Verzekeringscomité en de Commissie voor begrotingscontrole, een forfaitaire tegemoetkoming van de verzekering vaststellen voor de bijzondere opdrachten van de in artikel 34, 1°, b), voorziene diensten thuisverpleging, alsmede de voorwaarden van die tegemoetkoming. ».

Onderafdeling VIII. — Medisch-pediatrisch centrum

Art. 114. Artikel 22, 6°, van dezelfde wet, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 6° sluit, op voorstel van het College van geneesheren-directeurs, met de revalidatie en herscholingsinrichtingen en met de medisch-pediatrische centra, de in artikel 23, § 3, bedoelde overeenkomsten. ».

Art. 115. In het artikel 23, § 1, van dezelfde wet, wordt, tussen de eerste en de tweede zin, de volgende zin ingevoegd :

« Het heeft eveneens de opdracht om, in ieder van de gevallen, te beslissen of de verstrekkingen verricht door de medisch-pediatrische centra aan kinderen die getroffen zijn door de chronische ziekte bedoeld in artikel 34, 9°, a), ten laste worden genomen door de verzekering. ».

Art. 116. In artikel 23, § 2, van dezelfde wet, worden de woorden « Als dat revalidatie en herscholingsprogramma verstrekkingen omvat » vervangen door de woorden « In het geval waarin in paragraaf 1 bedoelde verstrekkingen en programma's verstrekkingen omvatten ».

Art. 117. In artikel 23, § 3, van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 april 1997, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « de revalidatie en herscholingsinrichtingen » worden vervangen door de woorden « de revalidatie- en herscholingsinrichtingen en de medisch-pediatrische centra voor kinderen getroffen door een chronische ziekte »;

2° de woorden « De ontwerpen van de revalidatieovereenkomsten » worden vervangen door de woorden « De ontwerpen van de revalidatieovereenkomsten en de ontwerpen van de overeenkomsten afgesloten met de medisch-pediatrische centra ».

Art. 118. Het artikel 34, 9°, a), van dezelfde wet, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« a) in de medisch-pediatrische centra voor kinderen getroffen door een chronische ziekte en in een kolonie voor debiele kinderen; ».

Art. 119. De artikelen 114 tot 118 treden in werking met ingang van 1 januari 1999.

Onderafdeling IX. — Honoraria

Art. 120. Een artikel 36ter, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Art. 36ter. — § 1. In afwachting dat de Koning, overeenkomstig de bepalingen van artikel 36bis, een reglementering betreffende de accreditering voor de geneesheren, de tandheelkundigen en de apothekers gespecialiseerd in klinische biologie, heeft ingevoerd, wordt die materie verder geregeld door de in artikel 50, § 1, bedoelde nationale akkoorden geneesheren-ziekenfondsen en tandheelkundigen-ziekenfondsen en door de in artikel 48 bedoelde overeenkomst met de apothekers.

§ 2. Het op 17 februari 1997 gesloten nationaal akkoord geneesheren-ziekenfondsen wordt geacht voor 1998 te voorzien in een forfaitair honorarium van 20 000 frank. ».

Art. 121. Artikel 50bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 22 februari 1998, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 50bis. — § 1. Indien er geen akkoord als bedoeld in artikel 50 van kracht is, vormen de tarieven die als grondslag dienen voor de berekening van de verzekeringstegemoetkoming, de maximumhonoraria die door de geneesheer kunnen worden geëist, indien de verstrekkingen worden verleend :

- a) in het raam van de georganiseerde wachtdienst;
- b) in het raam van een opname in een dienst intensieve verzorging;
- c) aan patiënten die in een twee of meerpersoonskamer zijn opgenomen, die een twee of meerpersoonskamer hebben aangevraagd of die om medische redenen in een eenpersoonskamer zijn opgenomen;
- d) aan kinderen die samen met een begeleidende ouder in het ziekenhuis worden opgenomen.

§ 2. Si un accord visé à l'article 50 est en vigueur, les tarifs servant de base au calcul de l'intervention de l'assurance constituent les honoraires maximums pouvant être réclamés par le médecin ayant adhéré à l'accord ou non, si les soins sont dispensés :

- a) dans le cadre d'un service de garde organisé;
- b) dans le cadre d'une admission dans un service de soins intensifs;
- c) à des enfants hospitalisés avec un parent accompagnateur.

Le Roi, après avis de la Commission nationale médico-mutualiste, rend obligatoires jusqu'au 31 décembre 1999 les honoraires qui résultent de l'accord pour les prestations dispensées à des patients admis en salle commune ou en chambre à deux lits, ayant demandé à être admis en salle commune ou en chambre à deux lits ou admis en chambre particulière pour des raisons médicales, que le médecin adhère ou non à l'accord.

Le Roi peut, à partir du 1^{er} janvier 2000, après avis de la Commission nationale médico-mutualiste, émis en application de l'article 50, § 2, alinéa 4, rendre obligatoires les honoraires qui résultent de l'accord pour les prestations visées à l'alinéa précédent.

Si l'accord comme visé à l'article 50 ne contient pas de dispositions concernant les honoraires maximums pour les prestations visées à l'alinéa 2, il est fait application du § 1^{er}.

§ 3. Le Roi peut fixer, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les honoraires maximums et les suppléments d'honoraires maximums pouvant être réclamés par les médecins engagés ou non si les soins sont dispensés à des patients qui sont admis en chambre particulière à leur demande expresse et sans que leur traitement l'exige.

Il détermine de la même manière les informations que le médecin ou le gestionnaire de l'hôpital doit fournir aux patients ainsi que les modalités selon lesquelles lesdites informations peuvent être données. ».

Art. 122. L'article 120 produit ses effets le 8 février 1998.

L'article 121 produit ses effets le 1^{er} décembre 1998.

Sous-section X. — Clôture des comptes

Art. 123. L'article 40 de la même loi, modifié par la loi du 20 décembre 1995 et les arrêtés royaux des 10 décembre 1996 et 25 avril 1997, est complété par le paragraphe suivant :

« § 5. Lors de la clôture des comptes, la répartition de l'objectif budgétaire annuel global entre le régime général et le régime des travailleurs indépendants, pour déterminer l'objectif budgétaire annuel global de chaque régime, est fixée proportionnellement aux dépenses pour prestations retenues, dans chacun des deux régimes de l'assurance soins de santé, dans ladite clôture des comptes. Les dispositions sont d'application pour la première fois sur la clôture des comptes de l'exercice 1998. ».

Sous-section XI. — Des conventions

Art. 124. L'article 51, § 1^{er}, de la même loi, modifié par les lois des 20 décembre 1995 et 10 décembre 1997, est complété par l'alinéa suivant :

« Sans préjudice des dispositions précédentes et de celles de l'article 49, si, à la date d'expiration d'une convention, aucune nouvelle convention n'a été conclue, les prix et honoraires fixés dans la convention précédente venue à expiration, continuent à servir de base de calcul de l'intervention de l'assurance jusqu'à ce qu'une nouvelle convention ou tout autre texte qui en tient légalement lieu, entre en vigueur. ».

Sous-section XII. — Simplification de la tarification

Art. 125. L'article 53, alinéa 1^{er}, de la même loi, est complété comme suit :

« ou de la manière déterminée dans un Règlement pris par le Comité de l'assurance sur la proposition du Conseil technique compétent en fonction de la nature des prestations. ».

§ 2. Indien er een akkoord als bedoeld in artikel 50 van kracht is, vormen de tarieven die als grondslag dienen voor de berekening van de verzekeringstegemoetkoming, de maximumhonoraria die door de al dan niet verbonden geneesheer kunnen worden geëist, indien de verstrekkingen worden verleend :

- a) in het raam van de georganiseerde wachtdienst;
- b) in het raam van een opname in een dienst intensieve verzorging;
- c) aan kinderen die samen met een begeleidende ouder in het ziekenhuis worden opgenomen.

De Koning verklaart, na advies van de Nationale Commissie geneesheren-ziekenfondsen, de honoraria voortvloeiend uit het akkoord algemeen verbindend tot 31 december 1999 voor de verstrekkingen die worden verleend aan patiënten die in een twee of meerpersoonskamer zijn opgenomen, die een twee of meerpersoonskamer hebben aangevraagd of die om medische redenen in een eenpersoonskamer zijn opgenomen, ongeacht of de geneesheer verbonden is door het akkoord of niet.

De Koning kan vanaf 1 januari 2000, na advies van de Nationale Commissie geneesheren-ziekenfondsen, uitgebracht met toepassing van artikel 50, § 2, vierde lid, de honoraria voortvloeiend uit het akkoord voor de in het vorige lid bedoelde verstrekkingen algemeen verbindend verklaren.

Indien het akkoord als bedoeld in artikel 50 geen bepalingen bevat met betrekking tot de maximumhonoraria voor de in het tweede lid bedoelde verstrekkingen, dan is § 1 van toepassing.

§ 3. De Koning kan bij een in Ministerraad overlegd besluit, de maximum honoraria en de maximum honorarium-supplementen bepalen die door de al dan niet verbonden geneesheren kunnen geëist worden indien de verstrekkingen worden verleend aan patiënten die op hun uitdrukkelijk verzoek en zonder dat dit noodzakelijk is voor hun behandeling worden opgenomen in een eenpersoonskamer.

Hij stelt op dezelfde wijze vast welke informatie door de geneesheer of door de ziekenhuisbeheerder aan de patiënten moet worden gegeven en volgens welke nadere regels deze informatie kan worden verstrekt. ».

Art. 122. Artikel 120 heeft uitwerking met ingang van 8 februari 1998.

Artikel 121 heeft uitwerking met ingang van 1 december 1998.

Onderafdeling X. — Afsluiting van de rekeningen

Art. 123. Artikel 40 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 20 december 1995 en de koninklijke besluiten van 10 december 1996 en 25 april 1997, wordt aangevuld met de volgende paragraaf :

« § 5. Bij de afsluiting van de rekeningen wordt, om de jaarlijkse globale begrotingsdoelstelling van elke regeling vast te stellen, de uitsplitsing van de jaarlijkse globale begrotingsdoelstelling tussen de algemene regeling en de regeling voor de zelfstandigen vastgesteld evenredig met de uitgaven voor verstrekkingen die in elk van de twee regelingen van de verzekering voor geneeskundige verzorging in die afsluiting van de rekeningen in aanmerking zijn genomen. Deze bepalingen zijn voor de eerste maal van toepassing op de afsluiting van de rekeningen van het boekjaar 1998. ».

Onderafdeling XI. — Overeenkomsten

Art. 124. Artikel 51, § 1, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 20 december 1995 en 10 december 1997, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Onverminderd de voorgaande bepalingen en die van artikel 49, indien, op de datum van het verstrijken van een overeenkomst geen nieuwe overeenkomst is gesloten, blijven de in de verstreken vorige overeenkomst vastgestelde prijzen en honoraria als basis dienen voor de berekening van de verzekeringstegemoetkoming totdat een nieuwe overeenkomst of een andere als zodanig wettelijk geldende tekst in werking treedt. ».

Onderafdeling XII. — Vereenvoudiging tarifiering

Art. 125. Artikel 53, eerste lid, van dezelfde wet, wordt aangevuld als volgt :

« of op de manier die is vastgesteld in een verordening die door het Verzekeringscomité is genomen op voorstel van de volgens de aard van de verstrekkingen bevoegde Technische Raad. ».

Sous-section XIII. — De la biologie clinique

Art. 126. A l'article 57, § 2, de la même loi, modifié par les lois des 20 décembre 1995 et 25 avril 1997, sont apportées les modifications suivantes :

a) à l'alinéa 1^{er}, la première phrase est remplacée par la phrase suivante :

« La Commission nationale médico-mutualiste précise dans un accord confirmé par arrêté royal, après avis du Comité de l'assurance et après approbation par le Conseil général, les règles de calcul des forfaits dont question au § 1^{er}. »;

b) l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

« En l'absence d'approbation de l'accord par le Conseil général, la procédure prévue au § 3 peut s'appliquer. ».

Art. 127. L'article 60, § 3, de la même loi, est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. La Commission nationale médico-mutualiste précise dans un accord confirmé par arrêté royal, après avis du Comité de l'assurance et après approbation par le Conseil général, le mode de fixation du forfait dont il est question au § 2, ses règles de calcul, ses modalités de paiement ainsi que toute autre disposition permettant la mise en oeuvre de ce forfait. En l'absence d'approbation de l'accord par le Conseil général, la procédure prévue au § 4 peut s'appliquer. ».

Art. 128. Dans l'article 61, § 7 et § 16, de la même loi, l'alinéa 3 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le solde débiteur est payable dans les trente jours suivant notification au laboratoire concerné. Néanmoins, le Roi peut fixer d'autres délais et arrêter des modalités de paiement des sommes dues. A l'expiration de ces délais et/ou en cas de non-respect des modalités, le laboratoire est mis en demeure de plein droit de payer la totalité des sommes encore dues. ».

Art. 129. A l'article 61, § 7, alinéa 4 et § 16, alinéa 4 de la même loi, la première phrase est remplacée comme suit :

« En cas de non-paiement dans les délais et/ou suivant les modalités visées à l'alinéa 3, la totalité des sommes encore dues rapportent un intérêt de retard de 12 p.c. l'an, à compter du jour qui suit le jour de l'échéance non respectée jusqu'au jour du paiement. ».

Art. 130. A l'article 64 de la même loi, modifié par la loi du 22 février 1998, sont apportées les modifications suivantes :

A) l'alinéa 1^{er}, 1^o, est complété comme suit :

« Seules les prestations effectuées au moyen d'appareils munis d'un numéro d'identification et d'un compteur peuvent faire l'objet d'un remboursement. Dans les conditions à fixer par le Roi, l'attestation de soins donnés ou le document qui en tient lieu mentionne le numéro d'identification que l'Institut a attribué au service dans lequel les prestations sont effectuées, ainsi que le numéro d'identification de l'appareil au moyen duquel la prestation est effectuée et le numéro d'ordre de la prestation, tel qu'il a été constaté par le compteur; »;

B) l'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Il est interdit de facturer au patient des prestations ne satisfaisant pas aux conditions prévues à l'alinéa 1^{er}. ».

Art. 131. Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de l'article 130.

Sous-section XIV. — Dispositions financières

Art. 132. L'article 191 de la même loi, modifié dernièrement par la loi du 22 février 1998, est complété par un point 24°, libellé comme suit :

« 24° les redevances perçues par les organismes assureurs, en exécution de l'article 4, alinéa 4 de l'arrêté royal du 18 décembre 1996 portant des mesures en vue d'instaurer une carte d'identité sociale à l'usage de tous les assurés sociaux, en application des articles 38, 40, 41 et 49 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions à l'occasion du remplacement ou du renouvellement de la carte d'identité sociale. ».

Onderafdeling XIII. — Klinische biologie

Art. 126. In artikel 57, § 2, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 20 december 1995 en 25 april 1997, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid wordt de eerste zin door de volgende zin vervangen :

« De Nationale Commissie geneesheren-ziekenfondsen stelt in een akkoord, bekrachtigd bij koninklijk besluit na advies van het Verzekeringscomité en na goedkeuring door de Algemene Raad, de regels vast voor de berekening van de in § 1 bedoelde forfaits. »;

b) het tweede lid wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Als het akkoord niet door de Algemene Raad is goedgekeurd, mag de in § 3 vastgestelde procedure worden toegepast. ».

Art. 127. Artikel 60, § 3, van dezelfde wet, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 3. De Nationale Commissie geneesheren-ziekenfondsen stelt in een bij koninklijk besluit bekrachtigd akkoord, na advies van het Verzekeringscomité en na goedkeuring door de Algemene Raad, de wijze vast waarop het in § 2 bedoeld forfait wordt vastgesteld alsmede de regels voor de berekening ervan, de modaliteiten inzake de betaling ervan en alle andere bepalingen op grond waarvan het forfait kan worden toegepast. Indien het akkoord niet door de Algemene Raad is goedgekeurd, mag de in § 4 vastgestelde procedure worden toegepast. ».

Art. 128. In artikel 61, § 7 en § 16 van dezelfde wet, wordt het derde lid vervangen door het volgende lid :

« Het debetsaldo is betaalbaar binnen dertig dagen na de kennisgeving aan het betrokken laboratorium. Evenwel kan de Koning andere termijnen bepalen en de nadere regels vaststellen voor de betaling van de verschuldigde sommen. Bij het verstrijken van deze termijnen en/of het niet naleven van de regels is het laboratorium van rechtswege in gebreke gesteld voor de betaling van de totaliteit van de nog verschuldigde sommen. ».

Art. 129. In artikel 61, § 7, vierde lid en § 16, vierde lid, van dezelfde wet, wordt de eerste zin als volgt vervangen :

« Bij wanbetaling binnen de termijnen en/of volgens de regels bedoeld in het derde lid, brengt het totale bedrag van de nog verschuldigde sommen een verwijlrentrest op van 12 pct. per jaar, te rekenen vanaf de dag die volgt op de niet nageleefde vervaldag tot de dag waarop de betaling plaatsvindt. ».

Art. 130. In artikel 64 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 22 februari 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) het eerste lid, 1^o, wordt aangevuld als volgt :

« Enkel prestaties verricht op toestellen, voorzien van een toestel-identificatienummer en een telapparaat, komen voor terugbetaling in aanmerking. Onder de door de Koning te bepalen voorwaarden vermeldt het getuigschrift voor verstrekte hulp of het document dat hiervoor in de plaats komt het identificatienummer, toegekend door het Rijksinstituut, van de dienst waarin de verstrekkingen worden uitgevoerd, alsmede het identificatienummer van het toestel waarmee de verstrekking verricht wordt en het rangnummer van de prestatie, zoals vastgesteld door het telapparaat; »;

B) het tweede lid wordt vervangen door het volgende lid :

« Het is verboden om prestaties die niet aan de in het eerste lid vermelde voorwaarden voldoen, aan de patiënt aan te rekenen. ».

Art. 131. De Koning bepaalt de datum waarop artikel 130 in werking treedt.

Onderafdeling XIV. — Financiële bepalingen

Art. 132. Artikel 191 van dezelfde wet, laatst gewijzigd bij de wet van 22 februari 1998, wordt aangevuld met een punt 24°, luidend als volgt :

« 24° de vergoedingen door de verzekeringsinstellingen geïnd in uitvoering van artikel 4, vierde lid van het koninklijk besluit van 18 december 1996 houdende maatregelen met het oog op de invoering van een sociale identiteitskaart ten behoeve van alle sociaal verzekerden, met toepassing van de artikelen 38, 40, 41 en 49 van de wet van 26 juli 1996 houdende de modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de wettelijke pensioenstelsels naar aanleiding van de vervanging of de vernieuwing van de sociale identiteitskaart. ».

Art. 133. L'article 192, alinéa 4, 1°, j), de la même loi, modifié par l'arrêté royal du 25 avril 1997, est remplacé par la disposition suivante :

« j) les ressources visées à l'article 191, alinéa 1^{er}, 12° à 20°, 23° et 24°; ».

Art. 134. L'article 195, § 2, de la même loi, est complété par un alinéa 4, libellé comme suit :

« Les frais d'administration sont majorés du montant des redevances visées à l'article 191, 24°; ils sont intégralement à charge du secteur des soins de santé, régime des travailleurs salariés. ».

Art. 135. L'article 191 de la même loi, modifié dernièrement par la loi du 22 février 1998, est complété par un alinéa 2, libellé comme suit :

« Lorsque les suppléments de cotisations ou de primes, les recettes et retenues mentionnés à l'alinéa 1^{er}, 8°, 9° et 13°, découlent d'assurances souscrites auprès d'un assureur étranger, le Roi fixe les modalités de perception de ces ressources et définit, dans ce cadre, la mission des représentants visés aux articles 178 du Code des taxes assimilées au timbre et 224-2bis du Règlement général sur les taxes assimilées au timbre. ».

Art. 136. A l'article 195, § 2, alinéa 3, de la même loi, les mots « pour la période du 1^{er} janvier 1985 au 31 décembre 1993 » sont remplacés par les mots « jusqu'au 31 décembre 1993 ».

Sous-section XV. — De la clé de répartition normative

Art. 137. L'article 196, § 2, de la même loi, remplacé par l'arrêté royal du 12 août 1994, confirmé par la loi du 21 décembre 1994 est complété par l'alinéa suivant :

« Par dérogation aux délais prévus à l'alinéa 1^{er}, le Roi peut, dans les conditions déterminées par Lui, prévoir, sur la proposition du Conseil général, l'adaptation de la clé de répartition normative d'une année considérée pour autant que cette adaptation soit limitée à l'effet découlant de la correction de données utilisées ou de l'utilisation de données nouvelles, sans pour autant modifier les paramètres retenus. Cette adaptation de la clé normative doit être réalisée avant l'approbation de la clôture des comptes de la dernière année de chaque phase. ».

Art. 138. A l'article 199, § 3, de la même loi, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Le cas échéant, l'article 199, § 2, alinéa 5, s'applique à la cotisation que les organismes assureurs imposent aux titulaires affiliés auprès d'eux afin de compléter la réserve susvisée. ».

Section II. — De l'Assurance indemnités

Art. 139. L'article 93, alinéa 8, de la même loi, inséré par la loi du 22 février 1998, est remplacé par la disposition suivante :

« Le Roi peut, pour les catégories de travailleurs en incapacité de travail à partir du quatrième mois et d'invalides qu'il définit et aux conditions qu'il détermine, octroyer une allocation forfaitaire pour aide de tiers. ».

Art. 140. L'article 101, alinéa 1^{er}, de la même loi, est remplacé par la disposition suivante :

« Le travailleur reconnu incapable de travailler qui a effectué un travail sans l'autorisation préalable visée à l'article 100, § 2, mais dont la capacité de travail est restée réduite d'au moins 50 % du point de vue médical, est tenu de rembourser les indemnités qu'il a perçues pour les jours ou la période durant lesquels ou laquelle il a accompli ce travail non autorisé. ».

Art. 141. A l'article 102, alinéa 1^{er}, de la même loi, les mots « et que l'activité exercée ait été compatible avec son état de santé » sont supprimés.

Section III. — De l'Assurance maternité

Art. 142. A l'article 114 de la même loi, les alinéas 1^{er} et 2 sont remplacés par les alinéas suivants :

« Le repos prénatal débute, à la demande de la titulaire, au plus tôt à partir de la septième semaine qui précède la date présumée de l'accouchement ou de la neuvième semaine, lorsqu'une naissance multiple est prévue. A cet effet, la titulaire remet à son organisme assureur un certificat médical attestant que l'accouchement doit normalement se produire à la fin de la période de repos sollicitée. Si

Art. 133. Artikel 192, vierde lid, 1°, j), van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 april 1997, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« j) de in artikel 191, eerste lid, 12° tot 20°, 23° en 24°, bedoelde inkomsten; ».

Art. 134. Artikel 195, § 2, van dezelfde wet, wordt aangevuld met een vierde lid, luidend als volgt :

« De administratiekosten worden verhoogd met het bedrag van de vergoedingen bedoeld in artikel 191, 24°; ze vallen volledig ten laste van de tak geneeskundige verzorging, regeling der loontrekkenden. ».

Art. 135. Artikel 191 van dezelfde wet, laatst gewijzigd bij de wet van 22 februari 1998, wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

« Als de aanvullende bijdragen of premies, de ontvangsten en inhoudingen, vermeld in het eerste lid, 8°, 9° en 13°, voortvloeien uit verzekeringen die werden aangegaan bij een buitenlandse verzekeraar, bepaalt de Koning de modaliteiten voor de inning van deze inkomsten en eveneens, in dit kader, de opdracht van de vertegenwoordigers, beoogd in de artikelen 178 van het Wetboek van de met het zegel gelijkgestelde taksen en 224-2bis van de Algemene verordening op de met het zegel gelijkgestelde taksen. ».

Art. 136. In het artikel 195, § 2, derde lid, van dezelfde wet, worden de woorden « voor de periode van 1 januari 1985 tot 31 december 1993 » vervangen door de woorden « tot 31 december 1993 ».

Onderafdeling XV. — Normatieve verdeelsleutel

Art. 137. Artikel 196, § 2, van dezelfde wet, vervangen bij het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 en bekrachtigd door de wet van 21 december 1994, wordt aangevuld met het volgende lid :

« In afwijking van de termijnen bepaald in het eerste lid, kan de Koning, onder de voorwaarden die Hij bepaalt, op voorstel van de Algemene Raad, voorzien in de aanpassing van de normatieve verdeelsleutel van het betreffende jaar voor zover die aanpassing beperkt is tot de gevolgen die voortvloeien uit de correctie van de gebruikte gegevens of het gebruik van nieuwe gegevens, zonder nochtans de weerhouden parameters te wijzigen. Die aanpassing van de normatieve sleutel moet worden doorgevoerd vooraleer de afsluiting van de rekeningen van het laatste jaar van elke fase is goedgekeurd. ».

Art. 138. In het artikel 199, § 3, van dezelfde wet, wordt na het tweede lid het volgende lid ingevoegd :

« Artikel 199, § 2, vijfde lid, is, in voorkomend geval, van toepassing op de door de verzekeringsinstellingen aan de bij hen aangesloten gerechtigden opgelegde bijdrage ter aanvulling van voormelde reserve. ».

Afdeling II. — Uitkeringsverzekering

Art. 139. Artikel 93, achtste lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 22 februari 1998, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De Koning kan voor de categorieën van arbeidsongeschikten met ingang van de vierde maand en invaliden die Hij bepaalt en onder de voorwaarden die Hij vaststelt, een forfaitaire tegemoetkoming voor hulp aan derden toekennen. ».

Art. 140. Artikel 101, eerste lid, van dezelfde wet, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De als arbeidsongeschikt erkende werknemer die arbeid heeft verricht zonder de in artikel 100, § 2, bedoelde voorafgaande toelating, maar die, van een geneeskundig oogpunt uit, een vermindering van zijn vermogen van ten minste 50 % behouden heeft, moet de uitkeringen die hij ontving voor de dagen of de periode tijdens welke hij die niet toegelaten arbeid heeft verricht, terugbetalen. ».

Art. 141. In het artikel 102, eerste lid, van dezelfde wet worden de woorden « en op voorwaarde dat de uitgeoefende activiteit verenigbaar is met zijn gezondheidstoestand » geschrapt.

Afdeling III. — Moederschapsverzekering

Art. 142. In het artikel 114 van dezelfde wet worden de eerste twee leden vervangen door de volgende leden :

« De voorbevallingsrust neemt een aanvang, op vraag van de gerechtigde, ten vroegste vanaf de zevende week vóór de vermoedelijke bevallingsdatum, of de negende week wanneer de geboorte van een meerling voorzien wordt. De gerechtigde geeft daartoe aan haar verzekeringsinstelling een geneeskundig getuigschrift af, waarbij wordt verklaard dat zij normaal zal bevallen op het einde van de gevraagde

l'accouchement se produit après la date prévue par le médecin, le repos prénatal est prolongé jusqu'à la date réelle de l'accouchement.

Le repos postnatal s'étend à une période de huit semaines qui prend cours le jour de l'accouchement. Cette période peut être prolongée à concurrence de la période pendant laquelle la titulaire a continué le travail ou le chômage contrôlé de la septième à la deuxième semaine y incluse précédant l'accouchement et de la neuvième à la deuxième semaine y incluse lorsqu'une naissance multiple est prévue. Le Roi peut déterminer les périodes qui peuvent être assimilées pour la prolongation du repos postnatal à une période au cours de laquelle la titulaire a continué à travailler ou à chômer pendant la période susvisée. ».

Art. 143. A l'article 39 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail, modifié par les lois des 22 décembre 1989 et 29 décembre 1990, les alinéas 1^{er} et 3 sont respectivement remplacés par les alinéas suivants :

« A la demande de la travailleuse, l'employeur est tenu de lui donner congé au plus tôt à partir de la septième semaine qui précède la date présumée de l'accouchement ou de la neuvième semaine avant cette date, lorsqu'une naissance multiple est prévue. La travailleuse lui remet au plus tard huit semaines avant la date présumée de l'accouchement ou dix semaines avant cette date lorsqu'une naissance multiple est prévue un certificat médical attestant cette date. Si l'accouchement n'a lieu qu'après la date prévue par le médecin, le congé est prolongé jusqu'à la date réelle de l'accouchement.

L'interruption de travail est prolongée, à sa demande, au-delà de la huitième semaine, pour une période d'une durée égale à la durée de la période pendant laquelle elle a continué à travailler à partir de la septième semaine précédant la date exacte de l'accouchement ou de la neuvième semaine lorsqu'une naissance multiple est prévue. Cette période est, en cas de naissance prématurée, réduite du nombre de jours pendant lesquels elle a travaillé au cours de la période de sept jours qui précède la date de l'accouchement. Le Roi peut assimiler à des périodes de travail, certaines périodes de suspension de l'exécution du contrat de travail et certaines absences lorsqu'il s'agit de personnes qui, autrement qu'en vertu d'un contrat de travail, fournissent des prestations de travail sous l'autorité d'une autre personne. ».

Section IV. — Du contrôle médical

Art. 144. L'article 146 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, est complété par les alinéas suivants :

« Le service du Contrôle médical peut également dénoncer aux instances disciplinaires intéressées les faits recueillis lors de ses enquêtes dans la mesure où ces renseignements peuvent intéresser ces derniers dans l'exercice de la surveillance dont ils sont chargés.

Lesdites instances informent également le service du Contrôle médical des décisions définitives qu'elles ont rendues à propos de faits ayant porté préjudice à l'assurance soins de santé et indemnités.

Les conseils provinciaux et les conseils d'appel de l'Ordre des médecins communiquent en particulier au service précité les sanctions prononcées pour abus de la liberté diagnostique et thérapeutique.

Ces communications mentionnent la motivation et le dispositif de ces sanctions. ».

Section V. — Suppression du Fonds national de retraite des ouvriers mineurs

Art. 145. A l'article 78bis, § 2, alinéa 3, de la même loi, inséré par la loi du 29 avril 1996 et remplacé par la loi du 22 février 1998, les mots « effectifs et suppléants » sont supprimés.

Art. 146. L'article 145 entre en vigueur le 1^{er} janvier 1999.

bevallingsrust. Indien de bevalling plaatsvindt na de datum die door de geneesheer is voorzien, wordt de voorbevallingsrust verlengd tot aan de werkelijke datum van de bevalling.

De nabevallingsrust strekt zich uit over een tijdvak van acht weken te rekenen vanaf de dag van de bevalling. Dat tijdvak kan worden verlengd met de periode tijdens welke de gerechtigde is blijven doorwerken of zich verder in de gecontroleerde werkloosheid heeft bevonden vanaf de zevende tot en met de tweede week vóór de bevalling en vanaf de negende tot en met de tweede week wanneer de geboorte van een meerling voorzien wordt. De Koning kan bepalen welke tijdvakken, voor het verlengen van de nabevallingsrust, mogen worden gelijkgesteld met een periode tijdens welke de gerechtigde is blijven doorwerken of verder werkloos is gebleven binnen voormeld tijdvak. ».

Art. 143. In het artikel 39 van de arbeidswet van 16 maart 1971, gewijzigd bij de wetten van 22 december 1989 en 29 december 1990, worden het eerste en het derde lid respectievelijk vervangen door de volgende leden :

« Op verzoek van de werkneemster moet de werkgever haar verlof geven ten vroegste vanaf de zevende week vóór de vermoedelijke datum van de bevalling of vanaf de negende week vóór deze datum wanneer de geboorte van een meerling wordt verwacht. De werkneemster bezorgt hem ten laatste acht weken vóór de vermoedelijke datum van de bevalling of tien weken vóór deze datum wanneer de geboorte van een meerling wordt verwacht, een geneeskundig voorschrift waaruit deze datum blijkt. Zo de bevalling eerst plaats heeft na de door de geneesheer voorziene datum, wordt het verlof tot de werkelijke datum van de bevalling verlengd.

Op haar verzoek wordt de arbeidsonderbreking na de achtste week verlengd met een periode waarvan de duur gelijk is aan de duur van de periode waarin zij verder gearbeid heeft vanaf de zevende week vóór de werkelijke datum van de bevalling of vanaf de negende week wanneer de geboorte van een meerling wordt verwacht. Deze periode wordt, bij vroeggeboorte, verminderd met de dagen waarop arbeid verricht werd tijdens de periode van zeven dagen die de bevalling voorafgaat. De Koning kan sommige periodes van schorsing van de uitvoering van de arbeidsovereenkomst en sommige afwezigheden wanneer het gaat om personen die, anders dan krachtens een arbeidsovereenkomst, arbeid verrichten onder het gezag van een andere persoon, met periodes van arbeid gelijkstellen. ».

Afdeling IV. — Geneeskundige controle

Art. 144. Artikel 146 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, wordt aangevuld met de volgende leden :

« De dienst voor Geneeskundige Controle kan bij de betrokken tuchtrechtelijke instanties eveneens de feiten, verzameld tijdens zijn onderzoeken, aanklagen, in zoverre die inlichtingen deze laatsten kunnen aanbelangen bij de uitoefening van het toezicht waarmee ze belast zijn.

De genoemde instanties brengen de dienst voor Geneeskundige Controle eveneens op de hoogte van de definitieve beslissingen die zij hebben uitgesproken betreffende feiten die de verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen schade hebben toegebracht.

De provinciale raden en de raden van beroep van de Orde der geneesheren delen in het bijzonder aan de voormelde dienst de straffen mee, die werden uitgesproken wegens misbruiken van de diagnostische en therapeutische vrijheid.

Deze mededelingen vermelden de motivering en het beschikkend gedeelte van die beslissingen tot sanctie. ».

Afdeling V. — Afschaffing van het Nationaal Pensioenfonds voor mijnwerkers

Art. 145. In het artikel 78bis, § 2, derde lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 29 april 1996 en vervangen bij de wet van 22 februari 1998, worden de woorden « werkende en plaatsvervangende » geschrapt.

Art. 146. Artikel 145 treedt in werking op 1 januari 1999.

Section VI. — De la cotisation sur le chiffre d'affaires des produits pharmaceutiques

Art. 147. A l'article 191, alinéa 1^{er}, 15°, de la même loi, modifié par la loi du 20 décembre 1995 et remplacé par la loi du 22 février 1998, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 3 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Pour les années 1995, 1996, 1998 et 1999, le montant de cette cotisation est fixé respectivement à 2 %, 3 %, 4 % et 4 % du chiffre d'affaires qui a été réalisé respectivement durant les années 1994, 1995, 1997 et 1998 »;

2° la seconde phrase de l'alinéa 5 est remplacée par la phrase suivante :

« Pour les années 1995, 1996, 1998 et 1999, elles doivent être introduites respectivement avant le 1^{er} février 1996, le 1^{er} novembre 1996, le 1^{er} mars 1999 et le 1^{er} avril 1999. »;

3° l'alinéa 6 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Pour les années 1995, 1996, 1998 et 1999, la cotisation doit être versée respectivement avant le 1^{er} mars 1996, le 1^{er} décembre 1996, le 1^{er} avril 1999 et le 1^{er} mai 1999 au compte n° 001-1950023-11 de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, en indiquant, suivant l'année concernée, la mention : « cotisation chiffre d'affaires 1994 », « cotisation chiffre d'affaires 1995 », « cotisation chiffre d'affaires 1997 » ou « cotisation chiffre d'affaires 1998 ». »;

4° le dernier alinéa est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les recettes qui résultent de la cotisation susvisée, sont imputées dans les comptes de l'assurance obligatoire soins de santé respectivement pour l'année comptable 1995 pour la cotisation chiffre d'affaires 1994, 1996 pour la cotisation chiffre d'affaires 1995 et 1998 pour la cotisation chiffre d'affaires 1997. ».

Section VII. — Des mutualités et unions nationales de mutualités

Art. 148. Un article 37bis, libellé comme suit, est inséré dans la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités :

« Art. 37bis. — Dans le cas des mutations individuelles de membres, visées aux articles 255 et suivants de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, il est interdit aux mutualités et aux unions nationales de mutualités d'accorder une prime dans le but d'inciter les membres à demander une mutation.

Le Roi détermine, après avis de l'Office de contrôle des mutualités et des unions nationales de mutualités, les avantages assimilés à des primes au sens de l'alinéa 1^{er}, et fixe en outre les dispositions transitoires et les conditions qui doivent être respectées. ».

CHAPITRE VII. — Sécurité sociale d'outre-mer

Art. 149. L'article 30, 2°, de la loi du 17 juillet 1963 relative à la sécurité sociale d'outre-mer, modifié par la loi du 16 février 1970, est abrogé.

Art. 150. L'article 149 ne s'applique qu'aux prestations octroyées en vertu des dispositions du chapitre IV de la loi du 17 juillet 1963 précitée aux assurés dont la maladie s'est manifestée après le 1^{er} janvier 1999.

CHAPITRE VIII. — Sécurité sociale des administrations provinciales et locales

Art. 151. L'article 140, alinéa 1^{er}, de la Nouvelle Loi communale, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le traitement, majoré des cotisations patronales pour les pensions destinées au régime commun de pension des administrations affiliées à l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales, ainsi que les cotisations et tous les frais du receveur régional, y compris les frais d'embauche, sont supportés par toutes les administrations d'une même province qui sont desservis par un receveur régional. ».

Art. 152. A l'article 140 de la même loi, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 4 et 5 :

« Les cotisations patronales et personnelles dues, destinées au financement des pensions, sont versées par l'Etat à l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales par l'intermédiaire du service responsable du paiement des traitements, et ce au cours du mois du paiement. ».

Afdeling VI. — Heffing op de omzet van farmaceutische producten

Art. 147. In het artikel 191, eerste lid, 15°, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 20 december 1995 en vervangen bij de wet van 22 februari 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het derde lid wordt vervangen door het volgende lid :

« Voor 1995, 1996, 1998 en 1999, worden de bedragen van die heffingen respectievelijk vastgesteld op 2 %, 3 %, 4 % en 4 % van de omzet die respectievelijk in 1994, 1995, 1997 en 1998 is verwezenlijkt »;

2° de tweede zin van het vijfde lid wordt vervangen door de volgende zin :

« Voor 1995, 1996, 1998 en 1999, dienen ze respectievelijk te worden ingediend vóór 1 februari 1996, 1 november 1996, 1 maart 1999 en 1 april 1999. »;

3° het zesde lid wordt vervangen door het volgende lid :

« Voor de jaren 1995, 1996, 1998 en 1999, dient de heffing respectievelijk gestort te worden vóór 1 maart 1996, 1 december 1996, 1 april 1999 en 1 mei 1999 op rekening nr. 001-1950023-11 van het Rijksinstituut voor ziekte en invaliditeitsverzekering, met de vermelding, volgens het betrokken jaar : « heffing omzet 1994 », « heffing omzet 1995 », « heffing omzet 1997 » of « heffing omzet 1998 ». »;

4° het laatste lid wordt vervangen door het volgende lid :

« De ontvangsten die volgen uit de voornoemde heffing zullen in de rekening van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging opgenomen worden in het boekjaar 1995 voor de heffing omzet 1994, 1996 voor de heffing omzet 1995 en 1998 voor de heffing omzet 1997. ».

Afdeling VII. — Ziekenfondsen en landsbonden van ziekenfondsen

Art. 148. Een artikel 37bis, luidend als volgt, wordt in de wet van 6 augustus 1990 betreffende de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen ingevoegd :

« Art. 37bis. — Bij de individuele mutaties van leden, zoals voorzien in de artikelen 255 en volgende van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, is het de ziekenfondsen of de landsbonden verboden een premie toe te kennen teneinde de leden tot mutatie aan te zetten.

De Koning bepaalt, op advies van de Controledienst voor de ziekenfondsen en de landsbonden van de ziekenfondsen, welke voordelen gelijkgesteld worden met premies, zoals bedoeld in het eerste lid, en stelt tevens de overgangsbepalingen en de nadere voorwaarden vast waaraan moet worden voldaan. ».

HOOFDSTUK VII. — Overzeese sociale zekerheid

Art. 149. Artikel 30, 2°, van de wet van 17 juli 1963 betreffende de overzeese sociale zekerheid, gewijzigd bij de wet van 16 februari 1970, wordt opgeheven.

Art. 150. Artikel 149 is enkel van toepassing op de uitkeringen die, krachtens de bepalingen van hoofdstuk IV van bovenvermelde wet van 17 juli 1963, werden toegekend aan de verzekerden van wie de ziekte zich na 1 januari 1999 heeft voorgedaan.

HOOFDSTUK VIII. — Sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten

Art. 151. Artikel 140, eerste lid, van de Nieuwe Gemeentewet, wordt vervangen door het volgende lid :

« De wedde, vermeerderd met de werkgeversbijdragen voor de pensioenen, bestemd voor het gemeenschappelijk pensioenstelsel van de bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten aangesloten besturen, evenals de bijdragen en alle kosten van de gewestelijke ontvanger, met inbegrip van de kosten voor de aanwerving, worden gedragen door alle besturen van éénzelfde provincie, die door een gewestelijke ontvanger bediend worden. ».

Art. 152. In het artikel 140 van dezelfde wet wordt, tussen het vierde en het vijfde lid, het volgende lid ingevoegd :

« De verschuldigde werkgevers- en werknemersbijdragen, bestemd voor de financiering van de pensioenen, worden door de Staat aan de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten gestort via de dienst die instaat voor de betaling van de wedden, in de loop van de maand van de betaling. ».

Art. 153. A l'article 161, alinéa 2, de la même loi, les mots « et les receveurs régionaux » sont supprimés.

Art. 154. A l'article 161 de la même loi, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« En ce qui concerne le régime de pension, les receveurs régionaux nommés à titre définitif sont affiliés de plein droit à l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales. ».

Art. 155. La cotisation patronale destinée au régime des allocations familiales et la cotisation patronale destinée au régime des maladies professionnelles, visées respectivement à l'article 18 et 18bis de l'arrêté royal du 25 octobre 1985 portant exécution du Chapitre 1^{er}, section 1^{re} de la loi du 1^{er} août 1985 portant des dispositions sociales sont assimilées aux cotisations patronales de sécurité sociale, visées à l'article 38, § 3, 5° et 6°, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, chaque fois qu'une exonération des cotisations visées à l'article 38, § 3, 5° et 6°, de la loi précitée est prévue par une mesure prise au moyen d'une loi ou d'un arrêté royal et qui est également applicable aux travailleurs occupés par les administrations affiliées à l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales.

Art. 156. L'article 155 produit ses effets le 1^{er} juin 1997.

CHAPITRE IX. — *Vacances annuelles*

Art. 157. L'article 5, alinéa 2, des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées le 28 juin 1971, est remplacé par la disposition suivante :

« Le travail occasionnel pendant les périodes de présence non obligatoire dans l'établissement d'enseignement n'est pas considéré comme une première occupation. ».

Art. 158. L'article 19, § 1^{er}, alinéa 5 des mêmes lois, remplacé par la loi du 13 mai 1976, est abrogé.

Art. 159. Les articles 157 et 158 sont d'application à partir de l'exercice de vacances 1998, année de vacances 1999.

Art. 160. L'article 33, alinéa 2, des mêmes lois est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le Roi détermine les conditions suivant lesquelles les pécules ou les reliquats de pécule restant dus après rectification et n'atteignant pas le montant qu'il fixe, ne sont pas payés. ».

Art. 161. Afin de permettre le paiement des pécules de vacances en 1999, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, attribuer à l'Office national des vacances annuelles une partie des moyens financiers de la Gestion globale prévus à l'article 22, § 2, a), de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés.

TITRE III. — *Intégration sociale*

CHAPITRE 1^{er}. — *Allocations aux handicapés*

Art. 162. A l'article 6 de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés sont apportées les modifications suivantes :

A) au § 3, remplacé par la loi du 22 décembre 1989, la deuxième phrase est remplacée par ce qui suit :

« Le montant de ces deux allocations varie selon le degré d'autonomie et selon la catégorie à laquelle le handicapé appartient. »;

B) l'article est complété par un § 4, libellé comme suit :

« § 4. Pour l'allocation d'intégration, les catégories sont définies comme suit :

1° à la catégorie 1 appartient le handicapé dont le degré d'autonomie est fixé à 7 ou 8 points;

2° à la catégorie 2 appartient le handicapé dont le degré d'autonomie est fixé de 9 à 11 points;

3° à la catégorie 3 appartient le handicapé dont le degré d'autonomie est fixé de 12 à 14 points;

4° à la catégorie 4 appartient le handicapé dont le degré d'autonomie est fixé à 15 points au moins.

Le handicapé qui obtient moins de 7 points ne peut pas prétendre à une allocation d'intégration.

Art. 153. In het artikel 161, tweede lid, van dezelfde wet, worden de woorden « en de gewestelijke ontvangers » geschrapt.

Art. 154. In het artikel 161 van dezelfde wet wordt, tussen het tweede en het derde lid, het volgende lid ingevoegd :

« De vastbenoemde gewestelijke ontvangers zijn inzake de pensioenregeling van rechtswege aangesloten bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten. ».

Art. 155. De werkgeversbijdrage, bestemd voor de regeling van de kinderbijslag en de werkgeversbijdrage, bestemd voor de regeling van de beroepsziekten, bedoeld bij respectievelijk de artikelen 18 en 18bis van het koninklijk besluit van 25 oktober 1985 tot uitvoering van Hoofdstuk I, afdeling 1, van de wet van 1 augustus 1985 houdende sociale bepalingen worden gelijkgesteld met de werkgeversbijdragen voor sociale zekerheid, bedoeld in het artikel 38, § 3, 5° en 6°, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, telkens een vrijstelling voorzien wordt van de werkgeversbijdragen, bedoeld in het artikel 38, § 3, 5° en 6°, van voormelde wet bij een door wet of koninklijk besluit genomen maatregel, die eveneens van toepassing is op de werknemers die tewerkgesteld zijn bij de bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten aangesloten besturen.

Art. 156. Artikel 155 heeft uitwerking met ingang van 1 juni 1997.

HOOFDSTUK IX. — *Jaarlijkse vakantie*

Art. 157. Artikel 5, tweede lid, van de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers, gecoördineerd op 28 juni 1971, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Gelegenheidswerk gedurende de perioden van niet-verplichte aanwezigheid in de onderwijsinstelling wordt niet aangezien als een eerste tewerkstelling. ».

Art. 158. Artikel 19, § 1, vijfde lid, van dezelfde wetten, vervangen bij de wet van 13 mei 1976, wordt opgeheven.

Art. 159. De artikelen 157 en 158 zijn voor het eerst van toepassing op het vakantiedienstjaar 1998, vakantiejaar 1999.

Art. 160. Artikel 33, tweede lid, van dezelfde wetten wordt vervangen door het volgende lid :

« De Koning bepaalt de voorwaarden waaronder de vakantiegelden of de saldo's van vakantiegelden die na herberekening verschuldigd zijn en die het door Hem vast te leggen bedrag niet bereiken, niet worden uitbetaald. ».

Art. 161. Teneinde in 1999 het vakantiegeld te kunnen betalen, kan de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit, aan de Rijksdienst voor Jaarlijkse Vakantie een gedeelte toekennen van de financiële middelen van het Globaal Beheer, bepaald in het artikel 22, § 2, a) van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers.

TITEL III. — *Maatschappelijke integratie*

HOOFDSTUK I. — *Tegemoetkomingen aan gehandicapten*

Art. 162. In het artikel 6 van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) in § 3, vervangen bij de wet van 22 december 1989, wordt de tweede zin vervangen door wat volgt :

« Het bedrag van beide tegemoetkomingen varieert volgens de graad van zelfredzaamheid en volgens de categorie waartoe de gehandicapte behoort. »;

B) het artikel wordt aangevuld met een § 4, luidend als volgt :

« § 4. Voor de integratietegemoetkoming worden de categorieën als volgt bepaald :

1° tot categorie 1 behoort de gehandicapte wiens graad van zelfredzaamheid op 7 of 8 punten wordt vastgesteld;

2° tot categorie 2 behoort de gehandicapte wiens graad van zelfredzaamheid op 9 tot 11 punten wordt vastgesteld;

3° tot categorie 3 behoort de gehandicapte wiens graad van zelfredzaamheid op 12 tot 14 punten wordt vastgesteld;

4° tot categorie 4 behoort de gehandicapte wiens graad van zelfredzaamheid op ten minste 15 punten wordt vastgesteld.

De gehandicapte aan wie minder dan 7 punten worden toegekend, kan geen aanspraak maken op een integratietegemoetkoming.

Pour l'allocation pour l'aide aux personnes âgées, les catégories sont définies comme suit :

1° à la catégorie 1 appartient le handicapé dont le degré d'autonomie est fixé à 7 ou 8 points;

2° à la catégorie 2 appartient le handicapé dont le degré d'autonomie est fixé de 9 à 11 points;

3° à la catégorie 3 appartient le handicapé dont le degré d'autonomie est fixé de 12 à 14 points;

4° à la catégorie 4 appartient le handicapé dont le degré d'autonomie est fixé à 15 ou 16 points;

5° à la catégorie 5 appartient le handicapé dont le degré d'autonomie est fixé à 17 ou 18 points.

Le handicapé qui obtient moins de 7 points ne peut pas prétendre à une allocation pour l'aide aux personnes âgées. ».

Art. 163. L'article 162 entre en vigueur le 1^{er} juillet 2000.

Art. 164. L'article 7, § 2, de la même loi est complété par un alinéa 3, libellé comme suit :

« A partir du 1^{er} juillet 2000, un revenu de remplacement de 100 000 francs maximum est assimilé au revenu provenant du travail effectivement presté par le handicapé pour le calcul du revenu visé à l'alinéa 1^{er}. ».

Art. 165. Dans l'article 16, § 4, alinéa 1^{er}, de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés, les mots « d'un mois » sont remplacés par les mots « de trois mois ».

CHAPITRE II. — *Pauvreté et intégration sociale*

Art. 166. L'article 5, § 4, de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'aide sociale, est complété par les alinéas suivants :

« La subvention reste due au centre public d'aide sociale et est égale à 100 % lorsqu'il agit en qualité d'employeur en application de l'article 60, § 7, de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'aide sociale afin de permettre à un indigent, visé à l'alinéa 1^{er}, d'obtenir le bénéfice complet d'une allocation sociale d'un montant au moins égal à celui du droit à un minimum de moyens d'existence.

Une subvention reste également due au centre public d'aide sociale, aux mêmes conditions légales et réglementaires que celles visées à l'article 18, § 4, alinéas 2 à 4, de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence, lorsqu'en application de l'article 61 de la loi organique du 8 juillet 1976 précitée, le centre conclut avec une entreprise privée une convention de mise au travail pour un indigent visé à l'alinéa 1^{er}.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, déterminer certaines catégories d'étrangers indigents inscrits au registre des étrangers, pour qui la subvention visée aux alinéas trois et quatre, reste due au centre public d'aide sociale lorsqu'une mise au travail des intéressés s'effectue dans les mêmes conditions que celles fixées auxdits alinéas trois et quatre. ».

Art. 167. L'article 166 produit ses effets le 1^{er} janvier 1998.

Art. 168. A l'article 18, § 4, alinéa 3, de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence, les mots « visé à l'alinéa 1^{er} » sont remplacés par les mots « visé à l'alinéa 2 ».

CHAPITRE III. — *Activation du minimum de moyens d'existence*

Art. 169. L'article 2, § 5, de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence, inséré par l'article 272 de la loi du 22 février 1998 portant des dispositions sociales, est remplacé par le texte suivant :

« § 5. Par dérogation aux dispositions générales reprises aux §§ 1^{er} et 3 et à l'article 5, le Roi fixe, par un arrêté délibéré en Conseil des ministres, le montant mensuel du minimum de moyens d'existence pour l'ayant droit mis au travail dans un programme d'insertion en vue de son intégration sur le marché de l'emploi. Il détermine dans cet arrêté les conditions d'accès aux différents programmes d'insertion et d'octroi du minimum de moyens d'existence.

Si, après application des dispositions contenues à l'alinéa 1^{er}, l'intéressé dispose de ressources d'un montant inférieur au montant du minimum de moyens d'existence auquel il pourrait prétendre en vertu

Voor de tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden worden de categorieën als volgt bepaald :

1° tot categorie 1 behoort de gehandicapte wiens graad van zelfredzaamheid op 7 of 8 punten wordt vastgesteld;

2° tot categorie 2 behoort de gehandicapte wiens graad van zelfredzaamheid op 9 tot 11 punten wordt vastgesteld;

3° tot categorie 3 behoort de gehandicapte wiens graad van zelfredzaamheid op 12 tot 14 punten wordt vastgesteld;

4° tot categorie 4 behoort de gehandicapte wiens graad van zelfredzaamheid op 15 of 16 punten wordt vastgesteld;

5° tot categorie 5 behoort de gehandicapte wiens graad van zelfredzaamheid op 17 of 18 punten wordt vastgesteld.

De gehandicapte aan wie minder dan 7 punten worden toegekend kan geen aanspraak maken op een tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden. ».

Art. 163. Artikel 162 treedt in werking op 1 juli 2000.

Art. 164. Artikel 7, § 2, van dezelfde wet wordt aangevuld met een derde lid, dat luidt als volgt :

« Vanaf 1 juli 2000 wordt voor de berekening van het inkomen bedoeld in het eerste lid, een maximum van 100 000 frank aan vervangingsinkomens gelijkgesteld met inkomen voortkomend uit werkelijk door de gehandicapte gepresteerde arbeid. ».

Art. 165. In artikel 16, § 4, eerste lid, van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten, worden de woorden « één maand » vervangen door de woorden « drie maanden ».

HOOFDSTUK II. — *Armoede en sociale integratie*

Art. 166. Artikel 5, § 4, van de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, wordt aangevuld met de volgende leden :

« De toelage blijft verschuldigd aan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn en is gelijk aan 100 % wanneer het optreedt in de hoedanigheid van werkgever met toepassing van artikel 60, § 7, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn om een behoeftige, bedoeld in het eerste lid, in staat te stellen volledig in het genot te treden van een sociale uitkering waarvan het bedrag ten minste gelijk is aan dat van het recht op het bestaansminimum.

Een toelage blijft het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn eveneens verschuldigd, onder dezelfde wettelijke en reglementaire voorwaarden als deze bedoeld in artikel 18, § 4, tweede tot en met vierde lid, van de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum, wanneer het centrum met toepassing van artikel 61 van voornoemde wet van 8 juli 1976 voor een behoeftige bedoeld in het eerste lid een overeenkomst inzake tewerkstelling afsluit met een privéonderneming.

De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, bepaalde categorieën vaststellen van behoeftige vreemdelingen ingeschreven in het vreemdelingenregister, waarvoor de toelage, bedoeld in het derde en vierde lid, verschuldigd blijft aan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn wanneer de betrokkenen onder dezelfde voorwaarden tewerkgesteld worden als deze vastgelegd in het vermelde derde en vierde lid. ».

Art. 167. Artikel 166 heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1998.

Art. 168. In artikel 18, § 4, derde lid, van de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum, worden de woorden « bedoeld in het eerste lid » vervangen door de woorden « bedoeld in het tweede lid ».

HOOFDSTUK III. — *Activering van het bestaansminimum*

Art. 169. Artikel 2, § 5, van de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op bestaansminimum, ingevoegd bij artikel 272 van de wet van 22 februari 1998 houdende sociale bepalingen, wordt vervangen door de volgende tekst :

« § 5. In afwijking van de algemene bepalingen, vervat in de §§ 1 en 3 en in artikel 5, bepaalt de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit, het maandelijks bedrag van het bestaansminimum voor de gerechtigde tewerkgesteld in een inschakelingsproject met het oog op zijn integratie op de arbeidsmarkt. Hij bepaalt in dit besluit de voorwaarden voor de toegang tot de verschillende inschakelingsprogramma's en voor de toekenning van het bestaansminimum.

Indien, na toepassing van de bepalingen vervat in het eerste lid, de betrokkene over inkomsten beschikt die lager zijn dan het bedrag van het bestaansminimum waarop hij recht zou hebben krachtens de

des dispositions générales contenues aux §§ 1^{er} et 3 et à l'article 5, un complément de minimum de moyens d'existence lui est octroyé conformément à ces dispositions. ».

Art. 170. Un § 5bis nouveau est inséré à l'article 2 de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence, rédigé comme suit :

« § 5bis. En ce qui concerne la législation fiscale et sociale, à l'exception des cas déterminés par le Roi dans la législation instituant le droit à un minimum de moyens d'existence, le minimum de moyens d'existence prévu au § 5, alinéa 1^{er} est considéré comme une rémunération.

L'employeur qui occupe les travailleurs visés au § 5, alinéa 1^{er} et ne respecte pas les conditions fixées par le Roi, est tenu de verser au centre public d'aide sociale un dédommagement forfaitaire, dont le montant, les conditions particulières et les modalités sont déterminés par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

Par dérogation à l'article 23 de la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs, le minimum de moyens d'existence visé au § 5, alinéa 1^{er}, peut être imputé sur la rémunération du travailleur. Cette imputation s'effectue directement après les retenues autorisées en vertu de l'article 23, alinéa 1^{er}, 1°, de la même loi et n'intervient pas dans la limite d'un cinquième prévue à l'article 23, alinéa 2.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, dans les conditions qu'il détermine, pour les travailleurs occupés avec le bénéfice du minimum de moyens d'existence visé au § 5, alinéa 1^{er} :

1° prévoir des dérogations aux dispositions de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, en ce qui concerne le respect des règles relatives à la rupture du contrat de travail par le travailleur lorsque celui-ci est engagé dans les liens d'un autre contrat de travail ou nommé dans une administration;

2° prévoir des dérogations aux dispositions fixant le montant de la rémunération, sans toutefois déroger aux montants des revenus minimums mensuels garantis fixés par des conventions collectives de travail conclues au sein du Conseil national du Travail et rendues obligatoires par arrêté royal;

3° prévoir une exonération temporaire, totale ou partielle, des cotisations patronales de sécurité sociale, visées à l'article 38, §§ 3 et 3bis, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés et des cotisations patronales de sécurité sociale, visées à l'article 2, §§ 3 et 3bis, de l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés;

4° déroger aux dispositions de l'arrêté royal du 28 juin 1971 adaptant et coordonnant les dispositions légales relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés en tenant compte des droits que le travailleur conserve en tant qu'ayant droit au minimum de moyens d'existence. ».

Art. 171. Les articles 169 et 170 produisent leurs effets au 1^{er} janvier 1998.

Art. 172. Un article 57quater, rédigé comme suit, est inséré dans la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale :

« Art. 57quater. — § 1^{er}. La personne inscrite au registre de la population et qui en raison de sa nationalité n'a pas droit au minimum de moyens d'existence peut être mise au travail dans un programme d'insertion en vue de son intégration sur le marché de l'emploi.

§ 2. Le Roi fixe par un arrêté délibéré en Conseil des ministres le montant financier mensuel de l'aide sociale pour le bénéficiaire mis au travail dans un tel programme. Il détermine dans cet arrêté les conditions d'accès aux différents programmes d'insertion et d'octroi de l'aide financière.

Le Roi détermine par le même arrêté les conditions d'octroi d'un complément d'aide financière lorsque le montant des ressources dont dispose l'intéressé par sa mise au travail est inférieur à celui fixé à l'article 2, § 1^{er}, de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence pour la catégorie de personnes à laquelle appartient l'intéressé.

§ 3. En ce qui concerne la législation fiscale et sociale, à l'exception des cas déterminés par le Roi, l'aide financière prévue au § 2, alinéa 1^{er} est considérée comme une rémunération.

L'employeur qui occupe les travailleurs visés au § 1^{er}, et qui ne respecte pas les conditions fixées par le Roi, est tenu de verser au centre public d'aide sociale un dédommagement forfaitaire, dont le montant,

algemene bepalingen vervat in de §§ 1 en 3 en in artikel 5, wordt hem een aanvullend bestaansminimum toegekend overeenkomstig deze bepalingen. ».

Art. 170. Een nieuwe § 5bis wordt ingevoegd in artikel 2 van de wet van 7 augustus 1974 houdende instelling van het recht op bestaansminimum, luidend als volgt :

« § 5bis. Wat de sociale en fiscale wetgeving betreft, met uitzondering van de gevallen die de Koning bepaalt in de wetgeving betreffende het recht op het bestaansminimum, wordt het bestaansminimum bedoeld in § 5, eerste lid nochtans als loon beschouwd.

De werkgever die de in § 5, eerste lid bedoelde werknemers tewerkstelt en de voorwaarden vastgelegd door de Koning niet naleeft, is gehouden aan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn een forfaitaire schadevergoeding te betalen waarvan het bedrag, de nadere voorwaarden en regelen door de Koning worden bepaald, bij een in Ministerraad overlegd besluit.

In afwijking van artikel 23 van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers, mag het bestaansminimum bedoeld in § 5, eerste lid, in mindering gebracht worden op het loon van de werknemer. Deze aftrek geschiedt dadelijk na de inhoudingen toegelaten krachtens artikel 23, eerste lid, 1°, van dezelfde wet en telt niet mee voor de grens van een vijfde, voorzien in artikel 23, tweede lid.

De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, onder de voorwaarden die Hij bepaalt, voor de werknemers tewerkgesteld met het genot van het bestaansminimum bedoeld in § 5, eerste lid :

1° afwijkingen voorzien aan de bepalingen van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, inzake het naleven van de regels betreffende de verbreking van de arbeidsovereenkomst door de werknemer wanneer hij aangeworven wordt in het kader van een andere arbeidsovereenkomst of benoemd wordt in een administratie;

2° afwijkingen voorzien op de bepalingen inzake het bepalen van het bedrag van het loon, zonder evenwel af te wijken van de bedragen van de gewaarborgde minimum maandinkomens vastgesteld bij collectieve arbeidsovereenkomsten afgesloten door de Nationale Arbeidsraad en algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit;

3° een tijdelijke, gehele of gedeeltelijke vrijstelling voorzien van werkgeversbijdragen voor de sociale zekerheid bedoeld in artikel 38, §§ 3 en 3bis, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers en van de werkgeversbijdragen voor de sociale zekerheid bedoeld in artikel 2, §§ 3 en 3bis, van de besluitwet van 10 januari 1945 betreffende de maatschappelijke zekerheid van mijnwerkers en ermee gelijkgestelden;

4° afwijken van de bepalingen van het koninklijk besluit van 28 juni 1971 houdende aanpassing en coördinatie van de wetbepalingen betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers rekening houdend met de rechten die de werknemer behoudt als bestaansminimumgerechtigde. ».

Art. 171. De artikelen 169 en 170 hebben uitwerking op 1 januari 1998.

Art. 172. Een artikel 57quater, luidend als volgt, wordt in de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn ingevoegd :

« Art. 57quater. — § 1. De persoon die is ingeschreven in het bevolkingsregister en die omwille van zijn nationaliteit geen recht heeft op het bestaansminimum, kan tewerkgesteld worden in een inschakelingsprogramma met het oog op zijn integratie op de arbeidsmarkt.

§ 2. De Koning bepaalt bij een in Ministerraad overlegd besluit het maandelijks financieel bedrag van de steun voor de begunstigde tewerkgesteld in een dergelijk programma. Hij bepaalt in dit besluit de voorwaarden voor de toegang tot de verschillende inschakelingsprogramma's en voor de toekenning van de financiële steun.

De Koning bepaalt bij hetzelfde besluit de voorwaarden tot toekenning van een aanvullende financiële steun wanneer het bedrag van de inkomsten waarover de betrokkene beschikt door zijn tewerkstelling, lager is dan het bedrag bepaald in artikel 2, § 1, van de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum voor de categorie van personen waartoe de betrokkene behoort.

§ 3. Wat de sociale en fiscale wetgeving betreft, met uitzondering van de door de Koning bepaalde gevallen, wordt de financiële steun bedoeld in § 2, eerste lid, als loon beschouwd.

De werkgever die de in § 1 bedoelde werknemers tewerkstelt en die de voorwaarden vastgelegd door de Koning niet naleeft, is gehouden aan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn een forfaitaire

les conditions particulières et les modalités sont déterminés par le Roi par un arrêté délibéré en Conseil des ministres.

Par dérogation à l'article 23 de la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs, l'aide financière visée au § 2, alinéa 1^{er}, peut être imputée sur la rémunération du travailleur. Cette imputation s'effectue directement après les retenues autorisées en vertu de l'article 23, alinéa 1^{er}, 1^o, de la même loi et n'intervient pas dans la limite d'un cinquième prévue à l'article 23, alinéa 2.

Le Roi peut, par un arrêté délibéré en Conseil des ministres, dans les conditions qu'il détermine, pour les travailleurs occupés avec l'aide financière au § 2, alinéa 1^{er} :

1° prévoir des dérogations aux dispositions de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, en ce qui concerne le respect des règles relatives à la rupture du contrat de travail par le travailleur lorsque celui-ci est engagé dans les liens d'un autre contrat de travail ou nommé dans une administration;

2° prévoir des dérogations aux dispositions fixant le montant de la rémunération, sans toutefois déroger aux montants des revenus minimums mensuels garantis fixés par des conventions collectives de travail conclues au sein du Conseil national du Travail et rendues obligatoires par arrêté royal;

3° prévoir une exonération temporaire, totale ou partielle, des cotisations patronales de sécurité sociale, visées à l'article 38, §§ 3 et 3bis, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés et des cotisations patronales de sécurité sociale, visées à l'article 2, §§ 3 et 3bis, de l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés;

4° déroger aux dispositions de l'arrêté royal du 28 juin 1971 adaptant et coordonnant les dispositions légales relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés en tenant compte des droits que le travailleur conserve en tant que bénéficiaire de l'aide financière. ».

Art. 173. L'article 172 produit ses effets le 1^{er} janvier 1998.

Art. 174. L'article 5, § 4, alinéa 2, de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'aide sociale, inséré par la loi du 22 février 1998, est remplacé par l'alinéa suivant :

« La subvention est égale à 100 % du montant des frais de l'aide financière accordée à l'indigent visé à l'alinéa 1^{er}, lorsque cette aide est octroyée en application de l'article 57quater de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale. ».

Art. 175. L'article 174 produit ses effets le 1^{er} janvier 1998.

TITRE IV. — Santé publique

CHAPITRE I^{er}. — Arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967

Section I^{er}. — Dossier médical et infirmier électronique

Art. 176. Dans l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales, est inséré, un article 45bis, rédigé comme suit :

« Art. 45bis. — § 1^{er}. Le Roi peut fixer des critères minimums auxquels doivent répondre, pour être homologués par le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, les logiciels de gestion du dossier médical et infirmier électronique.

§ 2. Les critères auxquels doivent répondre, pour être homologués, les logiciels de gestion du dossier médical et infirmier électronique peuvent concerner, entre autres, les domaines suivants : les fonctions qu'ils remplissent, les banques de données médicales et infirmières internes au logiciel et leur interchangeabilité, l'architecture du dossier du patient, la codification des affections, les applications de statistiques, d'aide au diagnostic, d'aide à la thérapeutique et à la prescription, la liste des données médicales et infirmières, anonymisées ou non, relatives à des patients, qui doivent pouvoir être échangées, ainsi que l'utilisation de la carte de sécurité sociale et la facturation aux organismes assureurs.

§ 3. Les critères sont fixés par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, et sur avis d'un groupe de travail multidisciplinaire, que le Roi désigne.

schadevergoeding te betalen waarvan het bedrag, de nadere voorwaarden en regelen door de Koning worden bepaald, bij een in Ministerraad overlegd besluit.

In afwijking van artikel 23 van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers, mag de financiële steun bedoeld in § 2, eerste lid, in mindering gebracht worden op het loon van de werknemer. Deze aftrek geschiedt dadelijk na de inhoudingen toegelaten krachtens artikel 23, eerste lid, 1^o, van dezelfde wet en telt niet mee voor de grens van een vijfde, bepaald in artikel 23, tweede lid.

De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, onder de voorwaarden die Hij bepaalt, voor de werknemers tewerkgesteld met de financiële steun bedoeld in § 2, eerste lid :

1° in afwijkingen voorzien van de bepalingen van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, inzake het naleven van de regels betreffende de verbreking van de arbeidsovereenkomst door de werknemer wanneer hij aangeworven wordt in het kader van een andere arbeidsovereenkomst of benoemd wordt in een administratie;

2° in afwijkingen voorzien van de bepalingen inzake het bepalen van het bedrag van het loon, zonder evenwel af te wijken van de bedragen van de gewaarborgde minimale maandinkomens vastgesteld bij collectieve arbeidsovereenkomsten gesloten door de Nationale Arbeidsraad en algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit;

3° in een tijdelijke, gehele of gedeeltelijke vrijstelling voorzien van werkgeversbijdragen voor de sociale zekerheid bedoeld in artikel 38, §§ 3 en 3bis van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers en van de werkgeversbijdragen voor de sociale zekerheid bedoeld in artikel 2, §§ 3 en 3bis, van de besluitwet van 10 januari 1945 betreffende de maatschappelijke zekerheid van mijnwerkers en ermee gelijkgestelden;

4° afwijken van de bepalingen van het koninklijk besluit van 28 juni 1971 houdende aanpassing en coördinatie van de wetsbepalingen betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers rekening houdend met de rechten die de werknemer behoudt als gerechtigde op financiële steun. ».

Art. 173. Artikel 172 heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1998.

Art. 174. Artikel 5, § 4, tweede lid, van de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, ingevoegd bij de wet van 22 februari 1998, wordt vervangen door het volgende lid :

« De toelage bedraagt 100 % van het bedrag van de kosten van financiële steun toegekend aan de behoeftige bedoeld in het eerste lid wanneer deze steun wordt toegekend in toepassing van artikel 57quater van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn. ».

Art. 175. Artikel 174 heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1998.

TITEL IV. — Volksgezondheid

HOOFDSTUK I. — Koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967

Afdeling I. — Elektronisch medisch en verpleegkundig dossier

Art. 176. In het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de geneeskunst, de verpleegkunde, de paramedische beroepen en de geneeskundige commissies, wordt een artikel 45bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 45bis. — § 1. De Koning kan minimumcriteria vaststellen waaraan de programmatuur voor het beheer van het elektronisch medisch en verpleegkundig dossier moet beantwoorden om gehomologeerd te worden door de minister die voor de Volksgezondheid bevoegd is.

§ 2. De criteria waaraan de programmatuur voor het beheer van het elektronisch medisch en verpleegkundig dossier moet beantwoorden om gehomologeerd te worden, kunnen onder andere betrekking hebben op de volgende aspecten : de te vervullen functies, de interne medische en verpleegkundige gegevensbanken in de programmatuur en hun onderlinge uitwisselbaarheid, de opbouw van het patiëntendossier, de codificatie van de aandoeningen, de toepassingen van de statistieken, de hulp bij de diagnose, de hulp bij de therapie en het voorschrift, de lijst van anonieme en niet-anonieme medische en verpleegkundige gegevens met betrekking tot patiënten die uitwisselbaar moeten zijn, alsook het gebruik van de sociale zekerheidskaart en de facturatie aan de verzekeringsinstellingen.

§ 3. De criteria zijn vastgesteld door de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit, en op advies van een multidisciplinaire werkgroep die de Koning aanwijst.

§ 4. Le groupe de travail visé au § 3 devra comporter, au moment où il rend un avis relatif à ces critères, au moins un représentant du ministre de la Santé publique, du ministre des Affaires sociales, du ministre de la Justice, du ministre des Affaires économiques et des représentants des groupes professionnels concernés.

§ 5. Sur la base de l'avis du groupe de travail multidisciplinaire visé au § 3 et constitué conformément au § 4, le ministre peut homologuer des logiciels de gestion du dossier médical et infirmier électronique. ».

Section 2. — Professions paramédicales

Art. 177. L'article 24 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 24. — § 1^{er}. Nul, en dehors des praticiens, visés à l'article 2, § 1^{er}, et aux articles 3, 4 et 21bis, pour ce qui concerne les prestations liées à leur art respectif, ne peut accomplir des prestations précisées en exécution de l'article 23, § 1^{er}, ou des actes visés à l'article 22, 2° et 3°, s'il n'est titulaire d'un agrément délivré par le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions.

§ 2. Le Roi fixe, sur avis du Conseil national des professions paramédicales, les conditions et les règles pour l'obtention, le maintien et le retrait de l'agrément visé au § 1^{er}.

Cet agrément ne peut être accordé qu'aux personnes qui répondent aux conditions de qualification exigées, précisées en exécution de l'article 23, § 1^{er}, ou des actes visés à l'article 22, 2° et 3°. ».

Art. 178. Un article 24bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 24bis. — Les praticiens accomplissant les actes visés à l'article 22 ne peuvent exercer leur profession que s'ils ont préalablement fait viser leurs titres par la Commission médicale prévue à l'article 36 et compétente en raison du lieu où ils comptent s'établir.

Lors de l'octroi du visa, la commission procède à l'enregistrement de l'intéressé conformément aux modalités fixées par le Roi.

Le visa est octroyé contre paiement d'une redevance. Le Roi fixe les montants et les modalités de paiement de cette redevance. ».

Art. 179. A l'article 25, § 1^{er}, du même arrêté, les mots « s'il ne répond aux conditions de qualifications exigées » sont remplacés par les mots « s'il n'est titulaire de l'agrément visé à l'article 24, § 1^{er} ».

Art. 180. L'article 54ter du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 54ter. — § 1^{er}. Par dérogation à l'article 24, § 2, alinéa 2, l'agrément visé à l'article 24, § 1^{er}, est octroyé d'office aux personnes qui, au moment de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal pris en exécution de l'article 24, § 2, alinéa 1^{er}, sont agréées pour cette profession par le service des soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, conformément à l'article 215 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994.

§ 2. Par dérogation à l'article 24, § 2, alinéa 2, l'agrément visé à l'article 14, § 1^{er}, est octroyé aux personnes, qui en font la demande, non visées au § 1^{er} et qui sont titulaires :

1° soit — en ce qui concerne une profession, pour laquelle il existe une formation auprès d'un établissement créé, subventionné ou reconnu par l'autorité compétente — d'un diplôme, délivré par un établissement créé, subventionné ou agréé par l'autorité compétente, sanctionnant une formation dont le niveau mais pas complètement la formation théorique et la formation théorique et pratique et stages, répond aux conditions, visées à l'article 24, § 2, alinéa 2, pour autant qu'elles obtiennent ce diplôme avant la fin de la période de six ans, à partir de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal pris en exécution de l'article 24, § 2, alinéa 1^{er};

2° soit — en ce qui concerne une profession pour laquelle il n'existe aucune formation auprès d'un établissement créé, subventionné ou reconnu par l'autorité compétente — d'un diplôme, délivré par un établissement créé, subventionné ou reconnu par l'autorité compétente sanctionnant une formation dont le niveau répond aux conditions, visées à l'article 24, § 2, alinéa 2, pour autant qu'elles obtiennent ce diplôme avant la fin de l'année durant laquelle sont délivrés les premiers diplômes couronnant une formation qui correspond aux conditions, visées à l'article 24, § 2, alinéa 2.

§ 4. De in § 3 bedoelde werkgroep moet, wanneer hij een advies over deze criteria verstrekt, minstens een vertegenwoordiger van de minister van Volksgezondheid, van de minister van Sociale Zaken, van de minister van Justitie en van de minister van Economische Zaken en vertegenwoordigers van de desbetreffende beroepsgroepen bevatten.

§ 5. Op basis van het advies van de in § 3 bedoelde multidisciplinaire werkgroep die gevormd werd overeenkomstig § 4, kan de minister de programmatuur voor het beheer van het elektronisch medisch en verpleegkundig dossier homologeren. ».

Afdeling 2. — Paramedische beroepen

Art. 177. Artikel 24 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 24. — § 1. Buiten de beoefenaars, bedoeld in artikel 2, § 1, en de artikelen 3, 4 en 21bis voor wat betreft de prestaties verbonden aan hun respectieve kunst, mag niemand prestaties verrichten die nader bepaald zijn ter uitvoering van artikel 23, § 1, of handelingen uitvoeren die bedoeld zijn bij artikel 22, 2° en 3°, die niet houder is van een erkenning afgegeven door de minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort.

§ 2. De Koning bepaalt, op advies van Nationale Raad van de paramedische beroepen, de voorwaarden en de regels tot het verkrijgen, het behouden en het intrekken van de in § 1 bedoelde erkenning.

Deze erkenning mag enkel toegekend worden aan personen die voldoen aan de vereiste kwalificatievoorwaarden die nader bepaald zijn ter uitvoering van artikel 23, § 1, of ter uitvoering van artikel 22, 2° en 3°. ».

Art. 178. In hetzelfde besluit wordt een artikel 24bis ingevoegd luidend als volgt :

« Art. 24bis. — De beoefenaars van de in artikel 22 bedoelde handelingen mogen alleen hun beroep uitoefenen indien zij vooraf hun titel hebben laten viseren door de bij artikel 36 bepaalde geneeskundige commissie, bevoegd overeenkomstig de plaats waar zij zich wensen te vestigen.

Bij het verlenen van het visum gaat de commissie over tot de registratie van de belanghebbende overeenkomstig de door de Koning bepaalde modaliteiten.

Het visum wordt verleend tegen betaling van een bijdrage. De Koning bepaalt de bedragen en de betalingsmodaliteiten. ».

Art. 179. In artikel 25, § 1, van hetzelfde besluit, worden de woorden « zo hij aan de vereiste kwalificatievoorwaarden niet voldoet » vervangen door de woorden « zo hij niet houder is van de erkenning bedoeld in artikel 24, § 1 ».

Art. 180. Artikel 54ter van hetzelfde besluit, wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 54ter. — § 1. In afwijking van artikel 24, § 2, tweede lid, wordt de in artikel 24, § 1, bedoelde erkenning ambtshalve toegekend aan de personen die op het ogenblik van de inwerkingtreding van het koninklijk besluit genomen in uitvoering van artikel 24, § 2, eerste lid, door de dienst geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte en invaliditeitsverzekering voor dit beroep erkend zijn, overeenkomstig artikel 215 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994.

§ 2. In afwijking van artikel 24, § 2, tweede lid, wordt de in artikel 24, § 1, bedoelde erkenning op hun verzoek toegekend aan personen die niet reeds in § 1 bedoeld zijn en :

1° hetzij — wat een beroep betreft waarvoor een opleiding bestaat in een inrichting opgericht, gesubsidieerd of erkend door de bevoegde overheid — houder zijn van een diploma, uitgereikt door een inrichting opgericht, gesubsidieerd of erkend door de bevoegde overheid dat een opleiding bekroont waarvan het niveau, maar niet de volledige theoretische of theoretische en praktische opleiding en stages, overeenstemt met de in artikel 24, § 2, tweede lid, bedoelde voorwaarden voor zover zij dit diploma behalen voor het einde van de periode van zes jaar te rekenen vanaf de inwerkingtreding van het koninklijk besluit genomen in uitvoering van artikel 24, § 2, eerste lid;

2° hetzij — wat een beroep betreft waarvoor geen opleiding bestaat in een inrichting opgericht, gesubsidieerd of erkend door de bevoegde overheid — houder zijn van een diploma, uitgereikt door een inrichting opgericht, gesubsidieerd of erkend door de bevoegde overheid, dat een opleiding bekroont waarvan het niveau overeenstemt met de in artikel 24, § 2, tweede lid, bedoelde voorwaarden voor zover zij dit diploma behalen voor het einde van jaar waarin de eerste diploma's worden uitgereikt die een opleiding bekronen die overeenstemt met de in artikel 24, § 2, tweede lid, bedoelde voorwaarden.

Afin d'introduire la demande d'agrément auprès du ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, les personnes visées aux 1^o et 2^o, disposent d'une année à dater de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal pris en exécution de l'article 24, § 2, alinéa 1^{er}, ou dès l'obtention des diplômes précités. Au cours de cette période transitoire et tant que leur demande d'agrément n'a pas encore fait l'objet d'une décision, elles peuvent continuer à exercer leur profession.

§ 3. Par dérogation à l'article 24, § 1^{er}, les personnes qui ne satisfont pas aux conditions de qualification prévues à l'article 24, § 2, alinéa 2, mais qui, au moment de la publication de la liste des prestations ou la liste des actes de la profession paramédicale dont elles relèvent, ont exécuté ces prestations ou ces actes pendant au moins trois ans, peuvent continuer les mêmes activités dans les mêmes conditions que les praticiens des professions paramédicales effectuant ces prestations ou ces actes.

Par dérogation à l'article 24, § 1^{er}, les personnes qui ne satisfont pas aux conditions de qualification prévues à l'article 24, § 2, alinéa 2, pour leur profession paramédicale, pour laquelle il n'existe pas une formation au sens des conditions de qualification, visées ci-dessus, peuvent continuer les mêmes activités dans les mêmes conditions que les praticiens des professions paramédicales effectuant ces prestations ou ces actes, pour autant qu'ils exécutent ces prestations ou ces actes au moment où les premiers diplômes ont été délivrés, sanctionnant une formation qui correspond aux conditions, visées à l'article 24, § 2, alinéa 2.

Sous peine de perdre le bénéfice de la disposition à l'alinéa 1^{er} ou à l'alinéa 2 de ce paragraphe, elles sont tenues de se faire connaître au ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, au terme d'une procédure fixée par le Roi; à cette occasion, elles font connaître les activités pour lesquelles elles invoquent le bénéfice des droits acquis. La procédure fixée par le Roi déterminera notamment la manière dont la preuve de l'exécution des prestations ou des actes visés à l'alinéa 1^{er}, sera rapportée. ».

Art. 181. § 1^{er}. Dans l'article 30, § 1^{er}, 3^o, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « et un fonctionnaire du ministère de la Prévoyance sociale ou d'un établissement public qui en relève » sont remplacés par :

« et d'au moins deux médecins proposés par le Comité du Service du contrôle médical créé au sein de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité ».

§ 2. L'article 30, § 1^{er}, 3^o, alinéa 2, est modifié comme suit :

« Compte non tenu du fonctionnaire et des médecins proposés par le Comité du Service du contrôle médical dont question ci-dessus, la moitié au moins des membres médecins doivent exercer leur art dans un établissement de soins. ».

Art. 182. A l'article 31 du même arrêté royal, les mots « de l'un des membres visés sub 5^o et de l'un des membres visés sub 5^{o bis} » sont remplacés par les mots « et de l'un des membres visés sub 5^o ».

Art. 183. Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, par profession, l'entrée en vigueur des articles 177 à 180.

Section 3. — Conseil national de la kinésithérapie

Art. 184. A l'article 21^{ter}, § 7, du même arrêté, les mots « , en ce qui concerne les avis visés à l'article 47, § 1^{er}, » sont insérés entre les mots « Les décisions du conseil sont » et les mots « acquises à ».

Section 4. — Professions médicales et paramédicales

Art. 185. Un article 45^{ter}, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 45^{ter}. — § 1^{er}. Les praticiens professionnels, visés aux articles 2, 3, 4, 5, § 2, 21^{bis}, 21^{quater} et 22, qui enregistrent des données relatives à des patients et les transmettent de manière anonyme au ministre qui a la Santé publique dans ses attributions et à l'Institut scientifique de la santé publique Louis Pasteur peuvent se voir octroyer un subside dans les limites des crédits inscrits au budget du département chargé de l'application du présent arrêté.

§ 2. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, la nature et la destination de ces données, les autres conditions auxquelles l'enregistrement des données et les conditions auxquelles les praticiens visés doivent répondre, ainsi que les conditions pour l'attribution du subside. ».

Voor het indienen van de aanvraag tot erkenning bij de minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort, beschikken de in 1^o en 2^o bedoelde personen over één jaar vanaf de inwerkingtreding van het koninklijk besluit genomen in uitvoering van artikel 24, § 2, eerste lid, of vanaf het behalen van boven bedoelde diploma's. Tijdens deze overgangsperiode en zolang niet over hun aanvraag tot erkenning is beslist, mogen ze hun beroep blijven uitoefenen.

§ 3. In afwijking van artikel 24, § 1, mogen personen die niet voldoen aan de in artikel 24, § 2, tweede lid, gestelde bekwaamheidseisen maar die, wanneer de lijst van de prestaties of de lijst van de handelingen voor hun beroep gepubliceerd wordt, sinds minstens drie jaar deze prestaties of handelingen hebben uitgevoerd, dezelfde werkzaamheden blijven verrichten onder dezelfde voorwaarden als de beoefenaars van de paramedische beroepen die zulke prestatie of handelingen uitvoeren.

In afwijking van artikel 24, § 1, mogen personen die niet voldoen aan de in artikel 24, § 2, tweede lid, gestelde bekwaamheidseisen voor hun paramedisch beroep, waarvoor geen opleiding bestaat in de zin van bovengenoemde bekwaamheidseisen, dezelfde werkzaamheden blijven verrichten onder dezelfde voorwaarden als de beoefenaars van de paramedische beroepen die zulke prestatie of handelingen uitvoeren, voorzover zij op het einde van het jaar waarin de eerste diploma's worden uitgereikt die een opleiding bekronen die overeenstemt met de in artikel 24, § 2, tweede lid, bedoelde voorwaarden, deze prestaties of handelingen uitvoeren.

Op straffe van verlies van het voordeel verleend bij de bepaling van het eerste of tweede lid van deze paragraaf, moeten zij zich bij de minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort, bekend maken volgens een door de Koning vastgestelde procedure; bij deze gelegenheid vermelden zij de werkzaamheden waarvoor zij het voordeel van de verkregen rechten inroepen. De door de Koning bepaalde procedure zal onder meer de wijze vaststellen waarop het bewijs van de uitvoering van de in het eerste lid bedoelde prestaties of handelingen moet worden geleverd. ».

Art. 181. § 1. In artikel 30, § 1, 3^o, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden « en een ambtenaar bij het ministerie van Sociale Voorzorg of bij een daarvan afhangelende openbare instelling », vervangen door :

« en minstens twee geneesheren voorgedragen door het Comité van de Dienst voor geneeskundige controle ingesteld bij het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsuitkeringen ».

§ 2. Artikel 30, § 1, 3^o, tweede lid, wordt gewijzigd als volgt :

« Afgezien van de ambtenaar en van de geneesheren voorgedragen door het Comité van de Dienst voor geneeskundige Controle waarvan hierboven sprake, moeten ten minste de helft van de leden geneesheren hun kunst uitoefenen in een verzorgingsinstelling. ».

Art. 182. In artikel 31 van hetzelfde koninklijk besluit, worden de woorden « een van de sub 5^o en een van de sub 5^{o bis} » vervangen door de woorden « en een van sub 5^o ».

Art. 183. De Koning bepaalt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, per beroep de inwerkingtreding van de artikelen 177 tot 180.

Afdeling 3. — Nationale Raad voor de kinesitherapie

Art. 184. In artikel 21^{ter}, § 7, van hetzelfde besluit, worden tussen de woorden « De beslissingen van de Raad » en de woorden « worden genomen » de woorden « , voor wat betreft de in artikel 47, § 1, bedoelde adviezen, » ingevoegd.

Afdeling 4. — Medische en paramedische beroepen

Art. 185. In hetzelfde besluit wordt een artikel 45^{ter} ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 45^{ter}. — § 1. Aan de beoefenaars van de in de artikelen 2, 3, 4, 5, § 2, 21^{bis}, 21^{quater} en 22, die patiëntengegevens registreren en anoniem overzenden aan de minister tot wiens bevoegdheid Volksgezondheid behoort en aan het Wetenschappelijk Instituut voor de Volksgezondheid Louis Pasteur, kan een toelage toegekend worden binnen de grenzen van de op de begroting van het departement dat belast is met de toepassing van dit besluit, uitgetrokken kredieten.

§ 2. De Koning bepaalt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de aard en bestemming van deze gegevens, de overige voorwaarden waaraan de registratie van de gegevens en de voorwaarden waaraan bedoelde beoefenaars moeten beantwoorden, alsmede de voorwaarden voor de toekenning van de toelage. ».

Section 5. — Commission médicale

Art. 186. L'article 37, § 1^{er}, 2^o, *b*, du même arrêté, est complété par les alinéas suivants :

« Le praticien n'est pas libre de se soustraire délibérément à l'examen des experts.

Dans ce dernier cas, la commission médicale peut, par décision unanime, retirer le visa ou subordonner son maintien à l'acceptation par l'intéressé des limitations qu'elle lui impose pendant la période nécessaire à l'obtention de l'avis des experts. Cette période ne peut être jamais supérieure à trois mois, renouvelable.

Lorsque son inaptitude physique ou psychique est telle qu'elle fait craindre des conséquences graves pour les patients, la commission médicale peut, par décision unanime, retirer le visa ou subordonner son maintien à l'acceptation par l'intéressé des limitations qu'elle lui impose, pendant une période nécessaire à obtenir l'avis des experts. Cette période ne peut être jamais supérieure à deux mois, renouvelable.

Le retrait provisoire ou le maintien conditionnel du visa prend fin dès que la commission médicale a statué définitivement. ».

Art. 187. A l'article 43, § 2, 1^o, du même arrêté, les mots « chapitre I^{er} bis » sont remplacés par les mots « chapitre I^{er} ter ».

Section 6. — Pharmacies

Art. 188. Un article 4, § 3*bis*, est inséré dans le même arrêté :

« § 3*bis*. Par dérogation à l'article 4, § 3, le ministre de la Santé publique peut accorder à la personne morale chargée de la gestion et de l'exploitation du bâtiment de l'aéroport de Bruxelles-National, l'autorisation d'ouverture d'une officine accessible pour toutes les catégories de passagers dans la zone de transit du bâtiment de cet aéroport. L'autorisation est personnelle et intransmissible.

Toute infraction à la disposition précitée entraîne la nullité de cette autorisation.

Cette officine tombe sous l'application de la législation pharmaceutique belge.

Le Roi détermine la procédure régissant cette autorisation, ainsi que les conditions et les modalités auxquelles l'autorisation d'ouverture doit satisfaire. ».

Section 7. — Services de garde

Art. 189. A l'article 9 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

A) le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, modifié par la loi du 6 avril 1995, est complété comme suit :

« Aucun des praticiens visés aux articles 2, 3, 4 et 21*bis* et satisfaisant aux conditions exigées ne peut être exclu de ces services de garde, à condition que l'intéressé souscrive au règlement d'ordre intérieur et qu'il observe les règles déontologiques. »;

B) le § 1^{er}, alinéa 2, est complété comme suit :

« et un règlement d'ordre intérieur. »;

C) le § 2, alinéa 1^{er}, est complété comme suit :

« , et est habilitée à approuver les règlements d'ordre intérieur visés au § 1^{er} et à trancher les contestations en matière de services de garde. ».

CHAPITRE II. — Loi sur les hôpitaux

Art. 190. A l'article 9*bis* de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, inséré par la loi du 30 décembre 1988 et remplacé par la loi du 29 avril 1996, les mots « ou autres domaines » sont ajoutés après les mots « domaines de soins ».

Art. 191. Dans le Titre I^{er}, Chapitre I^{er}, de la même loi, est insérée une Section 8*bis*, libellée comme suit :

« Section 8*bis*. — Réseau et circuit de soins

Art. 9*ter*. — § 1^{er}. Pour l'application de cette loi, il faut entendre par :

1^o « réseau d'équipements de soins » : un ensemble de prestataires de soins, dispensateurs, institutions et services, qui offrent conjointement un ou plusieurs circuits de soins dans le cadre d'un accord de collaboration juridique *intra* et *extra muros* et ce, à l'intention d'un groupe cible de patients à définir par eux et dans un secteur à motiver par eux;

Afdeling 5. — Geneeskundige commissie

Art. 186. Artikel 37, § 1, 2^o, *b*, van hetzelfde besluit, wordt aangevuld met volgende leden :

« De beroepsbeoefenaar heeft niet de vrijheid om zich aan het onderzoek door de deskundigen te onttrekken.

In dat laatste geval kan de geneeskundige commissie, bij eenparige beslissing, het visum intrekken of het behoud ervan afhankelijk maken van het feit dat de betrokkene de beperkingen aanvaardt die hem/haar worden opgelegd gedurende de periode die nodig is om het advies van de deskundige in te winnen. Die periode mag nooit meer dan drie maanden, herhaalbaar, bedragen.

Wanneer zijn fysieke of psychische ongeschiktheid dusdanig is dat ernstige gevolgen voor de patiënten kunnen worden gevreesd, kan de geneeskundige commissie, bij eenparige beslissing, het visum intrekken of het behoud ervan afhankelijk maken van het feit dat de betrokkene de beperkingen aanvaardt die hem/haar worden opgelegd gedurende de periode die nodig is om het advies van de deskundige in te winnen. Die periode mag nooit meer dan twee maanden, herhaalbaar, bedragen.

De voorlopige intrekking of het voorwaardelijke behoud van het visum neemt een einde zodra de geneeskundige commissie een definitieve uitspraak heeft gedaan. ».

Art. 187. In artikel 43, § 2, 1^o, van hetzelfde besluit, worden de woorden « hoofdstuk I*bis* » vervangen door de woorden « hoofdstuk I*ter* ».

Afdeling 6. — Apotheken

Art. 188. Een artikel 4, § 3*bis*, wordt ingevoegd in hetzelfde besluit :

« § 3*bis*. In afwijking van artikel 4, § 3, kan de minister van Volksgezondheid aan de rechtspersoon, die belast is met het beheer en de exploitatie van het luchthavengebouw te Brussel-Nationaal, de vergunning toestaan voor de opening van een apotheek, bereikbaar voor alle categorieën van passagiers in de transitzone van dit luchthavengebouw. Deze vergunning is persoonlijk en niet overdraagbaar.

De overtreding van voorgaande bepaling brengt de nietigheid van deze vergunning mee.

De Belgische farmaceutische wetgeving is van toepassing op deze apotheek.

De Koning bepaalt de procedure betreffende deze vergunning, alsmede de voorwaarden en modaliteiten waaraan de openingstoelating moet voldoen. ».

Afdeling 7. — Wachtdiensten

Art. 189. In artikel 9 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) paragraaf 1, eerste lid, gewijzigd bij de wet van 6 april 1995, wordt aangevuld als volgt :

« Geen enkele beoefenaar, bedoeld in de artikelen 2, 3, 4 en 21*bis*, die voldoet aan de vereiste voorwaarden kan uitgesloten worden van deze wachtdiensten, op voorwaarde dat hij/zij het huishoudelijk reglement onderschrijft en zich houdt aan de deontologische regels. »;

B) paragraaf 1, tweede lid, wordt aangevuld als volgt :

« en een huishoudelijk reglement. »;

C) paragraaf 2, eerste lid, wordt aangevuld als volgt :

« , met inbegrip van de bevoegdheid om de huishoudelijke reglementen bedoeld in § 1 goed te keuren en geschillen inzake de wachtdiensten te beslechten. ».

HOOFDSTUK II. — Wet op de ziekenhuizen

Art. 190. In artikel 9*bis* van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, ingevoegd bij de wet van 30 december 1988 en vervangen bij de wet van 29 april 1996, worden na het woord « verzorgingsdomeinen » de woorden « of andere domeinen » ingevoegd.

Art. 191. In Titel I, Hoofdstuk I, van dezelfde wet, wordt een Afdeling 8*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Afdeling 8*bis*. — Netwerk en zorgcircuit

Art. 9*ter*. — § 1. Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder :

1^o « netwerk van zorgvoorzieningen » : een geheel van zorgaanbieders, zorgverstrekkers, instellingen en diensten, die samen, voor een door hen nader te omschrijven doelgroep van patiënten en binnen een door hen te motiveren gebiedsomschrijving, één of meerdere zorgcircuits aanbieden, in het kader van een instellingsoverstijgende juridisch geformaliseerde samenwerkingsovereenkomst;

2° « circuit de soins » : l'ensemble de programmes et autres équipements de soins, organisés par le biais d'un réseau, tel que visé au 1°, qui peuvent être parcourus par le groupe cible ou le sous-groupe cible visé au 1°.

§ 2. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, après avis du Conseil national des établissements hospitaliers, désigner les groupes cibles pour lesquels les soins doivent être offerts par un réseau d'équipements de soins. Le cas échéant, Il peut désigner les catégories de prestataires de soins qui font partie de ce réseau.

§ 3. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, étendre les dispositions de la présente loi, en tout ou en partie et moyennant les adaptations nécessaires, aux réseaux de soins visés au § 1^{er}, aux circuits de soins qui en font partie et aux différentes composantes du circuit de soins. ».

Art. 192. Les articles 9^{ter} et 9^{quater} de la même loi forment désormais, respectivement, les articles 9^{quater} et 9^{quinquies}.

Art. 193. Dans le Titre III, Chapitre I^{er}, de la même loi est insérée une section 6, libellée comme suit :

« Section 6. — Besoins par zone d'attraction

Art. 45bis. — Les hôpitaux qui souhaitent être repris dans la programmation ou obtenir un agrément ou une prorogation de celui-ci pour les services, fonctions, sections, services médicaux ou médico-techniques ou programmes de soins, à désigner par le Roi, doivent introduire une demande motivée qui prouve l'existence d'un besoin relatif à l'activité en question dans la zone d'attraction, laquelle peut être précisée par le Roi pour chaque type d'activité.

Cette preuve consiste en un rapport décrivant la situation au sein de la zone d'attraction dont question et en un plan pluriannuel précisant les actions à mener pour répondre au besoin constaté. ».

Art. 194. Un article 70^{ter}, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 70^{ter}. — Tout hôpital doit disposer d'un comité local d'éthique, étant entendu que le Roi peut définir les conditions dans lesquelles ce comité peut fonctionner dans le cadre d'un accord de collaboration entre hôpitaux.

Le comité exerce les missions suivantes, lorsque la demande lui en est adressée :

1° une mission d'accompagnement et de conseil concernant les aspects éthiques de la pratique des soins hospitaliers;

2° une mission d'assistance à la décision concernant les cas individuels;

3° une fonction d'avis sur tous protocoles d'expérimentations sur l'homme et le matériel reproductif humain.

Les missions visées ci-dessus peuvent être précisées par le Roi, après avis du Conseil national des établissements hospitaliers.

Le Roi peut, après avis du Conseil national des établissements hospitaliers, fixer les conditions, règles et modalités selon lesquelles la mission visée au 3° doit être exécutée conjointement par les comités d'éthique de plusieurs hôpitaux.

Le Roi fixe, après avis du Conseil national des établissements hospitaliers, la composition et le fonctionnement du comité local éthique. ».

Art. 195. Dans le Chapitre III du Titre III de la même loi, est insérée une section 8, libellée comme suit :

« Section 8. — Prestations hospitalières

Art. 76quinquies. — Le Roi peut, après avis du Conseil national des établissements hospitaliers, préciser par arrêté délibéré en Conseil des ministres des règles relatives aux actes médicaux dont l'exécution requiert un cadre hospitalier ou qui doivent être effectuées en dehors de celui-ci. ».

CHAPITRE III. — *Loi du 27 juin 1978 modifiant la législation sur les hôpitaux et relative à certaines autres formes de dispensation de soins*

Art. 196. A l'article 5 de la loi du 27 juin 1978 modifiant la législation sur les hôpitaux et relative à certaines autres formes de dispensation de soins, remplacé par la loi du 8 août 1980, modifié par l'arrêté royal n° 59 du 22 juillet 1982 et par la loi du 20 juillet 1990, la modification suivante est apportée :

— dans le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « , aux services de soins infirmiers à domicile » sont insérés entre les mots « services intégrés de soins à domicile » et « et aux maisons de repos agréées ».

2° « zorgcircuit » : het geheel van zorgprogramma's en andere zorgvoorzieningen, georganiseerd door middel van een netwerk zoals bedoeld in 1°, die de in 1° bedoelde doelgroep of subdoelgroep achtereenvolgens kan doorlopen.

§ 2. De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, na advies van de Nationale Raad voor ziekenhuisvoorzieningen, de doelgroepen aanduiden voor dewelke de zorg via een netwerk van zorgvoorzieningen moet aangeboden worden. In voorkomend geval kan Hij die categorieën van zorgaanbieders aanduiden die in ieder geval deel uitmaken van bedoeld netwerk.

§ 3. De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de bepalingen van deze wet geheel of gedeeltelijk, en met de nodige aanpassingen, uitbreiden tot de in § 1 bedoelde netwerken, tot de zorgcircuits die er deel van uitmaken en tot de onderdelen die het zorgcircuit samenstellen. ».

Art. 192. De huidige tekst van de artikelen 9^{ter} en 9^{quater} van dezelfde wet, vormen voortaan respectievelijk de artikelen 9^{quater} en 9^{quinquies}.

Art. 193. In Titel III, Hoofdstuk I, van dezelfde wet wordt een afdeling 6 ingevoegd, luidend als volgt :

« Afdeling 6. — Behoeft per wervingsgebied

Art. 45bis. — De ziekenhuizen die een opname in de programmering of erkenning of verlenging van erkenning wensen te bekomen voor de door de Koning aan te duiden diensten, functies, afdelingen, medische of medisch-technische diensten of zorgprogramma's, moeten een gemotiveerde aanvraag indienen die de behoefte aan de betrokken activiteit bewijst binnen een wervingsgebied die, per soort van activiteit, door de Koning nader kan worden omschreven.

Voormelde aanvraag bestaat uit een rapport dat de huidige situatie binnen bedoeld wervingsgebied uiteenzet evenals uit een meerjarenplan dat de te voeren acties, om aan de vastgestelde behoefte te beantwoorden, omschrijft. ».

Art. 194. In dezelfde wet wordt een artikel 70^{ter} ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 70^{ter}. — Ieder ziekenhuis moet beschikken over een plaatselijk ethisch comité, met dien verstande dat de Koning de voorwaarden kan omschrijven onder dewelke bedoeld comité via een samenwerkingsakkoord tussen ziekenhuizen mag aangeboden worden.

Het comité oefent volgende opdrachten uit telkens het een verzoek in die zin ontvangt :

1° een begeleidende en raadgevende opdracht met betrekking tot de ethische aspecten van de ziekenhuiszorg;

2° een ondersteunende opdracht bij beslissingen over individuele gevallen inzake ethiek;

3° een adviserende opdracht met betrekking tot alle protocollen inzake experimenten op mensen en op reproductief menselijk materiaal.

De hierboven bedoelde opdrachten kunnen door de Koning, na advies van de Nationale Raad voor ziekenhuisvoorzieningen, nader worden gepreciseerd.

De Koning kan, na advies van de Nationale Raad voor ziekenhuisvoorzieningen, de voorwaarden, regelen en modaliteiten bepalen onder dewelke de in 3° bedoelde opdracht gezamenlijk dient uitgevoerd te worden door de ethische comités van meerdere ziekenhuizen.

De Koning bepaalt, na advies van de Nationale Raad voor ziekenhuisvoorzieningen, de samenstelling en de werking van het plaatselijk ethisch comité. ».

Art. 195. In Hoofdstuk III van Titel III van dezelfde wet, wordt een afdeling 8 ingevoegd, luidend als volgt :

« Afdeling 8. — Ziekenhuisgebonden prestaties

Art. 76quinquies. — De Koning kan na advies van de Nationale Raad voor ziekenhuisvoorzieningen, bij een in Ministerraad overlegd besluit, nadere regelen bepalen inzake medische handelingen die het kader van een ziekenhuis vereisen of die daarbuiten dienen verricht te worden. ».

HOOFDSTUK III. — *Wet van 27 juni 1978 tot wijziging van de wetgeving op de ziekenhuizen en betreffende sommige andere vormen van verzorging*

Art. 196. In artikel 5 van de wet van 27 juni 1978 tot wijziging van de wetgeving op de ziekenhuizen en betreffende sommige andere vormen van verzorging, vervangen bij de wet van 8 augustus 1980, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 59 van 22 juli 1982 en de wet van 20 juli 1990, wordt volgende wijziging aangebracht :

— in § 1, eerste lid, worden tussen de woorden « geïntegreerde diensten voor thuisverzorging » en « en aan erkende rustoorden » de woorden « , diensten voor thuisverpleging » ingevoegd.

TITRE V. — Statut social des indépendants

CHAPITRE I^{er}. — Modifications de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants

Art. 197. A l'article 15, § 2, alinéa 2, 2°, de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, les mots « l'âge de 65 ans ou 60 ans, selon qu'il s'agit d'un homme ou une femme » sont remplacés par les mots « l'âge de la pension, tel que défini aux articles 3, § 1^{er}, et 16 de l'arrêté royal du 30 janvier 1997 relatif au régime de pension des travailleurs indépendants, en application des articles 15 et 27 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, et de l'article 3, § 1^{er}, 4°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne ».

Art. 198. L'article 17, alinéa 1^{er}, du même arrêté, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les travailleurs indépendants, qui estiment se trouver dans le besoin ou dans une situation voisine de l'état de besoin, peuvent demander dispense totale ou partielle des cotisations dues en vertu des articles 12, § 1^{er}, et 13, en s'adressant à la commission visée à l'article 22. ».

Art. 199. A l'article 21bis du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, alinéa 2, les mots « des différents régimes et secteurs du statut social des travailleurs indépendants » sont remplacés par les mots « de la gestion financière globale du statut social des travailleurs indépendants, visée à l'article 2, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 18 novembre 1996 visant l'introduction d'une gestion financière globale dans le statut social des travailleurs indépendants, en application du chapitre I^{er} du titre VI de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions »;

2° le § 2 est abrogé.

Art. 200. Les articles 197 et 199 produisent leurs effets respectivement le 1^{er} juillet 1997 et le 1^{er} janvier 1997.

CHAPITRE II. — Modifications aux lois des 26 juin 1992 et 30 décembre 1992 portant des dispositions sociales et diverses

Art. 201. Un article 78bis, rédigé comme suit, est inséré dans la loi du 26 juin 1992 portant des dispositions sociales et diverses :

« Art. 78bis. — § 1^{er}. Les sociétés qui, au moyen d'une attestation délivrée par l'Administration des contributions directes, peuvent prouver qu'elles n'ont exercé en 1992 aucune activité commerciale ou civile, ne sont pas redevables de la cotisation unique.

§ 2. L'Administration des contributions directes est tenue de fournir à chaque intéressé les informations et les attestations requises pour l'application du présent chapitre, sans porter de frais en compte. ».

Art. 202. L'article 89, § 3, de la loi du 30 décembre 1992 portant des dispositions sociales et diverses est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. L'Administration des contributions directes est tenue de fournir à chaque intéressé les informations et attestations requises pour l'application du présent chapitre, sans porter de frais en compte. ».

Art. 203. Un article 92bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 92bis. — Les sociétés qui, au moyen d'une attestation délivrée par l'Administration des contributions directes, peuvent prouver qu'elles n'ont exercé aucune activité commerciale ou civile pendant une ou plusieurs années civiles complètes, ne sont pas redevables de la cotisation visée à l'article 91 pour les années concernées. ».

TITEL V. — Sociaal statuut der zelfstandigen

HOOFDSTUK I. — Wijzigingen aan het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen

Art. 197. In artikel 15, § 2, tweede lid, 2°, van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen worden de woorden « de leeftijd van 65 of 60 jaar bereikt, naargelang het een man of een vrouw betreft » vervangen door de woorden « de pensioenleeftijd bereikt, zoals bepaald in de artikelen 3, § 1, en 16 van het koninklijk besluit van 30 januari 1997 betreffende het pensioenstelsel der zelfstandigen, met toepassing van de artikelen 15 en 27 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, en van artikel 3, § 1, 4°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie ».

Art. 198. Artikel 17, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen door het volgende lid :

« De zelfstandigen, die menen dat zij zich in staat van behoefte bevinden of in een toestand die de staat van behoefte benadert, kunnen volledige of gedeeltelijke vrijstelling vragen van de bijdragen verschuldigd met toepassing van de artikelen 12, § 1, en 13, door zich te wenden tot de in artikel 22 voorziene commissie. ».

Art. 199. In artikel 21bis van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, tweede lid, worden de woorden « van de verschillende stelsels en sectoren van het sociaal statuut der zelfstandigen » vervangen door de woorden « van het globaal financieel beheer van het sociaal statuut der zelfstandigen, bedoeld in artikel 2, eerste lid, van het koninklijk besluit van 18 november 1996 strekkende tot invoering van een globaal financieel beheer in het sociaal statuut der zelfstandigen, met toepassing van hoofdstuk I van titel VI, van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels »;

2° § 2 wordt opgeheven.

Art. 200. De artikelen 197 en 199 hebben uitwerking met ingang van respectievelijk 1 juli 1997 en 1 januari 1997.

HOOFDSTUK II. — Wijzigingen aan de wetten van 26 juni 1992 en van 30 december 1992 houdende sociale en diverse bepalingen

Art. 201. In de wet van 26 juni 1992 houdende sociale en diverse bepalingen wordt een artikel 78bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 78bis. — § 1. De vennootschappen, die door middel van een attest afgeleverd door de Administratie der directe belastingen, kunnen bewijzen dat zij in 1992 geen enkele handels- of burgerrechtelijke activiteit hebben uitgeoefend, zijn de eenmalige bijdrage niet verschuldigd.

§ 2. De Administratie der directe belastingen is ertoe gehouden, zonder aanrekening van kosten, iedere belanghebbende de nodige inlichtingen en attesten te verstrekken voor de toepassing van dit hoofdstuk. ».

Art. 202. Artikel 89, § 3, van de wet van 30 december 1992 houdende sociale en diverse bepalingen wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 3. De Administratie der directe belastingen is ertoe gehouden, zonder aanrekening van kosten, iedere belanghebbende de nodige inlichtingen en attesten te verstrekken voor de toepassing van dit hoofdstuk. ».

Art. 203. Een artikel 92bis, luidend als volgt, wordt ingevoegd in dezelfde wet :

« Art. 92bis. — De vennootschappen, die door middel van een attest afgeleverd door de Administratie der directe belastingen, kunnen bewijzen dat zij gedurende één of meerdere volledige kalenderjaren geen handels- of burgerrechtelijke activiteit hebben uitgeoefend, zijn de in artikel 91 bedoelde bijdrage voor de betrokken jaren niet verschuldigd. ».

CHAPITRE III. — *Admission du conjoint-aidant du travailleur indépendant au régime de la pension complémentaire et instauration d'une garantie de continuité en matière de paiement des primes dans ce régime*

Art. 204. A l'article 52bis de l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants, inséré par l'arrêté royal du 26 mars 1981 et modifié par la loi du 14 décembre 1989, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er} est complété par l'alinéa suivant :

« Les conjoints aidants visés à l'article 7, 1°, de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, auxquels une quote-part des bénéfices et des profits a été attribuée à titre de revenus de cette activité, en application de l'article 86 du Code des impôts sur les revenus 1992, et qui se sont assujettis volontairement au régime de l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, secteur des indemnités, sont également admis, dans les conditions fixées par le Roi, par un arrêté délibéré en Conseil des ministres, à conclure un contrat d'assurance afin de se constituer soit une pension de retraite, soit une pension de retraite et de survie en faveur du conjoint survivant. »;

2° au § 2, alinéa 1^{er}, les mots : « visé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, » sont insérés entre les mots « travailleur indépendant » et « doit verser une cotisation »;

3° le § 2 est complété par l'alinéa suivant :

« Par dérogation aux alinéas précédents, le travailleur indépendant peut verser une cotisation égale à 7 % des deux tiers du revenu minimum visé à l'article 12, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté royal n° 38 précité. »;

4° il est inséré un § 2bis, rédigé comme suit :

« § 2bis. Aux fins de se constituer la pension visée au § 1^{er}, alinéa 2, le conjoint aidant doit verser une cotisation à la caisse d'assurances sociales à laquelle est affilié le travailleur indépendant. Celle-ci transmet la cotisation à l'organisme assureur.

Cette cotisation est égale à 7 % des deux tiers du revenu minimum visé à l'article 12, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté royal n° 38 précité. »;

5° le § 3 est complété par l'alinéa suivant :

« La disposition de l'alinéa 1^{er} n'est pas d'application aux cotisations visées au § 2bis. ».

Art. 205. A l'article 145¹ du Code des impôts sur les revenus 1992, inséré par la loi du 28 décembre 1992, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « aux articles 145² à 145¹⁶ » sont remplacés par les mots « aux articles 145² à 145^{16bis} »;

2° il est ajouté un 6° rédigé comme suit :

« 6° à titre de cotisations pour la pension libre de conjoint aidant d'un travailleur indépendant. ».

Art. 206. Au titre II, chapitre III, section I^{re}, sous-section IIbis, du même Code, il est inséré, sous un point G, intitulé « Cotisations pour la pension libre de conjoint aidant d'un travailleur indépendant », un article 145^{16bis}, rédigé comme suit :

« Art. 145^{16bis}. — Il est accordé une réduction d'impôt calculée sur le montant des cotisations payées en application de l'article 52bis, § 2bis, de l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants. ».

Art. 207. L'article 171, 2°, a), du même Code, inséré par la loi du 28 décembre 1992 et abrogé par la loi du 24 décembre 1993, est rétabli dans la rédaction suivante :

« a) les capitaux liquidés à l'expiration normale du contrat ou au décès de l'assuré et les valeurs de rachat liquidées au cours d'une des cinq années qui précèdent l'expiration normale du contrat et pour autant que ces capitaux et valeurs de rachat soient alloués à raison de pensions libres pour lesquelles une réduction d'impôt visée à l'article 145^{16bis} a été accordée; ».

Art. 208. Les dispositions du présent chapitre entrent en vigueur le 1^{er} avril 1999.

HOOFDSTUK III. — *Toelating van de meewerkende echtgenoot van de zelfstandige tot het stelsel van het aanvullend pensioen voor zelfstandigen en instelling van een continuïteitsgarantie inzake de premiebetalings in dit stelsel*

Art. 204. In artikel 52bis van het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 26 maart 1981 en gewijzigd bij de wet van 14 december 1989, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt aangevuld met het volgende lid :

« De meewerkende echtgenoten bedoeld in artikel 7, 1°, van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen, aan wie, bij toepassing van artikel 86 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, een deel van de winst en de baten als meewerkinkomen werd toegekend en die zich vrijwillig hebben onderworpen aan de regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, sector der uitkeringen, worden eveneens toegelaten, onder de door de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit, bepaalde voorwaarden, een verzekeringscontract te sluiten teneinde hetzij een rustpensioen, hetzij een rustpensioen en een overlevingspensioen ten voordele van de overlevende echtgenoot te vormen. »;

2° in § 2, eerste lid, worden tussen de woorden « dient de » en « zelfstandige » de woorden « in § 1, eerste lid, bedoelde » ingevoegd;

3° paragraaf 2 wordt aangevuld met het volgende lid :

« In afwijking van de voorgaande leden, kan de zelfstandige een bijdrage storten die gelijk is aan 7 % van de twee derden van het in artikel 12, § 1, tweede lid, van voormeld koninklijk besluit nr. 38 bedoelde minimuminkomen. »;

4° een § 2bis, luidend als volgt, wordt ingevoegd :

« § 2bis. Om het in § 1, tweede lid, bedoelde pensioen samen te stellen dient de meewerkende echtgenoot een bijdrage te storten bij het sociaal verzekeringsfonds waarbij de zelfstandige is aangesloten. Dit laatste maakt de bijdrage over aan de verzekeringsinstelling.

Deze bijdrage is gelijk aan 7 % van de twee derden van het in artikel 12, § 1, tweede lid, van voormeld koninklijk besluit nr. 38 bedoelde minimuminkomen. »;

5° paragraaf 3 wordt aangevuld met het volgende lid :

« De bepaling van het eerste lid is niet van toepassing op de bijdragen bedoeld in § 2bis. ».

Art. 205. In artikel 145¹, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, ingevoegd bij de wet van 28 december 1992, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « in de artikelen 145² tot 145¹⁶ » worden vervangen door de woorden « 145² tot 145^{16bis} »;

2° een 6°, luidend als volgt, wordt toegevoegd :

« 6° als bijdragen voor het vrij pensioen van meewerkende echtgenoot van een zelfstandige. ».

Art. 206. In titel II, hoofdstuk III, afdeling I, onderafdeling IIbis, van hetzelfde Wetboek wordt onder een punt G, met als opschrift « Bijdragen voor het vrij pensioen van meewerkende echtgenoot van een zelfstandige », een artikel 145^{16bis} ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 145^{16bis}. — Er wordt een belastingvermindering verleend, berekend op het bedrag van de bijdragen betaald met toepassing van artikel 52bis, § 2bis, van het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen. ».

Art. 207. Artikel 171, 2°, a), van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 28 december 1992 en opgeheven door de wet van 24 december 1993, wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

« a) de kapitalen die worden vereffend bij het normaal verstrijken van het contract of bij het overlijden van de verzekerde en de afkoopwaarden die worden vereffend in één der vijf jaren die aan het normaal verstrijken van het contract voorafgaan en voor zover die kapitalen en afkoopwaarden worden uitgekeerd uit hoofde van vrije pensioenen waarvoor een in artikel 145^{16bis} bedoelde belastingvermindering werd verleend; ».

Art. 208. De bepalingen van dit hoofdstuk treden in werking op 1 april 1999.

TITRE VI. — Pensions

CHAPITRE 1^{er}. — Pensions des travailleurs indépendants

Art. 209. L'article 4, § 2, de l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants, remplacé par l'arrêté royal du 1^{er} juin 1984, est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. En vue de l'octroi de la pension de survie, la déclaration d'absence du conjoint, conformément à l'article 115 du Code civil, vaut preuve de son décès. Le conjoint absent est censé être décédé à la date à laquelle la décision judiciaire de déclaration d'absence est coulée en force de chose jugée. ».

Art. 210. L'article 9, § 1^{er}, alinéa 2, du même arrêté, remplacé par la loi du 15 mai 1984 et modifié par l'arrêté royal n° 416 du 16 juillet 1986, est complété comme suit :

« ou en application de l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, a), de la loi du 20 juillet 1990 instaurant un âge flexible de la retraite pour les travailleurs salariés et adaptant les pensions des travailleurs salariés à l'évolution du bien-être général, ou en application de l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, a), de l'arrêté royal du 23 décembre 1996 portant exécution des articles 15, 16 et 17, de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux de pensions. ».

Art. 211. L'article 31, 5°, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« 5° les cas dans lesquels ces prestations sont suspendues pour les bénéficiaires détenus en prison ou placés dans les établissements de défense sociale; ».

Art. 212. L'article 41, alinéa 2, du même arrêté, remplacé par la loi du 9 juin 1970 et modifié par l'arrêté royal du 13 janvier 1971, est remplacé par la disposition suivante :

« Les actes juridiques administratifs contestés doivent, à peine de déchéance, être soumis au tribunal du travail compétent dans les trois mois de leur notification. ».

CHAPITRE II. — Pensions des travailleurs salariés

Section 1^{re}. — Modifications à l'arrêté royal du 23 décembre 1996

Art. 213. Un article *4bis*, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté royal du 23 décembre 1996 portant exécution des articles 15, 16 et 17, de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions :

« Art. *4bis*. — La demande de pension de survie vaut également, le cas échéant, demande de pension de retraite lorsque le conjoint survivant a atteint l'âge prévu à l'article 2 ou 3 du présent arrêté ou lorsqu'il atteint cet âge dans les douze mois suivant la date à laquelle cette demande a été introduite.

La demande de pension de retraite introduite par un conjoint survivant vaut également, le cas échéant, demande de pension de survie. ».

Section 2. — Modifications à l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967

Art. 214. L'article 16, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, modifié par la loi du 5 juin 1970, est complété comme suit :

« Le conjoint absent est présumé décédé à la date à laquelle la décision judiciaire de déclaration d'absence est coulée en force de chose jugée. ».

Art. 215. L'article 31, alinéa 1^{er}, 5°, du même arrêté, est remplacé comme suit :

« 5° les cas dans lesquels les prestations du présent arrêté sont suspendues à l'égard des bénéficiaires détenus dans les prisons ou internés dans les établissements de défense sociale, ainsi que la durée de la suspension. ».

TITEL VI. — Pensioenen

HOOFDSTUK I. — Pensioenen voor zelfstandigen

Art. 209. Artikel 4, § 2, van het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen, vervangen door het koninklijk besluit van 1 juni 1984, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. Met het oog op de toekenning van het overlevingspensioen geldt de verklaring van afwezigheid van de echtgenoot, overeenkomstig artikel 115 van het Burgerlijk Wetboek, als bewijs van zijn overlijden. De afwezige echtgenoot wordt geacht overleden te zijn op de datum van de in kracht van gewijsde gegane rechterlijke uitspraak van verklaring van afwezigheid. ».

Art. 210. Artikel 9, § 1, tweede lid, van hetzelfde besluit, vervangen door de wet van 15 mei 1984 en gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 416 van 16 juli 1986, wordt aangevuld als volgt :

« of met toepassing van artikel 3, § 1, eerste lid, a), van de wet van 20 juli 1990 tot instelling van een flexibele pensioenleeftijd voor werknemers en tot aanpassing van de werknemerspensioenen aan de evolutie van het algemeen welzijn, of met toepassing van artikel 5, § 1, eerste lid, a), van het koninklijk besluit van 23 december 1996 tot uitvoering van de artikelen 15, 16 en 17, van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels. ».

Art. 211. Artikel 31, 5°, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 5° de gevallen waarin die uitkeringen geschorst worden voor gerechtigden die zijn opgesloten in de gevangenis of geplaatst zijn in de instellingen tot bescherming van de maatschappij; ».

Art. 212. Artikel 41, tweede lid, van hetzelfde besluit, vervangen door de wet van 9 juni 1970 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 januari 1971, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De bestreden administratieve rechtshandelingen moeten, op straffe van verval, binnen drie maanden vanaf de kennisgeving ervan aan de bevoegde arbeidsrechtbank voorgelegd worden. ».

HOOFDSTUK II. — Pensioenen voor werknemers

Afdeling 1. — Wijzigingen aan het koninklijk besluit van 23 december 1996

Art. 213. Een artikel *4bis*, luidend als volgt, wordt in het koninklijk besluit van 23 december 1996 tot uitvoering van de artikelen 15, 16 en 17, van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, ingevoegd :

« Art. *4bis*. — De aanvraag om een overlevingspensioen geldt in voorkomend geval eveneens als aanvraag om rustpensioen indien de langstlevende echtgenoot de leeftijd, bedoeld in artikel 2 of 3 van dit besluit, heeft bereikt of deze bereikt binnen de twaalf maanden na de datum waarop bedoelde aanvraag om overlevingspensioen werd ingediend.

De aanvraag om rustpensioen, ingediend door de langstlevende echtgenoot, geldt, in voorkomend geval, eveneens als een aanvraag om overlevingspensioen. ».

Afdeling 2. — Wijzigingen aan het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967

Art. 214. Artikel 16, § 1, eerste lid, van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, gewijzigd bij de wet van 5 juni 1970, wordt aangevuld als volgt :

« De afwezige echtgenoot wordt geacht overleden te zijn op de datum van de in kracht van gewijsde gegane rechterlijke uitspraak van verklaring van afwezigheid. ».

Art. 215. Artikel 31, eerste lid, 5°, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« 5° de gevallen waarin de uitkeringen van dit besluit geschorst zijn voor de gerechtigden die in de gevangenis opgesloten of in instellingen tot bescherming van de maatschappij opgenomen zijn, alsmede de duur van de schorsing. ».

Art. 216. L'article 37 du même arrêté, est remplacé comme suit :

« Art. 37. — Les dépenses résultant de l'application du présent arrêté et des législations relatives aux pensions de retraite et de survie des ouvriers, des employés, des ouvriers mineurs et des marins navigant sous pavillon belge, pour autant qu'elles ne se rapportent pas aux rentes, sont couvertes par :

1° les cotisations visées à l'article 3, alinéa 3, du présent arrêté;

2° les bénéfices annuels de gestion réalisés dans le cadre des régimes de capitalisation unifiés et harmonisés par la loi du 28 mai 1971 réalisant l'unification et l'harmonisation des régimes de capitalisation institués dans le cadre des lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré;

3° l'intervention annuelle du Fonds national de retraite des ouvriers mineurs ou de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, lorsqu'il aura repris les droits et obligations du Fonds national de retraite des ouvriers mineurs, en raison de la réduction de leurs charges, suite à l'abaissement des vingt-sept ans de travail au fond à vingt-cinq ans pour obtenir une pension de retraite dans le régime de pension pour travailleurs salariés;

4° les réserves mathématiques, augmentées de la partie correspondante du fonds de réserve, afférente à toute rente visée à l'article 8, § 3, de la loi du 28 mai 1971 réalisant l'unification et l'harmonisation des régimes de capitalisation institués dans le cadre des lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré.

Le transfert des réserves visées s'opère dans les délais et selon les modalités fixés par le Roi;

5° les retenues effectuées en application de l'arrêté royal n° 33 du 30 mars 1982 relatif à une retenue sur les indemnités d'invalidité et les prépensions;

6° la cotisation spéciale à charge de l'employeur instaurée par l'article 268 de la loi programme du 22 décembre 1989;

7° la cotisation spéciale visée à l'article 22 de l'arrêté royal du 3 novembre 1969 déterminant pour le personnel navigant de l'aviation civile les règles spéciales pour l'ouverture du droit à la pension et les modalités spéciales d'application de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, de la loi du 20 juillet 1990 instaurant un âge flexible de la retraite pour les travailleurs salariés et adaptant les pensions des travailleurs salariés à l'évolution du bien-être général et de l'arrêté royal du 23 décembre 1996 portant exécution des articles 15, 16 et 17, de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions;

8° les cotisations visées à l'article 8 et l'allocation visée à l'article 10 de l'arrêté royal du 27 juillet 1971 déterminant pour les journalistes professionnels les règles spéciales pour l'ouverture du droit à la pension et les modalités spéciales d'application de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, de la loi du 20 juillet 1990 instaurant un âge flexible de la retraite pour les travailleurs salariés et adaptant les pensions des travailleurs salariés à l'évolution du bien-être général et de l'arrêté royal du 23 décembre 1996 portant exécution des articles 15, 16 et 17, de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions;

9° le remboursement effectué par l'Etat en vertu de l'article 5, alinéa 1^{er}, 1°, de l'arrêté royal du 27 décembre 1977 portant exécution du chapitre III, section 5 — Prépension spéciale pour chômeurs âgés — et du chapitre V, section 6 — Prépension spéciale pour invalides âgés — de la loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978;

10° les revenus de placements effectués par l'Office national des pensions dans le cadre du régime de la répartition;

11° la retenue visée à l'article 68, § 5, de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, modifié par l'arrêté royal du 16 décembre 1996 modifiant la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, en application des articles 15, 6° et 49, de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions et des articles 2, § 1^{er} et 3, § 1^{er}, 4° et § 2, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne;

12° les autres recettes légales et réglementaires;

Art. 216. Artikel 37 van hetzelfde besluit, wordt vervangen als volgt :

« Art. 37. — De uitgaven voortvloeiend uit de toepassing van dit besluit en uit de wetgevingen inzake rust- en overlevingspensioenen voor arbeiders, bedienden, mijnwerkers en zeevarenden onder Belgische vlag, voor zover zij geen betrekking hebben op de renten, worden gedekt door :

1° de bijdragen bedoeld bij artikel 3, derde lid, van dit besluit;

2° de jaarlijkse beheerswinsten verwezenlijkt in het raam van de kapitalisatiestelsels eengemaakt en geharmoniseerd bij de wet van 28 mei 1971 tot verwezenlijking van de eenmaking en de harmonisering van de kapitalisatiestelsels ingericht in het raam van de wetten betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood;

3° de jaarlijkse bijdrage van het Nationaal Pensioenfonds voor mijnwerkers of van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, van zodra het de rechten en verplichtingen van het Nationaal Pensioenfonds voor mijnwerkers heeft overgenomen, ingevolge de vermindering van hun lasten wegens het terugbrengen van zevenentwintig jaar ondergrondse arbeid tot vijftientwintig jaar om een rustpensioen te bekomen in de pensioenregeling voor werknemers;

4° de wiskundige reserves, vermeerderd met het overeenstemmend gedeelte van het reservefonds dat betrekking heeft op elke rente, bedoeld in artikel 8, § 3, van de wet van 28 mei 1971 tot verwezenlijking van de eenmaking en de harmonisering van de kapitalisatiestelsels ingericht in het raam van de wetten betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood.

De overdracht van de bedoelde reserves geschiedt binnen de termijnen en volgens de modaliteiten door de Koning bepaald;

5° de inhoudingen verricht in toepassing van het koninklijk besluit nr. 33 van 30 maart 1982 betreffende een inhouding op invaliditeitsuitkeringen en brugpensioenen;

6° de bijzondere werkgeversbijdrage, ingevoerd bij artikel 268 van de programmawet van 22 december 1989;

7° de bijkomende bijdrage bedoeld bij artikel 22 van het koninklijk besluit van 3 november 1969 houdende vaststelling voor het vliegende personeel van de burgerlijke luchtvaart, van de bijzondere regelen betreffende het ingaan van het pensioenrecht en van de bijzondere toepassingsmodaliteiten van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioenen voor werknemers, van de wet van 20 juli 1990 tot instelling van een flexibele pensioenleeftijd voor werknemers en tot aanpassing van de werknemerspensioenen aan de evolutie van het algemeen welzijn en van het koninklijk besluit van 23 december 1996 tot uitvoering van de artikelen 15, 16 en 17, van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels;

8° de bijdragen bedoeld bij artikel 8 en de toelage bedoeld bij artikel 10 van het koninklijk besluit van 27 juli 1971 tot vaststelling voor de beroepsjournalisten van de bijzondere regelen betreffende het ingaan van het recht op pensioen en van de bijzondere toepassingsmodaliteiten van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende de rust- en overlevingspensioenen voor werknemers, van de wet van 20 juli 1990 tot instelling van een flexibele pensioenleeftijd voor werknemers en tot aanpassing van de werknemerspensioenen aan de evolutie van het algemeen welzijn en van het koninklijk besluit van 23 december 1996 tot uitvoering van de artikelen 15, 16 en 17, van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels;

9° de terugbetaling gedaan door het Rijk bedoeld bij artikel 5, eerste lid, 1°, van het koninklijk besluit van 27 december 1977 tot uitvoering van het hoofdstuk III, afdeling 5 — Bijzonder brugpensioen voor oudere werklozen — en van het hoofdstuk V, afdeling 6 — Bijzonder brugpensioen voor bejaarde invaliden — van de wet van 22 december 1977 betreffende de budgettaire voorstellen 1977-1978;

10° de inkomsten uit beleggingen gedaan door de Rijksdienst voor pensioenen in het raam van het repartitiestelsel;

11° de afhouding bedoeld bij artikel 68, § 5, van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 december 1996 tot wijziging van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen, met toepassing van de artikelen 15, 6° en 49, van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels en van de artikelen 2, § 1 en 3, § 1, 4° en § 2, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie;

12° de andere wettelijke en reglementaire ontvangsten;

13° le solde égal à la différence sur la base de trésorerie entre les dépenses et les recettes propres, à financer par l'ONSS-Gestion globale en vertu de l'article 24 de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, modifié par l'article 8 de l'arrêté royal du 8 août 1997 portant des mesures en vue du développement de la gestion globale, en application de l'article 9 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions et de l'article 3, § 1^{er}, 4°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne. ».

Art. 217. L'article 49bis, alinéa 3, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal n° 513 du 27 mars 1987, est remplacé comme suit :

« Le Conseil peut lui déléguer, dans les limites qu'il détermine, les pouvoirs prévus à l'article 60bis, § 2, alinéas 4 et 5. ».

Art. 218. L'article 60bis, § 1^{er}, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal n° 513 du 27 mars 1987 et modifié par la loi du 22 février 1998, est complété par l'alinéa suivant :

« Le commissaire du gouvernement et le représentant du ministre des Finances assistent aux réunions du Conseil, avec voix consultative. ».

Art. 219. L'article 60bis, § 3, 4°, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal n° 513 du 27 mars 1987, est remplacé comme suit :

« 4° les limites dans lesquelles il peut déléguer à l'administrateur général le pouvoir visé au § 2, avant-dernier et dernier alinéas, du présent article. ».

Section 3. — Modification à la loi du 13 juin 1966

Art. 220. L'article 21 de la loi du 13 juin 1966 relative à la pension de retraite et de survie des ouvriers, des employés, des marins navigant sous pavillon belge, des ouvriers mineurs et des assurés libres, est remplacé comme suit :

« Art. 21. — § 1^{er}. Pour l'application du présent article, on entend :
1° par prestations :

a) les pensions de retraite, de veuve et de survie et les fournitures de charbon y afférentes ou leur contre-valeur en espèces, l'allocation de chauffage et les pécules de vacances, octroyés dans les régimes de pension pour ouvriers, employés, ouvriers mineurs, marins navigant sous pavillon belge et travailleurs salariés;

b) les pensions d'invalidité et les fournitures de charbon y afférentes ou leur contre-valeur en espèces, l'allocation de chauffage et les pécules de vacances octroyés dans le régime de pension d'invalidité pour ouvriers mineurs;

c) les majorations de rente de vieillesse et de veuve et le revenu garanti;

d) les allocations de vieillesse pour employés et les allocations de veuve et d'orphelin d'employés;

e) les allocations complémentaires, les allocations de complément du revenu garanti aux personnes âgées, ainsi que les allocations pour l'aide d'une tierce personne, à l'exception de celles attribuées aux bénéficiaires d'une allocation ordinaire ou spéciale, visée dans la loi du 27 juin 1969 relative à l'octroi d'allocations aux handicapés;

f) les avances sur les prestations qui sont payées par l'organisme payeur avant la décision fixant les droits définitifs;

g) les rentes de vieillesse et de veuve constituées par les versements obligatoires effectués conformément aux dispositions énumérées à l'article 1^{er} de la loi du 28 mai 1971 réalisant l'unification et l'harmonisation des régimes de capitalisation institués dans le cadre des lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré;

2° par organisme payeur :

a) le Fonds national de retraite des ouvriers mineurs ou l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, lorsqu'il aura repris les droits et obligations du Fonds national de retraite des ouvriers mineurs, en ce qui concerne les avantages visés au 1°, b, ou, le cas échéant, au f;

b) l'Office national des pensions en ce qui concerne les avantages visés au 1°, a, c, d, e, le cas échéant, au f et g.

Le Roi peut modifier l'alinéa 1^{er}.

13° het saldo, gelijk aan het verschil op thesauriebasis tussen de uitgaven en de eigen inkomsten, te financieren door de RSZ-Globaal beheer overeenkomstig artikel 24 van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, gewijzigd bij het artikel 8 van het koninklijk besluit van 8 augustus 1997 houdende maatregelen met het oog op de uitbouw van het globaal beheer, met toepassing van artikel 9 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels en van artikel 3, § 1, 4°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie. ».

Art. 217. Artikel 49bis, derde lid, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 513 van 27 maart 1987, wordt vervangen als volgt :

« Binnen de perken die hij vaststelt kan de Raad hem de bevoegdheden, voorzien bij artikel 60bis, § 2, vierde en vijfde lid, overdragen. ».

Art. 218. Artikel 60bis, § 1, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 513 van 27 maart 1987 en gewijzigd bij de wet van 22 februari 1998, wordt aangevuld met het volgende lid :

« De regeringscommissaris en de afgevaardigde van de minister van Financiën wonen met raadgevende stem de vergaderingen van de Raad bij. ».

Art. 219. Artikel 60bis, § 3, 4°, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 513 van 27 maart 1987, wordt vervangen als volgt :

« 4° de perken voorziet binnen dewelke hij de bij § 2, voorlaatste en laatste lid, van dit artikel beoogde bevoegdheid kan overdragen aan de administrateur-generaal. ».

Afdeling 3. — Wijziging aan de wet van 13 juni 1966

Art. 220. Artikel 21 van de wet van 13 juni 1966 betreffende het rust en overlevingspensioen voor arbeiders, bedienden, zeevarenden onder Belgische vlag, mijnwerkers en vrijwillig verzekerden, wordt vervangen als volgt :

« Art. 21. — § 1. Voor de toepassing van dit artikel wordt verstaan :
1° onder prestaties :

a) de rust-, weduwen- en overlevingspensioenen en de erbij verleende steenkolenbedelingen of hun tegenwaarde in geld, de verwarmingstoelage en de vakantiegelden, toegekend in de pensioenregelingen voor arbeiders, bedienden, mijnwerkers, zeevarenden onder Belgische vlag en werknemers;

b) de invaliditeitspensioenen en de erbij verleende steenkolenbedelingen of hun tegenwaarde in geld, de verwarmingstoelage en de vakantiegelden, toegekend in de invaliditeitspensioenregeling voor mijnwerkers;

c) de ouderdoms- en weduwenrentebijlagen en het gewaarborgd inkomen;

d) de ouderdomstoelagen voor bedienden en de toelagen voor weduwen en wezen van bedienden;

e) de aanvullende tegemoetkomingen, de tegemoetkomingen ter aanvulling van het gewaarborgd inkomen voor bejaarden, alsmede de tegemoetkomingen voor hulp van derde, behalve deze verleend aan de rechthebbende op een gewone of bijzondere tegemoetkoming beoogd in de wet van 27 juni 1969 betreffende het toekennen van tegemoetkomingen aan mindervaliden;

f) de voorschotten op de prestaties die door de uitbetalingsinstelling worden uitbetaald vóór de beslissing die de definitieve rechten vaststelt;

g) de ouderdoms- en weduwenrenten gevestigd door verplichte storting verricht overeenkomstig de bepalingen opgesomd in artikel 1 van de wet van 28 mei 1971 tot verwezenlijking van de eenmaking en de harmonisering van de kapitalisatiestelsels ingericht in het raam van de wetten betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood;

2° onder uitbetalingsinstelling :

a) het Nationaal Pensioenfonds voor mijnwerkers of het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, van zodra het de rechten en verplichtingen van het Nationaal Pensioenfonds voor mijnwerkers heeft overgenomen, wat betreft de in 1°, b, of, in voorkomend geval, in f bedoelde voordelen;

b) de Rijksdienst voor pensioenen wat betreft de in 1°, a, c, d, e, in voorkomend geval, f en g bedoelde voordelen.

De Koning kan het eerste lid wijzigen.

§ 2. En cas de paiement indu d'une prestation, l'organisme payeur est seul compétent, d'une part, pour récupérer l'indu et, d'autre part, pour renoncer, soit d'initiative, soit à la demande du bénéficiaire, en tout ou en partie à la récupération.

L'organisme payeur doit notifier sa décision de récupération au bénéficiaire; il ne peut exécuter cette décision qu'après expiration d'un délai d'un mois. Si le bénéficiaire introduit sa demande de renonciation avant l'expiration de ce mois, cette requête suspend la récupération jusqu'à ce que le Conseil pour le paiement des prestations ou le Comité de gestion de l'organisme payeur statue sur cette demande.

§ 3. L'action en répétition de prestations payées indûment se prescrit par six mois à compter de la date à laquelle le paiement a été effectué.

Lorsque le paiement indu trouve son origine dans l'octroi ou la majoration d'un avantage accordé par un pays étranger ou d'un avantage dans un autre régime que celui visé au § 1^{er}, l'action en répétition se prescrit par six mois à compter de la date de la décision octroyant ou majorant les avantages précités.

Le délai fixé aux alinéas 1^{er} et 2 est porté à cinq ans lorsque les sommes indues ont été obtenues par des manoeuvres frauduleuses ou par des déclarations fausses ou sciemment incomplètes. Il en est de même en ce qui concerne les sommes payées indûment par suite de l'abstention du débiteur de produire une déclaration prescrite par une disposition légale ou réglementaire ou résultant d'un engagement souscrit antérieurement.

Toutefois, les dispositions du § 2, alinéa 2, et du présent paragraphe, alinéas 1^{er} à 3, ne font pas obstacle à la récupération de l'indu sur les sommes échues au sens de l'article 1410, § 4, du Code judiciaire, qui ne sont pas payées au bénéficiaire et à son conjoint, non séparé au moment de la naissance de la dette.

§ 4. Outre les cas prévus au Code civil, la prescription est interrompue par la réclamation des paiements indus notifiée au débiteur par lettre recommandée à la poste ou par la décision rectificative dûment notifiée à l'intéressé par l'autorité administrative chargée de la fixation des droits.

La prescription doit être interrompue à nouveau dans les six mois s'écoulant après le dernier acte de récupération.

§ 5. Sauf dans les cas visés au § 3, alinéa 3, l'action en répétition de prestations payées indûment s'éteint au décès de celui à qui elles ont été payées si à ce moment la réclamation du paiement indu ne lui avait pas été notifiée.

Toutefois, cette disposition ne fait pas obstacle à la récupération de l'indu sur les sommes échues non payées au défunt ou à son conjoint, au sens de l'article 1410, § 4, du Code judiciaire.

§ 6. Lorsque des avantages en nature ont été liquidés indûment, la récupération s'effectue en espèces. Le Roi détermine la valeur en espèces de ces avantages.

§ 7. Toutes les administrations publiques, tous les organismes chargés de l'application d'une législation sur la sécurité sociale, les accidents du travail et les maladies professionnelles, ainsi que les bénéficiaires de prestations, leurs mandataires, leurs héritiers ou ayants droit sont tenus de communiquer aux organismes payeurs, sur simple réquisition et sans déplacement, tout document dont la tenue est imposée par la législation sociale en vigueur et à leur fournir tous renseignements utiles à l'accomplissement de leur mission.

§ 8. Les contestations portant sur l'application des dispositions du présent article sont de la compétence des tribunaux du travail.

La contestation de la réclamation de l'indu doit, à peine de déchéance, être soumise au tribunal du travail compétent dans les trois mois de la notification.

Sous peine de nullité, la notification visée à l'alinéa précédent doit faire état de la possibilité d'intenter une action devant le tribunal du travail et du délai qui doit être respecté en la matière.

L'action introduite devant le tribunal du travail n'est pas suspensive de l'exécution de la décision administrative.

§ 2. Wanneer een prestatie onverschuldigd werd betaald, is enkel het betaalorgaan bevoegd om, enerzijds, het onverschuldigde terug te vorderen en anderzijds, hetzij op eigen initiatief, hetzij op aanvraag van de gerechtigde, geheel of gedeeltelijk af te zien van de terugvordering.

Het betaalorgaan moet zijn beslissing tot terugvordering betekenen aan de gerechtigde; het kan deze beslissing enkel uitvoeren na het verstrijken van een termijn van een maand. Indien de gerechtigde zijn aanvraag tot verzaking indient voor het verstrijken van die maand, dan schorst zijn verzoek de terugvordering tot de Raad voor uitbetaling van de voordelen of het Beheerscomité van het betaalorgaan uitspraak doet over die aanvraag.

§ 3. De terugvordering van de ten onrechte uitbetaalde prestaties verjaart door verloop van zes maanden te rekenen vanaf de datum waarop de uitbetaling is gebeurd.

Wanneer de onverschuldigde uitbetaling haar oorsprong vindt in de toekenning of de verhoging van een buitenlands voordeel of van een voordeel in een andere regeling dan deze bedoeld in § 1, verjaart de terugvordering door verloop van zes maanden te rekenen vanaf de datum van de beslissing die de voornoemde voordelen toekent of verhoogt.

De in het eerste en in het tweede lid vastgestelde termijn wordt op vijf jaar gebracht, wanneer de onverschuldigde sommen werden verkregen door bedrieglijke handelingen of door valse of welbewust onvolledige verklaringen. Dit geldt eveneens ten aanzien van de sommen die ten onrechte werden uitbetaald wegens het niet afleggen, door de schuldenaar, van een verklaring die is voorgeschreven door een wets- of verordenende bepaling of die volgt uit een vroeger aangegane verbintenis.

De bepalingen van § 2, tweede lid, en van het eerste tot het derde lid van onderhavige paragraaf vormen echter geen beletsel voor de terugvordering van het onverschuldigd uitbetaalde op de vervallen bedragen in de zin van artikel 1410, § 4, van het Gerechtelijk Wetboek, die niet uitbetaald worden aan de gerechtigde, noch aan zijn op het ogenblik van het ontstaan van de schuld niet gescheiden echtgenoot.

§ 4. Buiten de gevallen waarin is voorzien in het Burgerlijk Wetboek, wordt de verjaring gestuit door de terugvordering van het onverschuldigd uitbetaalde, door middel van een ter post aangetekend aan de schuldenaar betekend schrijven of door de behoorlijk gedane betekening van de verbeterde beslissing aan de betrokkene door de administratieve overheid belast met het vaststellen van de rechten.

De verjaring moet binnen een termijn van zes maanden na de laatste daad tot terugvordering opnieuw gestuit worden.

§ 5. Behalve in de in § 3, derde lid, beoogde gevallen, vervalt de terugvordering van onverschuldigd uitbetaalde prestaties bij het overlijden van degene aan wie zij werden uitbetaald zo op dat ogenblik de terugvordering van het onverschuldigd uitbetaalde hem niet was betekend.

Deze bepaling verhindert nochtans niet de terugvordering van het onverschuldigd uitbetaalde op de vervallen en aan de overledene of aan zijn echtgenoot niet uitgekeerde bedragen, in de zin van artikel 1410, § 4, van het Gerechtelijk Wetboek.

§ 6. Ingeval voordelen in natura onverschuldigd werden verstrekt, gebeurt de terugvordering in speciën. De Koning bepaalt de waarde in speciën van deze voordelen.

§ 7. Alle overheidsdiensten, alle instellingen die belast zijn met de toepassing van een wetgeving betreffende de sociale zekerheid, de arbeidsongevallen en de beroepsziekten, alsook de gerechtigden op verstrekingen, hun lasthebbers, hun erfgenamen of rechtverkrijgenden zijn verplicht aan de uitbetalingsinstellingen, op eenvoudig verzoek en zonder verplaatsing, alle stukken voor te leggen die krachtens de geldende wetgeving inzake sociale zekerheid moeten worden bijgehouden en aan deze instellingen alle voor de uitoefening van hun opdracht nuttige inlichtingen te verschaffen.

§ 8. De betwistingen die betrekking hebben op de toepassing van de bepalingen van dit artikel, vallen onder de bevoegdheid van de arbeidsgerechten.

De betwisting van de terugvordering van het onverschuldigd uitbetaalde moet op straf van verval binnen de drie maanden van de betekening worden voorgelegd aan de bevoegde arbeidsrechtbank.

Op straffe van nietigheid moet de in het vorig lid beoogde betekening gewag maken van de mogelijkheid om een vordering in te leiden voor de arbeidsrechtbank en van de termijn die terzake moet worden geëerbiedigd.

De vordering ingeleid voor de arbeidsrechtbank werkt niet schorrend voor de uitvoering van de administratieve beslissing.

L'appel des jugements rendus par les tribunaux du travail peut être introduit par lettre recommandée à la poste adressée au greffe de la cour du travail compétente.

Section 4. — Modification à la loi du 5 août 1968

Art. 221. A l'article 1^{er} de la loi du 5 août 1968 établissant certaines relations entre les régimes de pensions du secteur public et ceux du secteur privé, modifié par les lois des 20 juin 1975, 20 juillet 1991 et 22 février 1998, sont apportées les modifications suivantes :

- a) dans l'alinéa 1^{er}, le 1° et le 2° sont supprimés;
- b) l'alinéa 2 est remplacé comme suit :

« Le Roi peut fixer les modalités d'application de l'alinéa précédent. ».

Art. 222. L'article 221 produit ses effets le 1^{er} janvier 1997.

CHAPITRE III. — *Dispositions diverses*

Section 1^{re}. — Modifications au Code judiciaire

Art. 223. L'article 1410, § 4, du Code judiciaire, modifié par les lois des 12 mai 1971 et 31 juillet 1984, l'arrêté royal du 23 octobre 1989, la loi du 20 juillet 1991 et les arrêtés royaux des 19 mai 1995 et 20 février 1997, est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. Par dérogation aux dispositions des §§ 1^{er} et 2, les prestations payées indûment soit à l'aide des ressources de l'Office national de sécurité sociale, de l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales, du Fonds national de retraite des ouvriers mineurs, de la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins, du Fonds des maladies professionnelles, du Fonds des accidents du travail, des organismes publics ou privés chargés de l'application de la législation relative au statut social des travailleurs indépendants ou de l'Office de sécurité sociale d'outre-mer, soit à l'aide des ressources inscrites au budget du ministère des Affaires sociales ou de celles inscrites au budget des pensions en vue de l'octroi de revenu garanti aux personnes âgées, soit à l'aide des ressources en vue de l'octroi du minimum de moyens d'existence ou d'une allocation de même nature inscrites au budget du ministère des Affaires sociales et de celles inscrites aux budgets des centres publics d'aide sociale, peuvent être récupérées d'office à concurrence de 10 % de chaque prestation ultérieure fournie au débiteur de l'indu ou à ses ayants droit.

Pour la détermination de ces 10 %, le montant de cette prestation est augmenté, le cas échéant, de la prestation correspondante accordée en vertu d'une ou de plusieurs réglementations étrangères.

Lorsque la récupération visée aux alinéas 1^{er}, 3 et 4, ne peut plus être effectuée par l'organisme ou le service créancier à défaut de prestation encore due par lui, elle peut être opérée d'office à la demande de celui-ci, par un organisme ou service versant l'une des prestations visées au § 1^{er}, 2°, 3°, 4°, 5° et 8°, à concurrence de 10 % du montant de celle-ci.

Lorsque le paiement indu a été obtenu frauduleusement, la récupération d'office peut porter sur l'intégralité des prestations fournies ultérieurement qui sont de même nature ou qui sont versées par le même organisme ou service.

Lorsque les prestations familiales ont été obtenues indûment suite à une négligence ou à une omission de l'attributaire ou de l'allocataire, la récupération peut porter sur l'intégralité des prestations familiales dues ultérieurement au même allocataire.

Si le débiteur ou ses ayants droit prouvent que le revenu, calculé selon les principes établis dans la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence, est inférieur ou devient inférieur, suite à la récupération d'office, au montant du minimum de moyens d'existence selon les diverses catégories comme prévu dans la même loi, la récupération est selon le cas suspendue ou limitée.

Pour la vérification des pièces soumises, les organismes disposent de la compétence d'examen des moyens d'existence.

Toutes les administrations publiques fédérales, tous les organismes chargés de l'application d'une législation sur la sécurité sociale, les accidents du travail et les maladies professionnelles, les centres publics d'aide sociale, ainsi que les bénéficiaires, leurs mandataires, leurs héritiers ou ayants droit sont tenus de communiquer aux organismes et services de paiement, sur simple réquisition, tout document utile.

Het beroep tegen de vonnissen, geveld door de arbeidsrechtbanken, kan bij ter post aangetekend schrijven gericht aan de griffie van het bevoegde arbeidshof ingediend worden.

Afdeling 4. — Wijziging aan de wet van 5 augustus 1968

Art. 221. In artikel 1 van de wet van 5 augustus 1968 tot vaststelling van een zeker verband tussen de pensioenstelsels van de openbare sector en die van de privé-sector, gewijzigd bij de wetten van 20 juni 1975, 20 juli 1991 en 22 februari 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- a) in het eerste lid worden het 1° en 2° geschrapt;
- b) het tweede lid wordt vervangen als volgt :

« De Koning kan de toepassingsmodaliteiten van het voorgaand lid vaststellen. ».

Art. 222. Artikel 221 heeft uitwerking vanaf 1 januari 1997.

HOOFDSTUK III. — *Diverse bepalingen*

Afdeling 1. — Wijzigingen aan het Gerechtelijk Wetboek

Art. 223. Artikel 1410, § 4, van het Gerechtelijk Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 12 mei 1971 en 31 juli 1984, het koninklijk besluit van 23 oktober 1989, de wet van 20 juli 1991 en de koninklijke besluiten van 19 mei 1995 en 20 februari 1997, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 4. In afwijking van de bepalingen van de §§ 1 en 2, kunnen de prestaties die ten onrechte uitgekeerd zijn uit de middelen van de Rijksdienst voor maatschappelijke zekerheid, van de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, van het Nationaal Pensioenfonds voor mijnwerkers, van de Hulp- en Voorzorgskas voor zeevarenden, van het Fonds voor de beroepsziekten, van het Fonds voor arbeidsongevallen, van openbare of particuliere instellingen belast met de toepassing van de wetgeving betreffende het sociaal statuut van de zelfstandigen of van de dienst voor Overzeese Sociale Zekerheid, hetzij uit de middelen die ingeschreven zijn in de begroting van het ministerie van Sociale Zaken of uit die ingeschreven in de begroting van de pensioenen met het oog op de toekenning van het gewaarborgd inkomen voor bejaarden, hetzij uit middelen dienstig voor de toekenning van het bestaansminimum of een gelijkaardige uitkering ingeschreven in de begroting van het ministerie van Sociale Zaken en uit die ingeschreven in de begrotingen van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, ambtshalve teruggevorderd worden ten belope van 10 % van iedere latere prestatie die aan de debiteur van het onverschuldigde bedrag of aan zijn rechthebbenden wordt uitgekeerd.

Voor het bepalen van deze 10 % wordt het bedrag van die prestatie desgevallend verhoogd met de overeenkomstige prestatie die krachtens één of meerdere buitenlandse regelingen wordt genoten.

Wanneer de in het eerste, derde en vierde lid, bedoelde terugvordering, niet meer kan worden uitgevoerd door de instelling of door de uitbetalingsdienst bij gebrek aan nog te betalen prestaties, kan die terugvordering op haar verzoek ambtshalve worden uitgevoerd door een instelling of dienst die één der prestaties bedoeld in § 1, 2°, 3°, 4°, 5° en 8° verschuldigd is, ten belope van 10 % van dat bedrag.

Werd de betaling ten onrechte bedrieglijk verkregen, dan kan de ambtshalve terugvordering slaan op het geheel van de latere prestaties van éénzelfde aard of die door dezelfde instelling of dienst worden uitgekeerd.

Werden de gezinsbijslagen ten onrechte verkregen ingevolge een nalatigheid of een verzuim van de rechthebbende of van de bijslagtrekkende, dan kan de terugvordering slaan op het geheel van de gezinsbijslag die later verschuldigd is aan dezelfde bijslagtrekkende.

Indien de debiteur of zijn rechthebbenden het bewijs leveren dat het inkomen, zoals berekend volgens de principes vastgelegd in de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum, lager ligt of komt te liggen ingevolge de ambtshalve terugvordering dan het bedrag van het bestaansminimum naargelang de onderscheiden categorieën vastgelegd in dezelfde wet, wordt de terugvordering naargelang het geval geschorst of beperkt.

Ter verificatie van de voorgelegde stukken beschikken de instellingen over de bevoegdheid om een onderzoek naar de bestaansmiddelen te voeren.

Alle federale overheidsdiensten, alle instellingen die belast zijn met de toepassing van een wetgeving betreffende de sociale zekerheid, de arbeidsongevallen en de beroepsziekten, de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, alsook de gerechtigden, hun lasthebbers, hun erfgenamen of rechtverkrijgenden zijn verplicht aan de instellingen en uitbetalingsdiensten, op eenvoudig verzoek, alle dienstige stukken voor te leggen.

L'organisme ou le service payeur d'un avantage prévu aux §§ 1^{er} et 2, et obtenu avec effet rétroactif, peut déduire des sommes échues et non encore payées, au profit de l'organisme ou du service qui a payé indûment, le montant des prestations fournies antérieurement et qui ne peuvent être cumulées avec lesdits avantages.

Lorsqu'un bénéficiaire de pension a renoncé avec effet rétroactif, en raison de l'octroi d'une pension de retraite ou de survie à charge d'un régime belge de sécurité sociale, aux allocations perçues en vertu de l'article 7 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 relatif à la sécurité sociale des travailleurs, l'Office national de l'emploi est subrogé d'office et pour le montant des allocations perçues, dans le droit du bénéficiaire de pension aux montants de pension qui lui sont dus.

Lorsqu'un bénéficiaire d'allocations visées à l'article 7 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 relatif à la sécurité sociale des travailleurs a renoncé avec effet rétroactif, en raison de l'octroi de ces allocations, à une pension de retraite ou de survie, l'Office national des pensions est subrogé d'office et pour le montant de la pension perçue, dans le droit du bénéficiaire des allocations aux montants des allocations qui lui sont dus. ».

Art. 224. L'article 1410 du même Code, est complété par un § 5, rédigé comme suit :

« § 5. L'organisme ou le service qui fait application du § 4, alinéa 2, le porte à la connaissance du débiteur par lettre recommandée à la poste. Cette lettre mentionne sous peine de nullité :

- 1° le montant à récupérer ainsi que le mode de calcul de ce montant;
- 2° la possibilité d'introduire un recours devant la juridiction compétente;
- 3° l'organisme ou le service auquel la récupération est demandée, ainsi que les modalités de récupération.

L'organisme ou le service fournit, par simple lettre, à l'organisme ou au service auquel la récupération est demandée :

- 1° les données nécessaires pour identifier le débiteur;
- 2° le montant de l'indu à récupérer et les modalités de récupération;
- 3° la date de la notification visée à l'alinéa précédent;
- 4° toute modification des éléments visés ci-dessus.

L'organisme ou le service auquel la récupération est demandée communique au débiteur, par envoi ordinaire :

- 1° le nom de l'organisme ou du service d'où provient la demande de récupération ainsi que le montant et les modalités de celle-ci;
- 2° la date à partir de laquelle l'indu sera récupéré.

La date visée à l'alinéa 3, 2°, doit être postérieure de trois mois à la date de la notification visée à l'alinéa 1^{er}.

Le recours visé à l'alinéa 1^{er}, 2°, est porté devant le tribunal du travail compétent dans les trois mois de la date de présentation du pli recommandé, et ce, à peine de forclusion. ».

Art. 225. L'article 1410 du même Code, est complété par un § 6, rédigé comme suit :

« § 6. L'organisme ou le service qui procède à une récupération d'office en vertu du § 4, alinéa 1^{er}, 3 ou 4, et qui est saisi d'une demande fondée sur l'alinéa 2 du même paragraphe, donne suite à celle-ci après avoir récupéré sa propre créance.

Lorsque plusieurs organismes ou services introduisent auprès d'un même organisme ou service une demande fondée sur le § 4, alinéa 2, la récupération d'office s'opère d'abord en faveur de l'organisme ou du service le plus diligent. ».

Section 2. — Revenu garanti aux personnes âgées

Art. 226. A l'article 16, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 1^{er} avril 1969 instituant un revenu garanti aux personnes âgées, remplacé par la loi du 5 juin 1970, les mots « dans le mois » sont remplacés par les mots « dans les trois mois ».

Section 3. — Dispositions communes

Art. 227. A l'article 11, § 1^{er}, c), de la loi du 21 mai 1991 établissant certaines relations entre des régimes belges de pension et ceux d'institutions de droit international public, modifié par la loi du 17 février 1997, les mots « tant en vertu de la législation belge applicable qu' » sont supprimés.

Art. 228. L'article 227 produit ses effets le 1^{er} juillet 1997.

De instelling of dienst die een voordeel uitbetaalt, voorzien in §§ 1 en 2, en met terugwerkende kracht verkregen, kan van de vervallen en nog niet uitbetaalde bedragen het bedrag van de eerdere prestaties die niet samen met bedoelde voordelen mogen worden genoten, afhouden ten voordele van de instelling of dienst die ten onrechte uitbetaald heeft.

Indien een pensioengerechtigde, omwille van de toekenning van een rust- of overlevingspensioen lastens een Belgische sociale zekerheidsregeling, met terugwerkende kracht aan een met toepassing van artikel 7 van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders uitbetaald voordeel verzaakt, treedt de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening, van rechtswege en tot beloop van de ontvangen uitkeringen, in de rechten van de pensioengerechtigde op de hem verschuldigde pensioenbedragen.

Indien een gerechtigde op uitkeringen bedoeld in artikel 7 van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, omwille van de toekenning van die uitkeringen, met terugwerkende kracht verzaakt aan een rust- of overlevingspensioen, treedt de Rijksdienst voor pensioenen, van rechtswege en tot beloop van het ontvangen pensioen, in de rechten van de uitkeringsgerechtigde op de hem verschuldigde uitkeringsbedragen. ».

Art. 224. Artikel 1410 van hetzelfde Wetboek, wordt aangevuld met een § 5, luidend als volgt :

« § 5. De instelling of de dienst die § 4, tweede lid, toepast, brengt de debiteur hiervan op de hoogte, bij een ter post aangetekend schrijven. Deze brief vermeldt op straffe van nietigheid :

- 1° het terug te vorderen bedrag evenals de berekeningswijze van dat bedrag;
- 2° de mogelijkheid om beroep aan te tekenen bij de bevoegde rechtbank;
- 3° de instelling of de dienst waaraan de terugvordering gevraagd wordt, evenals de terugvorderingsmodaliteiten.

De instelling of de dienst bezorgt, bij gewone brief, aan de instelling of de dienst waaraan de terugvordering wordt gevraagd :

- 1° de nodige gegevens ter identificering van de debiteur;
- 2° het bedrag van het terug te vorderen onverschuldigde bedrag en de terugvorderingsmodaliteiten;
- 3° de datum van de in voorgaand lid bedoelde notificatie;
- 4° elke wijziging van de hiervoor vermelde elementen.

De instelling of de dienst waaraan de terugvordering wordt gevraagd, stelt de debiteur, bij gewone brief, in kennis van :

- 1° de naam van de instelling of de dienst die om de terugvordering heeft verzocht evenals het bedrag en de modaliteiten ervan;
- 2° de datum vanaf dewelke het onverschuldigde bedrag zal worden ingehouden.

De datum bedoeld in het derde lid, 2°, moet drie maanden later zijn dan de datum van de in het eerste lid bedoelde notificatie.

Het beroep bedoeld in het eerste lid, 2°, wordt, op straffe van verval, binnen de drie maanden na de dag van aanbidding van het aangetekend schrijven ingediend bij de bevoegde arbeidsrechtbank. ».

Art. 225. Artikel 1410 van hetzelfde Wetboek, wordt aangevuld met een § 6, luidend als volgt :

« § 6. De instelling of de dienst die ambtshalve een terugvordering uitvoert krachtens § 4, eerste, derde of vierde lid, en waaraan een verzoek is gericht op grond van het tweede lid van dezelfde paragraaf, geeft hieraan gevolg nadat zij haar eigen schuld heeft teruggevorderd.

Wanneer meerdere instellingen of diensten bij éénzelfde instelling of dienst een verzoek indienen op grond van § 4, tweede lid, wordt de ambtshalve terugvordering eerst uitgevoerd ten gunste van de meest gereede instelling of dienst. ».

Afdeling 2. — Gewaarborgd inkomen voor bejaarden

Art. 226. In artikel 16, § 1, tweede lid, van de wet van 1 april 1969 tot instelling van een gewaarborgd inkomen voor bejaarden, vervangen bij de wet van 5 juni 1970, worden de woorden « binnen de maand » vervangen door de woorden « binnen de drie maanden ».

Afdeling 3. — Gemeenschappelijke bepalingen

Art. 227. In artikel 11, § 1, c), van de wet van 21 mei 1991 tot vaststelling van een zeker verband tussen Belgische pensioenregelingen en die van instellingen van internationaal publiek recht, gewijzigd bij de wet van 17 februari 1997, worden de woorden « , zowel krachtens de toepasselijke Belgische wetgeving als » geschrapt.

Art. 228. Artikel 227 heeft uitwerking met ingang van 1 juli 1997.

Art. 229. Dans l'article 68quinquies, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, inséré par l'arrêté royal du 16 décembre 1996 modifiant la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, en application des articles 15, 6° et 49, de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions et des articles 2, § 1^{er} et 3, § 1^{er}, 4° et § 2, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, les mots « qui paie un capital après le 28 février 1997 et » sont insérés entre les mots « L'organisme débiteur » et les mots « qui ne respecte pas les obligations ».

Art. 230. L'article 229 produit ses effets le 1^{er} janvier 1997.

CHAPITRE IV. — Pensions du secteur public

Section 1^{re}. — Mandats et suppléments de traitement

Art. 231. A l'article 8 de la loi générale sur les pensions civiles et ecclésiastiques du 21 juillet 1844, remplacé par la loi du 21 mai 1991, sont apportées les modifications suivantes :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. La pension de retraite est liquidée à raison, pour chaque année de service, de 1/60e du traitement de référence.

Le traitement de référence est le traitement moyen des cinq dernières années de la carrière ou de toute la durée de la carrière si celle-ci est inférieure à cinq ans. Ce traitement moyen est établi sur la base des traitements tels qu'ils sont fixés dans les échelles de traitement attachées aux fonctions dans lesquelles l'intéressé a été nommé à titre définitif. Si, durant la période définie ci-avant, l'intéressé, nommé à titre définitif dans une fonction, exerce une autre fonction dans laquelle il n'est pas nommé à titre définitif, seuls les traitements attachés à la fonction dans laquelle il est nommé à titre définitif sont pris en compte. Si l'intéressé n'était pas nommé à titre définitif durant toute la période définie ci-avant, les traitements attachés aux fonctions exercées à titre temporaire ou contractuel avant la nomination à titre définitif sont également pris en compte mais, dans ce cas, ces traitements ne peuvent être supérieurs à ceux qui auraient été attribués si ces services temporaires ou contractuels avaient été prestés dans la fonction dans laquelle l'intéressé a été nommé à titre définitif. Lorsque, dans une fonction de promotion, la nomination à titre définitif ne peut intervenir qu'au terme d'une période probatoire et qu'au terme de cette période l'intéressé est nommé à titre définitif dans cette fonction de promotion, il est censé avoir été nommé à titre définitif dès le début de la période probatoire.

Pour l'application de la présente loi est assimilé à une nomination à titre définitif, le mandat attribué en application soit de l'article 74bis de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, soit de l'article 22 de l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, assimiler à une nomination à titre définitif d'autres mandats de nature analogue qu'il désigne.

Pour la détermination du traitement de référence visé à l'alinéa 2, il est, le cas échéant, également tenu compte des suppléments de traitement définis au § 2 qui sont attachés aux fonctions dans lesquelles l'intéressé a été nommé à titre définitif ou dans lesquelles l'intéressé a, conformément aux articles 182 et 261 du Code judiciaire, été désigné. Ces suppléments sont pris en compte pour les périodes durant lesquelles ils ont été effectivement accordés et à concurrence du ou des montants octroyés au cours de ces mêmes périodes. Toutefois, si le supplément de traitement est accordé sous la forme d'un certain pourcentage du traitement, le supplément à prendre en compte est établi sur la base de l'échelle de traitement qui a ou aurait été attribuée dans les conditions prévues par le statut pécuniaire en vigueur à la date de prise de cours de la pension et à concurrence du ou des pourcentages effectivement octroyés.

Par dérogation à l'alinéa 4 :

1° si, en raison d'un congé assimilé à l'activité de service, d'une mise en disponibilité ou d'une interruption de carrière partielle ou totale, un supplément de traitement a été réduit dans la même proportion que le traitement ou a été suspendu, le supplément à prendre en compte est celui qui aurait été attribué si le traitement n'avait pas été réduit ou suspendu;

Art. 229. In artikel 68quinquies, § 1, tweede lid, van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 16 december 1996 tot wijziging van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen, met toepassing van de artikelen 15, 6° en 49, van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels en van de artikelen 2, § 1 en 3, § 1, 4° en § 2, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie worden de woorden « die een kapitaal betaalt na 28 februari 1997 en » ingevoegd tussen de woorden « De uitbetaling-sinstelling » en de woorden « die de bij artikel 68, § 5, vierde lid, opgelegde verplichtingen ».

Art. 230. Artikel 229 heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1997.

HOOFDSTUK IV. — Pensioenen van de openbare sector

Afdeling 1. — Mandaten en weddebijlagen

Art. 231. In artikel 8 van de algemene wet op de burgerlijke en kerkelijke pensioenen van 21 juli 1844, vervangen bij de wet van 21 mei 1991, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. Het rustpensioen wordt vereffend naar rata, voor elk jaar dienst, van 1/60 van de referentiewedde.

De referentiewedde is de gemiddelde wedde van de laatste vijf jaar van de loopbaan of van de volledige duur van de loopbaan als die minder dan vijf jaar bedraagt. Deze gemiddelde wedde wordt bepaald op basis van de wedden zoals deze vastgelegd zijn in de weddeschalen die verbonden zijn aan de ambten waarin betrokkene vast was benoemd. Indien betrokkene, die vast is benoemd in een ambt, gedurende de hierboven bepaalde periode een ander ambt uitoefent waarin hij niet vast is benoemd, worden alleen de wedden verbonden aan het ambt waarin hij vast is benoemd, in aanmerking genomen. Indien betrokkene niet vast was benoemd tijdens gans de hierboven bepaalde periode, worden de wedden verbonden aan de tijdelijk of contractueel uitgeoefende ambten die aan de vaste benoeming voorafgaan, eveneens in aanmerking genomen. In dat geval mogen die wedden evenwel niet hoger zijn dan die welke toegekend zouden zijn geweest indien deze tijdelijke of contractuele diensten door betrokkene zouden gepresteerd zijn in het ambt waarin hij vast was benoemd. Indien de vaste benoeming in een bevorderingsambt pas kan plaatsvinden na een proefperiode en betrokkene na die periode vast wordt benoemd in dat bevorderingsambt, wordt hij geacht vanaf het begin van de proefperiode vast benoemd te zijn.

Voor de toepassing van deze wet wordt met een vaste benoeming gelijkgesteld, het mandaat verleend met toepassing hetzij van artikel 74bis van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, hetzij van artikel 22 van het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhankelijk zijn. De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, andere mandaten van vergelijkbare aard die Hij aanwijst, met een vaste benoeming gelijkstellen.

Voor het bepalen van de in het tweede lid bedoelde referentiewedde wordt in voorkomend geval eveneens rekening gehouden met de in § 2 bepaalde weddebijlagen die verbonden zijn aan de ambten waarin betrokkene vast was benoemd of waarin betrokkene overeenkomstig de artikelen 182 en 261 van het Gerechtelijk Wetboek was aangewezen. Deze bijlagen worden in aanmerking genomen voor de perioden gedurende welke zij werkelijk werden toegekend en ten belope van het bedrag of de bedragen die gedurende diezelfde perioden toegekend werden. Indien de weddebijslag toegekend wordt onder de vorm van een zeker percentage van de wedde, wordt de in aanmerking te nemen bijslag evenwel vastgesteld op grond van de weddeschaal die werd toegekend of zou toegekend zijn onder de voorwaarden bepaald door het geldelijk statuut dat van kracht is op de ingangsdatum van het pensioen en ten belope van het percentage of de percentages die werkelijk toegekend werden.

In afwijking van het vierde lid :

1° is de in aanmerking te nemen bijslag diegene die zou toegekend zijn als de wedde niet was verminderd of geschorst, indien een weddebijslag omwille van een met dienstactiviteit gelijkgesteld verlof, van een terbeschikkingstelling of een gedeeltelijke of volledige loopbaanonderbreking werd verminderd in dezelfde verhouding als de wedde of werd geschorst;

2° si un supplément de traitement est en tout ou en partie incorporé dans l'échelle de traitement, le supplément ou la partie de supplément qui est incorporé n'est pas pris en compte.

Pour la détermination du traitement de référence visé à l'alinéa 2 :

1° les avantages en nature ne sont pas pris en compte, à l'exception toutefois de ceux accordés aux personnes nommées à titre définitif ou désignées en qualité de concierges pour lesquelles ces avantages entrent en ligne de compte selon les modalités fixées par le Roi;

2° l'échelle de traitement attachée à la fonction de conservateur des hypothèques est remplacée par le maximum de l'échelle de traitement attachée à la fonction de directeur régional à l'Administration de la TVA, de l'enregistrement et des domaines. »;

2° il est inséré un paragraphe 2, rédigé comme suit :

« § 2. Pour l'application du § 1^{er}, alinéa 4, les suppléments de traitement suivants sont pris en compte :

1° le supplément de traitement prévu par l'article 152bis de la loi du 15 juin 1899 comprenant le titre II du Code de procédure pénale militaire;

2° la bonification d'ancienneté accordée en application de l'arrêté royal du 22 avril 1952 relatif aux bonifications d'ancienneté prévues par l'article 13 de la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947, par la loi du 14 février 1955 et par l'arrêté royal n° 6 du 21 janvier 1957;

3° les allocations annuelles prévues par l'article 46 de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire de l'Etat;

4° les suppléments de traitement accordés en application de l'article 3, §§ 2 et 3 de la loi du 5 avril 1955 relative aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat;

5° la partie mobile des rétributions prévue par l'arrêté royal du 3 août 1955 déterminant les conditions de travail et le régime des rétributions du personnel spécial du pilotage de l'Administration de la Marine, à concurrence du montant prévu par l'article 10, § 1^{er}, de cet arrêté;

6° la bonification de traitement accordée en application de l'arrêté royal du 15 avril 1965 accordant une bonification de traitement à certains membres du personnel rétribué par l'Etat dont l'entrée en service a été notablement retardée par la guerre 1940-1945;

7° le complément de traitement accordé en application de l'article 25 de l'arrêté royal du 19 septembre 1967 relatif au statut administratif et pécuniaire de certains agents des administrations de l'Etat, chargés de fonctions en rapport avec l'assistance et l'hygiène;

8° les suppléments de traitement accordés en application du Code judiciaire, à l'exception de ceux prévus aux articles 358, 359 et 370;

9° l'allocation de pilotage et la rétribution complémentaire prévues par l'arrêté royal du 17 septembre 1969 accordant une allocation de pilotage aux officiers de pont chargés du commandement des navires des lignes Ostende-Douvres et Ostende-Harwich, à concurrence du montant prévu par l'article 4 de cet arrêté;

10° le supplément de traitement accordé en application de l'arrêté royal du 16 janvier 1970 accordant un supplément de traitement à certains membres du personnel enseignant porteurs de diplômes spéciaux;

11° le complément de traitement accordé en application de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 accordant un complément de traitement pour prestations extraordinaires et variables comportant à la fois des prestations de nuit et des prestations accomplies les dimanches et jours fériés, à certains membres du personnel paramédical de l'enseignement de l'Etat;

12° le traitement mobile ou les compléments de traitement accordés au personnel des services de contrôle de la circulation aérienne de la Régie des Voies aériennes en vertu de la convention collective concernant la programmation sociale 1972-1973 ou en vertu de négociations menées au sein du Comité de secteur VI : Communications;

13° les suppléments prévus par l'arrêté royal du 4 avril 1975 réglant les conditions d'assimilation pécuniaire des agents des services centraux du ministère des Finances recrutés dans les services extérieurs et des agents maintenus à la disposition des services extérieurs de l'Administration de l'inspection spéciale des impôts ou qui y sont nommés;

2° wordt, indien een weddebijslag geheel of gedeeltelijk is opgenomen in de weddeschaal, de bijslag die of het gedeelte van de bijslag dat is opgenomen, niet in aanmerking genomen.

Voor het bepalen van de in het tweede lid bedoelde referentiewedde :

1° worden de voordelen in natura niet in aanmerking genomen, met uitzondering evenwel van deze toegekend aan personen die vast benoemd of aangesteld werden in de hoedanigheid van concierge voor wie deze voordelen in aanmerking komen overeenkomstig de door de Koning bepaalde nadere regels;

2° wordt de weddeschaal verbonden aan het ambt van hypotheekbewaarder vervangen door het maximum van de weddeschaal verbonden aan het ambt van gewestelijk directeur bij de Administratie der BTW, registratie en domeinen. »;

2° een paragraaf 2, luidend als volgt, wordt ingevoegd :

« § 2. Voor de toepassing van § 1, vierde lid, worden de volgende weddebijslagen in aanmerking genomen :

1° de weddetoeslag bepaald in artikel 152bis van de wet van 15 juni 1899 houdende titel II van het Wetboek van strafrechtspleging voor het leger;

2° de anciënniteitsbijslag toegekend met toepassing van het koninklijk besluit van 22 april 1952 betreffende de anciënniteitsbijslag bepaald bij artikel 13 van de wet van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947, bij de wet van 14 februari 1955 en bij het koninklijk besluit nr. 6 van 21 januari 1957;

3° de jaarlijkse toelagen bepaald bij artikel 46 van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs van de Staat;

4° de weddebijslagen toegekend met toepassing van artikel 3, §§ 2 en 3 van de wet van 5 april 1955 inzake de wedden van de ambtsdragers bij de Raad van State;

5° het veranderlijk bezoldigingsgedeelte bepaald bij het koninklijk besluit van 3 augustus 1955 tot vaststelling van de arbeidsvoorwaarden en het bezoldigingsstelsel van het bijzonder personeel van het loodswezen van het Bestuur van het Zeewezen, ten belope van het bedrag bepaald in artikel 10, § 1, van dat besluit;

6° de weddebijslag toegekend met toepassing van het koninklijk besluit van 15 april 1965 houdende toekenning van een weddebijslag aan sommige leden van het door de Staat bezoldigd personeel wier indiensttreding door de oorlog 1940-1945 merkelijk is vertraagd;

7° het weddecomplement toegekend met toepassing van artikel 25 van het koninklijk besluit van 19 september 1967 betreffende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van sommige ambtenaren in de rijksbesturen, die belast zijn met ambten in verband met bijstand en hygiëne;

8° de weddebijslagen toegekend met toepassing van het Gerechtelijk Wetboek, met uitzondering van deze bedoeld in de artikelen 358, 359 en 370;

9° de loodstoelage en de aanvullende bezoldiging bepaald bij het koninklijk besluit van 17 september 1969 houdende toekenning van een loodstoelage aan de dekofficieren belast met het bevel over de schepen van de Oostende-Dover- en de Oostende-Harwichlijn, ten belope van het bedrag bepaald in artikel 4 van dat besluit;

10° de bijwedde toegekend met toepassing van het koninklijk besluit van 16 januari 1970 houdende toekenning van een bijwedde aan sommige leden van het onderwijzend personeel die houder zijn van bijzondere diploma's;

11° de bijwedde toegekend met toepassing van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende toekenning van een bijwedde voor buitengewone en veranderlijke dienstverstrekkingen die terzelfdertijd bestaan uit nachtwerk, zondagswerk en werk op feestdagen, aan sommige leden van het paramedisch personeel van het rijksonderwijs;

12° de veranderlijke wedde of de weddecomplementen toegekend aan het personeel van de verkeersleidingsdiensten van de Regie der Luchtwezen krachtens de collectieve overeenkomst betreffende de sociale programmatie 1972-1973 of krachtens onderhandelingen gevoerd in het Sectorcomité VI : Verkeerswezen;

13° de supplementen bepaald bij het koninklijk besluit van 4 april 1975 tot regeling van de voorwaarden van geldelijke gelijkstelling van de ambtenaren der centrale diensten van het ministerie van Financiën aangeworven in de buitendiensten en van de ambtenaren ter beschikking gehouden van de buitendiensten van de Administratie van de bijzondere belastinginspectie of die er benoemd zijn;

14° l'allocation de pilotage et la rétribution complémentaire prévues par l'arrêté royal du 11 avril 1975 accordant une allocation de pilotage aux officiers de pont, chargés du commandement des navires de la Régie des transports maritimes ainsi qu'une rétribution complémentaire à certains membres du personnel de la Régie, à concurrence du montant prévu par l'article 3 de cet arrêté;

15° la prime de mer prévue par l'arrêté royal du 18 août 1976 réglant la prime de mer du personnel navigant de l'Administration de la Marine et de la Navigation intérieure, à concurrence du montant prévu à l'article 1^{er}, colonne III, de cet arrêté;

16° les allocations prévues par l'article 3 de la décision de l'Assemblée générale du Conseil d'Etat du 16 février 1979 fixant les échelles de traitement des membres du personnel administratif du Conseil d'Etat;

17° la partie mobile des rétributions prévue par l'arrêté royal du 14 septembre 1981 déterminant les conditions de travail et le régime de rétribution du personnel pilote attaché à la station de pilotage de la Côte à Zeebrugge, à concurrence du montant prévu par l'article 8, § 2, de cet arrêté;

18° la prime de mer prévue par l'arrêté royal du 29 novembre 1983 réglant la prime de mer du personnel navigant de la Régie des Transports maritimes, à concurrence du montant prévu à l'article 1^{er}, colonne III de cet arrêté;

19° l'allocation de pilotage et la rétribution complémentaire prévues par l'arrêté royal du 18 janvier 1984 accordant une allocation de pilotage aux officiers de pont, chargés du commandement des navires et des hydroptères de la Régie des Transports maritimes ainsi qu'une rétribution complémentaire à certains membres du personnel de la Régie, à concurrence du montant prévu par l'article 3 de cet arrêté;

20° le complément de traitement accordé en application de l'article 10 et l'allocation accordée en application de l'article 14bis de l'arrêté royal du 13 août 1990 fixant le statut pécuniaire du personnel du ministère des Finances;

21° le complément de traitement accordé en application des articles 3 à 8 de l'arrêté de l'Exécutif flamand du 28 novembre 1990 accordant des compléments de traitement aux membres du personnel des Services de l'Exécutif flamand et de certaines personnes morales de droit public relevant de la Communauté flamande et/ou de la Région flamande;

22° l'allocation accordée au recteur, au vice-recteur et au secrétaire du conseil académique en application de l'article 100, alinéa 1^{er}, du décret du 12 juin 1991 relatif aux universités dans la Communauté flamande;

23° le complément fonctionnel accordé au personnel infirmier et paramédical en vertu des circulaires du ministère de la Santé publique et de l'Environnement des 12 juin 1991 ou 1^{er} juin 1992;

24° le supplément de traitement prévu par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 septembre 1991 accordant un supplément de traitement aux membres du personnel de l'enseignement spécial porteurs du certificat d'aptitude à l'éducation des enfants anormaux;

25° le complément de traitement accordé en application de l'article 9 de l'arrêté royal du 11 mars 1993 relatif au brevet d'expert d'administration fiscale;

26° le complément de traitement accordé en application des articles 18 à 20 de l'arrêté royal du 15 mars 1993 relatif au statut administratif et pécuniaire de certains agents des administrations de l'Etat, chargés de fonctions en rapport avec l'assistance et l'hygiène;

27° la prime de mer prévue à la partie XIII, titre 3, chapitre 11, du statut du personnel du ministère de la Communauté flamande du 24 novembre 1993, à concurrence des montants annuels mentionnés dans l'article XIII 106sexies/decies, § 1^{er}, de ce statut, ainsi que la prime de mer, prévue à l'article XIII 155decies de ce même statut du personnel, à concurrence des montants annuels mentionnés dans cet article;

28° le complément de traitement accordé en application de l'article XIII 147 de l'arrêté du gouvernement flamand du 24 novembre 1993 portant organisation du ministère de la Communauté flamande et statut du personnel;

29° le complément de traitement accordé en application de l'arrêté du gouvernement flamand du 3 mai 1995 octroyant un complément de traitement de 11 % à certains fonctionnaires de l'« *Openbaar Psychiatrisch Ziekenhuis* » à Geel et de l'« *Openbaar Psychiatrisch Ziekenhuis* » à Rekem, en application de l'article XIII 54 à 56 de l'arrêté du gouvernement flamand du 12 juin 1995 portant organisation de l'« *Openbaar Psychiatrisch Ziekenhuis* » à Geel et statut du personnel ou en application de l'article XIII 54 à 56 de l'arrêté du gouvernement

14° de loodstoelage en de aanvullende bezoldiging bepaald bij het koninklijk besluit van 11 april 1975 houdende toekenning van een loodstoelage aan de dekokoffieren belast met het bevel over de schepen van de Régie voor Maritiem Transport en van een aanvullende bezoldiging aan sommige personeelsleden van de Régie, ten belope van het bedrag bepaald in artikel 3 van dat besluit;

15° het zeegeld bepaald bij het koninklijk besluit van 18 augustus 1976 houdende regeling van het zeegeld van het varend personeel van het Bestuur van het Zeewezen en van de Binnenvaart, ten belope van het bedrag bepaald in artikel 1, kolom III, van dat besluit;

16° de uitkeringen bepaald bij artikel 3 van de beslissing van de Algemene Vergadering van de Raad van State van 16 februari 1979 tot vaststelling van de weddeschalen van de leden van het administratief personeel van de Raad van State;

17° het veranderlijk bezoldigingsgedeelte bepaald bij het koninklijk besluit van 14 september 1981 houdende de arbeidsvoorwaarden en bezoldigingsregeling van het loodsenpersoneel verbonden aan het loodstation Kust te Zeebrugge, ten belope van het bedrag bepaald in artikel 8, § 2, van dat besluit;

18° het zeegeld bepaald bij het koninklijk besluit van 29 november 1983 houdende regeling van het zeegeld van het varend personeel van de Régie voor Maritiem Transport, ten belope van het bedrag bepaald in artikel 1, kolom III van dat besluit;

19° de loodstoelage en de aanvullende bezoldiging bepaald bij het koninklijk besluit van 18 januari 1984 houdende toekenning van een loodstoelage aan de dekokoffieren belast met het bevel over de schepen en draagvleugelboten van de Régie voor Maritiem Transport en van een aanvullende bezoldiging aan sommige personeelsleden van de Régie, ten belope van het bedrag bepaald in artikel 3 van dat besluit;

20° het weddecomplement toegekend met toepassing van artikel 10 en de toelage toegekend met toepassing van artikel 14bis van het koninklijk besluit van 13 augustus 1990 tot vaststelling van de bezoldigingsregeling van het personeel van het ministerie van Financiën;

21° het weddecomplement toegekend met toepassing van de artikelen 3 tot en met 8 van het besluit van de Vlaamse Executieve van 28 november 1990 tot toekenning van weddecomplementen aan de personeelsleden van de Diensten van de Vlaamse Executieve en van sommige publiekrechtelijke rechtspersonen die ressorteren onder de Vlaamse Gemeenschap en/of het Vlaamse Gewest;

22° de vergoeding toegekend aan de rector, de vice-rector en de secretaris van de academische raad met toepassing van artikel 100, eerste lid, van het decreet van 12 juni 1991 betreffende de universiteiten in de Vlaamse Gemeenschap;

23° de functietoelage toegekend aan het verplegend en paramedisch personeel krachtens de omzendbrieven van het ministerie van Volksgezondheid en Leefmilieu van 12 juni 1991 of 1 juni 1992;

24° de bijwedde bedoeld in het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 september 1991 tot toekenning van een bijwedde aan de personeelsleden van het buitengewoon onderwijs die houder zijn van het getuigschrift van bekwaamheid tot het opvoeden van abnormale kinderen;

25° het weddecomplement toegekend met toepassing van artikel 9 van het koninklijk besluit van 11 maart 1993 betreffende het brevet van expert bij een fiscaal bestuur;

26° het weddecomplement toegekend met toepassing van de artikelen 18 tot en met 20 van het koninklijk besluit van 15 maart 1993 betreffende het administratief en geldelijk statuut van sommige ambtenaren van de Rijksbesturen die belast zijn met ambten in verband met bijstand en hygiëne;

27° het zeegeld bepaald in deel XIII, titel 3, hoofdstuk 11, van het Vlaams personeelsstatuut van 24 november 1993, ten belope van de in artikel XIII 106sexies/decies, § 1, van dat statuut vermelde jaarbedragen, alsook het zeegeld bepaald in artikel XIII 155decies van datzelfde personeelsstatuut ten belope van de in dat artikel vermelde jaarbedragen;

28° het weddecomplement toegekend met toepassing van artikel XIII 147 van het besluit van de Vlaamse regering van 24 november 1993 houdende organisatie van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap en de regeling van de rechtspositie van het personeel;

29° het weddecomplement, toegekend met toepassing van het besluit van de Vlaamse regering van 3 mei 1995 tot toekenning van een weddecomplement van 11 % aan zekere personeelsleden van het Openbaar Psychiatrisch Ziekenhuis te Geel en het Openbaar Psychiatrisch Ziekenhuis te Rekem, met toepassing van artikel XIII 54 tot en met 56 van het besluit van de Vlaamse regering van 12 juni 1995 houdende organisatie van het Openbaar Psychiatrisch Ziekenhuis te Geel en de rechtspositie van het personeel of met toepassing van

flamand du 12 juin 1995 portant organisation de l' « *Openbaar Psychiatrisch Ziekenhuis* » à Rekem et statut du personnel;

30° le complément de traitement accordé en application de l'article XIII 110 de l'arrêté du gouvernement flamand du 10 mai 1995 portant organisation des « *Administratieve diensten van de Autonome Raad voor het Gemeenschapsonderwijs* » et statut du personnel, de l'article XIII 106 de l'arrêté du gouvernement flamand du 16 mai 1995 portant organisation de « *Kind en Gezin* » et statut du personnel, de l'article XIII 117 de l'arrêté du gouvernement flamand du 16 mai 1995 portant organisation du « *Vlaams Fonds voor sociale Integratie van Personen met een Handicap* » et statut du personnel, de l'article XIII 107 de l'arrêté du gouvernement flamand du 12 juin 1995 portant organisation de l' « *Openbare Afvalstoffenmaatschappij voor het Vlaamse Gewest* » et statut du personnel, de l'article XIII 117 de l'arrêté du gouvernement flamand du 12 juin 1995 portant organisation de la « *Vlaamse Landmaatschappij* » et statut du personnel ou de l'article XIII 108 de l'arrêté du gouvernement flamand du 12 juin 1995 portant organisation de la « *Vlaamse Milieumaatschappij* » et statut du personnel;

31° les compléments de traitement accordés en application des articles 20, 24 et 26 de l'arrêté royal du 10 juillet 1996 portant diverses dispositions pécuniaires en faveur de certains agents du ministère des Finances appartenant aux niveaux 2+, 2, 3 et 4;

32° les compléments de traitement accordés en application de l'article 8 de l'arrêté royal du 3 juin 1997 fixant les échelles de traitement des grades de la Régie des Voies aériennes;

33° les compléments de traitement et l'allocation accordés en application des articles 6, 7, 8, 12, 17 et 22 de l'arrêté royal du 6 juillet 1997 fixant le statut pécuniaire du personnel du ministère des Finances;

34° les compléments de traitement accordés en application de l'article 5 de l'arrêté royal du 27 mars 1998 fixant les échelles de traitement des grades de la Régie des Voies aériennes;

35° les compléments de traitement prévus par ou en vertu du règlement organique du personnel de la Chambre des représentants, du Sénat ainsi que des Conseils des Communautés et des Régions, à l'exception de ceux octroyés en raison de l'exercice de fonctions supérieures;

36° la bonification de traitement accordée en application de l'article 194, § 4, du statut du personnel de la Cour des comptes;

37° les suppléments de traitement accordés pour des prestations extraordinaires au personnel infirmier et soignant du Centre hospitalier universitaire de Liège et de l' « *Universitair Ziekenhuis Gent* ».

Sont également pris en compte :

1° l'indemnité payée aux commissaires de police exerçant la fonction d'officier du ministère public;

2° le supplément de traitement accordé aux commissaires de police adjoints qui assurent un service permanent d'intervention tel que défini jusqu'au 1^{er} juillet 1991;

3° le supplément de traitement annuel accordé au chef du service d'incendie;

4° le supplément de traitement prévu pour les gardes champêtres en fonction dans une commune de plus de 4 000 habitants, non desservie par un commissaire de police;

5° le supplément de traitement accordé au personnel infirmier et soignant, au personnel y assimilé et au personnel paramédical des administrations locales, pour des prestations extraordinaires telles que définies dans la circulaire du ministère de la Santé publique et de la Famille du 3 novembre 1972;

6° l'indemnité octroyée pour des prestations imposées pour la bonne marche des services communaux, aux ordonnateurs, gardes, conservateurs, fossoyeurs, brigadiers-fossoyeurs, porteurs au service des sépultures, préposés aux dépôts mortuaires et à la morgue;

7° le complément de traitement accordé aux inspecteurs et inspecteurs principaux de police qui sont revêtus de la qualité d'officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi;

8° les suppléments de traitement accordés aux membres du personnel des administrations locales en application des points 6.2 et 6.3 de la Charte sociale — Harmonisation du statut administratif et révision

artikel XIII 54 tot en met 56 van het besluit van de Vlaamse regering van 12 juni 1995 houdende organisatie van het Openbaar Psychiatrisch Ziekenhuis te Rekem en de rechtspositie van het personeel;

30° het weddecomplement toegekend met toepassing van artikel XIII 110 van het besluit van de Vlaamse regering van 10 mei 1995 houdende organisatie van de Administratieve diensten van de Autonome Raad voor het Gemeenschapsonderwijs en de regeling van de rechtspositie van het personeel, van artikel XIII 106 van het besluit van de Vlaamse regering van 16 mei 1995 houdende organisatie van Kind en Gezin en de regeling van de rechtspositie van het personeel, van artikel XIII 117 van het besluit van de Vlaamse regering van 16 mei 1995 houdende organisatie van het Vlaams Fonds voor sociale Integratie van Personen met een Handicap en de regeling van de rechtspositie van het personeel, van artikel XIII 107 van het besluit van de Vlaamse regering van 12 juni 1995 houdende organisatie van de Openbare Afvalstoffenmaatschappij voor het Vlaamse Gewest en de regeling van de rechtspositie van het personeel, van artikel XIII 117 van het besluit van de Vlaamse regering van 12 juni 1995 houdende organisatie van de Vlaamse Landmaatschappij en de regeling van de rechtspositie van het personeel of van artikel XIII 108 van het besluit van de Vlaamse regering van 12 juni 1995 houdende organisatie van de Vlaamse Milieumaatschappij en de regeling van de rechtspositie van het personeel;

31° de weddecomplementen toegekend met toepassing van de artikelen 20, 24 en 26 van het koninklijk besluit van 10 juli 1996 houdende diverse geldelijke bepalingen ten voordele van sommige ambtenaren van het ministerie van Financiën behorende tot de niveaus 2+, 2, 3 en 4;

32° de weddecomplementen toegekend met toepassing van artikel 8 van het koninklijk besluit van 3 juni 1997 tot vaststelling van de weddeschalen van de graden van de Regie der Luchtwegen;

33° de weddecomplementen en de toelage toegekend met toepassing van de artikelen 6, 7, 8, 12, 17 en 22 van het koninklijk besluit van 6 juli 1997 tot vaststelling van de bezoldigingsregeling van het personeel van het ministerie van Financiën;

34° de weddecomplementen toegekend met toepassing van artikel 5 van het koninklijk besluit van 27 maart 1998 tot vaststelling van de weddeschalen van de Regie der Luchtwegen;

35° de weddecomplementen bepaald bij of krachtens het organiek reglement van het personeel van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, de Senaat en de Gemeenschaps- en Gewestraden, met uitzondering van deze toegekend omwille van de uitoefening van hogere functies;

36° de weddebonificatie toegekend met toepassing van artikel 194, § 4, van het statuut van het personeel van het Rekenhof;

37° de weddebijslagen toegekend voor buitengewone prestaties aan het verplegend en verzorgend personeel van het « *Centre hospitalier universitaire de Liège* » en het Universitair Ziekenhuis Gent.

In aanmerking worden eveneens genomen :

1° de vergoeding betaald aan de politiecommissarissen die het ambt van ambtenaar van het openbaar ministerie uitoefenen;

2° het weddesupplement toegekend aan adjunct-politiecommissarissen die een permanente interventiedienst verzekeren zoals bepaald tot 1 juli 1991;

3° het jaarlijks weddesupplement toegekend aan de chef van de brandweerdienst;

4° de weddebijslag voor de veldwachters in functie in een gemeente met meer dan 4 000 inwoners waar geen politiecommissaris is;

5° de weddebijslag toegekend aan het verplegend en verzorgend personeel, aan het daarmee gelijkgestelde personeel en aan het paramedisch personeel van de plaatselijke besturen, voor buitengewone prestaties zoals bepaald in de omzendbrief van het ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin van 3 november 1972;

6° de vergoeding toegekend voor prestaties die voor de goede werking van de dienst in de gemeente worden opgelegd aan ceremoniemeesters, wachters, conservators, grafdelvers, brigadier-grafdelvers, dragers bij de begrafenisdienst, beampten bij het lijkenhuis en het mortuarium;

7° het aan de inspecteurs en hoofdinspecteurs van politie, bekleed met de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie-hulpofficier van de procureur des Konings toegekende weddecomplement;

8° de weddesupplementen toegekend aan de personeelsleden van de plaatselijke besturen met toepassing van de punten 6.2 en 6.3 van het Sociaal Handvest — Harmonisering van het administratief statuut en

générale des barèmes du personnel des pouvoirs locaux de la Région de Bruxelles-Capitale — du 28 avril 1994.

Aucune augmentation postérieure au 31 décembre 1998 d'un supplément de traitement visé à l'alinéa 1^{er} ou 2 n'est prise en compte pour l'application du § 1^{er}, alinéa 4.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, compléter la liste des suppléments de traitement visés aux alinéas 1^{er} et 2. Il peut, pour les suppléments qu'il désigne, déroger aux dispositions de l'alinéa 3 et décider que les augmentations survenues en matière de supplément de traitement après le 31 décembre 1998 interviennent également pour l'application du § 1^{er}, alinéa 4. »;

3° le paragraphe 2 devient le paragraphe 3;

4° l'article est complété par les paragraphes suivants :

« § 4. Pour le calcul de la pension de retraite il est fait abstraction des services et périodes dont la prise en compte aurait pour effet de causer un préjudice à l'intéressé.

§ 5. La pension établie conformément aux dispositions qui précèdent est acquise par mois. ».

Art. 232. L'article 2 de la loi du 14 avril 1965 établissant certaines relations entre les divers régimes de pensions du secteur public, modifié par la loi du 5 août 1978, est complété par l'alinéa suivant :

« Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, les services rendus dans le cadre d'un mandat visé à l'article 8, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi générale sur les pensions civiles et ecclésiastiques du 21 juillet 1844 auprès d'un des pouvoirs ou organismes visés à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, sont considérés comme des services susceptibles de conférer des droits à une pension de retraite dans le régime de pension de ce pouvoir ou de cet organisme. ».

Art. 233. L'article 7 de la même loi est complété par l'alinéa suivant :

« Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, les services rendus dans le cadre d'un mandat visé à l'article 8, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi générale sur les pensions civiles et ecclésiastiques du 21 juillet 1844 auprès d'un des pouvoirs ou organismes visés à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, sont considérés comme des services susceptibles de conférer des droits à une pension de survie dans le régime de pension de ce pouvoir ou de cet organisme. ».

Art. 234. L'article 391, alinéa 2, du Code judiciaire est remplacé par la disposition suivante :

« La pension de l'éméritat est égale au traitement de référence défini à l'article 8, § 1^{er}, de la loi générale sur les pensions civiles et ecclésiastiques du 21 juillet 1844. Pour l'application des alinéas 2 et 4 de cette disposition, les désignations prévues aux articles 79, 151 et 153, sont assimilées à des nominations à titre définitif. ».

Art. 235. L'article 392, alinéa 2, du Code précité, modifié par la loi du 17 juin 1971, est remplacé par la disposition suivante :

« La pension est liquidée à raison d'un trentième du traitement de référence défini à l'article 8, § 1^{er}, de la loi générale du 21 juillet 1844 précitée pour chacune des cinq premières années de service dans la magistrature et à raison d'un trente-cinquième de ce même traitement pour chacune des années de service ultérieures dans la magistrature. Pour l'application des alinéas 2 et 4 de cette disposition, les désignations prévues aux articles 79, 151 et 153, sont assimilées à des nominations à titre définitif. ».

Art. 236. A l'article 12 de la loi du 9 juillet 1969 modifiant et complétant la législation relative aux pensions de retraite et de survie des agents du secteur public, modifié par la loi du 6 avril 1976 et complété par la loi du 24 décembre 1976, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er} est complété par les alinéas suivants :

« Par dérogation à l'alinéa 6, si un supplément de traitement a été pris en compte pour la détermination du traitement moyen servant de base au calcul de la pension et qu'ultérieurement ce même supplément est, en tout ou en partie, incorporé dans l'échelle barémique, les pourcentages visés ci-avant sont, à partir de la date de cette incorporation, rectifiés en prenant en compte le montant nominal initial que la pension aurait atteint, s'il avait été établi abstraction faite du supplément incorporé dans l'échelle barémique.

L'application de l'alinéa 7 ne peut avoir pour effet de réduire le montant de la pension liquidé à la veille de l'incorporation.

de algemene herziening van de barema's van het personeel van de plaatselijke diensten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest — van 28 april 1994.

Geen enkele verhoging na 31 december 1998 van een in het eerste of tweede lid bedoelde weddebijslag wordt in aanmerking genomen voor de toepassing van § 1, vierde lid.

De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de lijst van de in het eerste en tweede lid bedoelde weddebijslagen aanvullen. Hij kan, voor de bijslagen die Hij aanwijst, afwijken van de bepalingen van het derde lid en beslissen dat de verhogingen inzake weddebijslagen, die zich voordoen na 31 december 1998 eveneens voor de toepassing van § 1, vierde lid in aanmerking komen. »;

3° paragraaf 2 wordt paragraaf 3;

4° het artikel wordt aangevuld met de volgende paragrafen :

« § 4. Voor de berekening van het rustpensioen worden de diensten en perioden waarvan de inaanmerkingneming nadelig zou zijn voor betrokkene, buiten beschouwing gelaten.

§ 5. Het overeenkomstig de voorafgaande bepalingen vastgestelde pensioen wordt per maand verkregen. ».

Art. 232. Artikel 2 van de wet van 14 april 1965 tot vaststelling van een zeker verband tussen de onderscheiden pensioenregelingen van de openbare sector, gewijzigd bij de wet van 5 augustus 1978, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Voor de toepassing van het eerste lid worden de diensten die bij een in artikel 1, eerste lid, bedoelde overheid of instelling werden verstrekt in het kader van een mandaat bedoeld in artikel 8, § 1, derde lid, van de algemene wet op de burgerlijke en kerkelijke pensioenen van 21 juli 1844, beschouwd als diensten die rechten kunnen verlenen op een rustpensioen in het pensioenstelsel van die overheid of van die instelling. ».

Art. 233. Artikel 7 van dezelfde wet wordt aangevuld met het volgende lid :

« Voor de toepassing van het eerste lid worden de diensten die bij een in artikel 1, eerste lid, bedoelde overheid of instelling werden verstrekt in het kader van een mandaat bedoeld in artikel 8, § 1, derde lid, van de algemene wet op de burgerlijke en kerkelijke pensioenen van 21 juli 1844, beschouwd als diensten die rechten kunnen verlenen op een overlevingspensioen in het pensioenstelsel van die overheid of van die instelling. ».

Art. 234. Artikel 391, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Het emeritaatspensioen is gelijk aan de referentiewedde bepaald in artikel 8, § 1, van de algemene wet op de burgerlijke en kerkelijke pensioenen van 21 juli 1844. Voor de toepassing van het tweede en het vierde lid van die bepaling worden de in de artikelen 79, 151 en 153 bedoelde aanwijzingen gelijkgesteld met vaste benoemingen. ».

Art. 235. Artikel 392, tweede lid, van voormeld Wetboek, gewijzigd bij de wet van 17 juni 1971, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Het pensioen wordt voor elk van de eerste vijf dienstjaren in de magistratuur uitgekeerd op basis van een dertigste van de in artikel 8, § 1, van voormelde algemene wet van 21 juli 1844 omschreven referentiewedde en voor elk volgend dienstjaar in de magistratuur op basis van een vijfendertigste van dezelfde wedde. Voor de toepassing van het tweede en het vierde lid van die bepaling worden de in artikelen 79, 151 en 153 bedoelde aanwijzingen gelijkgesteld met vaste benoemingen. ».

Art. 236. In artikel 12 van de wet van 9 juli 1969 tot wijziging en aanvulling van de wetgeving betreffende de rust- en overlevingspensioenen van het personeel van de openbare sector, gewijzigd bij de wet van 6 april 1976 en aangevuld bij de wet van 24 december 1976, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt aangevuld met de volgende leden :

« In afwijking van het zesde lid worden, indien een weddebijslag in aanmerking genomen werd bij de vaststelling van de gemiddelde wedde die als grondslag dient voor de berekening van het pensioen en indien diezelfde bijslag later geheel of gedeeltelijk opgenomen wordt in de weddeschaal, de hierboven bedoelde percentages vanaf de datum van deze opname aangepast op basis van het oorspronkelijke nominale bedrag dat het pensioen zou hebben bereikt als het vastgesteld was geworden zonder rekening te houden met de bijslag die in de weddeschaal opgenomen werd.

De toepassing van het zevende lid mag geen vermindering tot gevolg hebben van het pensioenbedrag dat op de dag vóór deze opname uitbetaald wordt.

Pour l'application des alinéas 3 à 8, tant le nouveau traitement maximum que le maximum du traitement afférent au dernier grade sont pris en compte, abstraction faite des indemnités ou autres avantages considérés comme supplément de traitement. »;

2° le § 4 est abrogé.

Art. 237. A l'article 5 de la loi du 10 janvier 1974 réglant l'admissibilité de certains services et de périodes assimilées à de l'activité de service pour l'octroi et le calcul des pensions à charge du Trésor public, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « et des suppléments de traitement » sont insérés entre les mots « des traitements » et les mots « dont l'intéressé »;

2° dans l'alinéa 2, les mots « le dernier traitement d'activité sert d'élément » sont remplacés par les mots « le dernier traitement d'activité et le dernier supplément de traitement servent d'éléments ».

Art. 238. A l'article 3 de l'arrêté royal n° 206 du 29 août 1983 réglant le calcul de la pension du secteur public pour les services à prestations incomplètes, sont apportées les modifications suivantes :

1° le mot « traitements » est chaque fois remplacé par les mots « traitements et suppléments de traitement »;

2° dans l'alinéa 2, les mots « ou le supplément de traitement » sont insérés entre les mots « le traitement » et « afférent ».

Art. 239. Dans l'article 4, alinéa 2, de l'arrêté royal n° 442 du 14 août 1986 relatif à l'incidence de certaines positions administratives sur les pensions des agents des services publics, les mots « et des suppléments de traitement » sont insérés entre les mots « du traitement » et « dont l'agent ».

Art. 240. L'article 156, alinéa 2, de la Nouvelle Loi communale est remplacé par l'alinéa suivant :

« La pension est calculée sur la base du traitement de référence défini à l'article 8, § 1^{er}, de la loi générale sur les pensions civiles et ecclésiastiques du 21 juillet 1844. ».

Art. 241. Sont considérés comme suppléments de traitement inhérents à la fonction au sens de l'article 8 de la loi générale sur les pensions civiles et ecclésiastiques du 21 juillet 1844, tel qu'il était libellé avant sa modification par l'article 233, les suppléments définis à l'article 8, § 2, de la loi générale du 21 juillet 1844 précitée.

Les suppléments de traitement considérés comme inhérents à la fonction en application de l'alinéa 1^{er} sont pris en compte conformément aux dispositions de l'article 8, § 1^{er}, alinéas 4 et 5, de la loi générale du 21 juillet 1844 précitée.

Art. 242. Le mandat visé à l'article 8, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi générale du 21 juillet 1844 précitée, qui a été attribué avant la date d'entrée en vigueur du présent chapitre, est, pour l'application de l'article 8, § 1^{er}, alinéa 2, de la même loi générale, tel qu'il était libellé avant sa modification par l'article 233, considéré comme une fonction à laquelle l'intéressé a été nommé.

Art. 243. Le pouvoir ou l'organisme qui supporte la charge de pension afférente aux services prestés dans le cadre d'un mandat qui est pris en compte en vertu de l'article 8 de la loi générale du 21 juillet 1844 précitée, est subrogé dans tous les droits à pension autres que ceux résultant d'un régime légal de pension que l'intéressé peut faire valoir pour ces mêmes services.

Section 2. — Bonification pour diplôme

Art. 244. L'article 33 de la loi du 9 juillet 1969 modifiant et complétant la législation relative aux pensions de retraite et de survie des agents du secteur public, modifié par la loi du 21 mai 1991, est complété par l'alinéa suivant :

« La condition prévue à l'alinéa 2, 1°, est censée être remplie par l'agent qui, au moment de son recrutement, était titulaire du brevet de lieutenant au long cours, et qui, avant l'année scolaire 1969-1970, a entamé les études conduisant au diplôme d'aspirant-officier au long cours. ».

Voor de toepassing van het derde tot en met het achtste lid worden zowel de nieuwe maximumwedde als de maximumwedde verbonden aan de laatste graad in aanmerking genomen, zonder rekening te houden met de vergoedingen of andere voordelen die beschouwd worden als weddebijslag. »;

2° § 4 wordt opgeheven.

Art. 237. In artikel 5 van de wet van 10 januari 1974 tot regeling van de inaanmerkingneming van bepaalde diensten en van met dienstactiviteit gelijkgestelde perioden voor het toekennen en berekenen van pensioenen ten laste van de Staatskas, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « en de weddebijslagen » ingevoegd tussen de woorden « met de wedden » en « welke de betrokkene »;

2° in het tweede lid worden de woorden « dient de laatste activiteitswedde » vervangen door de woorden « dienen de laatste activiteitswedde en de laatste weddebijslag ».

Art. 238. In artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 206 van 29 augustus 1983 tot regeling van de berekening van het pensioen van de openbare sector voor diensten met onvolledige opdracht worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord « wedden » wordt telkens vervangen door de woorden « wedden en weddebijslagen »;

2° in het tweede lid worden de woorden « of de weddebijslag » ingevoegd tussen de woorden « de wedde » en « verbonden ».

Art. 239. In artikel 4, tweede lid, van het koninklijk besluit nr. 442 van 14 augustus 1986 betreffende de weerslag van sommige administratieve toestanden op de pensioenen van de personeelsleden van de overheidsdiensten, worden de woorden « en de weddebijslagen » ingevoegd tussen de woorden « de wedde » en « die het personeelslid ».

Art. 240. Artikel 156, tweede lid, van de Nieuwe Gemeentewet wordt vervangen door het volgende lid :

« Het pensioen wordt berekend op basis van de referentiewedde bepaald in artikel 8, § 1, van de algemene wet op de burgerlijke en kerkelijke pensioenen van 21 juli 1844. ».

Art. 241. Als weddesupplementen die inherent zijn aan het ambt in de zin van artikel 8 van de algemene wet op de burgerlijke en kerkelijke pensioenen van 21 juli 1844, zoals het luidde vóór zijn wijziging door artikel 233, worden beschouwd de in artikel 8, § 2, van voormelde algemene wet van 21 juli 1844 bepaalde bijslagen.

Weddesupplementen die met toepassing van het eerste lid worden beschouwd als inherent aan het ambt, worden in aanmerking genomen overeenkomstig de bepalingen van artikel 8, § 1, vierde en vijfde lid, van voormelde algemene wet van 21 juli 1844.

Art. 242. Het in artikel 8, § 1, derde lid, van voormelde algemene wet van 21 juli 1844, bedoelde mandaat dat werd toegekend vóór de datum van inwerkingtreding van dit hoofdstuk, wordt, voor de toepassing van artikel 8, § 1, tweede lid, van dezelfde algemene wet, zoals het luidde vóór zijn wijziging door artikel 233, beschouwd als een ambt waarin betrokkene was benoemd.

Art. 243. De overheid of de instelling die de pensioenlast draagt met betrekking tot de diensten die werden gepresteerd in het kader van een mandaat dat in aanmerking wordt genomen krachtens artikel 8 van voormelde algemene wet van 21 juli 1844, treedt in alle pensioenrechten waarop betrokkene aanspraak kan maken voor dezelfde diensten met uitzondering van die welke voortvloeien uit een wettelijk pensioenstelsel.

Afdeling 2. — Diplomabonificatie

Art. 244. Artikel 33 van de wet van 9 juli 1969 tot wijziging en aanvulling van de wetgeving betreffende de rust- en overlevingspensioenen van het personeel van de openbare sector, gewijzigd bij de wet van 21 mei 1991, wordt aangevuld met het volgende lid :

« De in het tweede lid, 1°, gestelde voorwaarde wordt geacht vervuld te zijn door het personeelslid dat, op het ogenblik van zijn aanwerving, in het bezit was van het brevet van luitenant ter lange omvaart en dat, vóór het schooljaar 1969-1970, een studie aangevat heeft die leidde tot de toekenning van het diploma van aspirant-officier ter lange omvaart. ».

Section 3. — Mandataires

Art. 245. A l'article 5 de la loi du 8 décembre 1976 réglant la pension de certains mandataires et celle de leurs ayants droit, remplacé par la loi du 22 janvier 1981, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er} est complété par l'alinéa suivant :

« Pour le mandataire dont le traitement a été réduit en vertu de l'article 19, § 1^{er}, alinéa 4, de la Nouvelle Loi communale, le traitement annuel de base à prendre en considération est le traitement lié au mandat exercé abstraction faite de la réduction de traitement appliquée. »;

2° au § 2, sont apportées les modifications suivantes :

a) l'alinéa 1^{er} est complété par la disposition suivante :

« En cas d'application du § 1^{er}, alinéa 4, le nombre de mois est, pour la période durant laquelle le traitement a été réduit, multiplié par le rapport entre, d'une part, le traitement réduit et, d'autre part, le même traitement abstraction faite de la réduction appliquée. »;

b) il est ajouté un alinéa 4, rédigé comme suit :

« En cas d'application du § 1^{er}, alinéa 4, la limite des trois quarts visée à l'alinéa 3, au § 3, alinéa 1^{er}, et aux articles 9, § 4, 10, alinéa 2, et 13, alinéa 2, est multipliée par le rapport entre, d'une part, le nombre de mois entiers d'exercice du mandat pris en compte pour le calcul de la pension et, d'autre part, le nombre de mois entiers d'exercice du mandat. ».

Section 4. — Force probante des documents administratifs

Art. 246. Le Roi détermine dans quelles conditions et selon quelles modalités les informations échangées, communiquées, enregistrées, conservées ou reproduites par une technique électronique, photographique, optique ou de toute autre nature, de même que leur reproduction sur un support lisible, sont probantes pour l'application de la législation dont l'administration des Pensions est chargée.

Art. 247. § 1^{er}. L'administration des Pensions établit un état récapitulatif comportant tous les éléments dont il a été tenu compte pour l'établissement du droit à pension et pour le calcul de celle-ci. Cet état récapitulatif est adressé au bénéficiaire dès que le taux définitif de sa pension lui est communiqué.

Cet état récapitulatif de pension comprend :

1° la date à laquelle la demande de pension a été enregistrée par l'administration des Pensions, la date de prise de cours de la pension ainsi que la nature de celle-ci;

2° un relevé chronologique des périodes durant lesquelles l'intéressé a réellement presté des services, a obtenu des congés ou a été absent. Pour chaque période il est fait mention du fait que cette période est ou n'est pas prise en considération, du nom de l'employeur, de la dénomination de la fonction, de la date de début et de fin de la situation statutaire, de l'importance des prestations effectuées par rapport à des prestations complètes ainsi que des tantièmes y afférents, de même que des éventuels coefficients d'accroissement et de réduction;

3° les bonifications et les périodes pour lesquelles elles ont été accordées;

4° le relevé des traitements et des suppléments de traitement ayant servi de base au calcul du taux nominal de la pension, les échelles de traitement y attachées et les indices y correspondant;

5° le calcul du taux nominal de la pension compte tenu des éventuelles limitations au plafond relatif et absolu; le coefficient qui sera utilisé pour les péréquations ultérieures; le maximum de l'échelle de traitement attachée au dernier grade ainsi que la mention de ce dernier grade;

6° les éléments dont il a été tenu compte pour l'application de la législation en matière de montant minimum garanti;

7° les éléments dont il a été tenu compte pour l'application de la législation en matière de cumul avec d'autres pensions ou des revenus de remplacement, ou avec des revenus provenant de l'exercice d'une activité professionnelle.

§ 2. L'état récapitulatif de pension visé au § 1^{er} est, lors de son envoi à l'intéressé, accompagné d'un document mentionnant l'identité du bénéficiaire, le numéro de sa pension et le fait que le taux de la pension qui lui est communiqué est le taux définitif de celle-ci et invitant l'intéressé à certifier qu'il a reçu l'état récapitulatif de pension. Ce document doit être signé par l'intéressé et renvoyé à l'administration des Pensions dans les trente jours qui suivent la date d'envoi.

Afdeling 3. — Mandatarissen

Art. 245. In artikel 5 van de wet van 8 december 1976 tot regeling van het pensioen van sommige mandatarissen en van dat van hun rechtverkrijgenden, vervangen door de wet van 22 januari 1981, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt aangevuld met het volgende lid :

« Voor de mandataris wiens wedde verminderd werd krachtens artikel 19, § 1, vierde lid, van de Nieuwe Gemeentewet, moet de wedde die verbonden is aan het uitgeoefende mandaat zonder rekening te houden met de toegepaste weddevermindering, in aanmerking worden genomen als jaarlijkse basiswedde. »;

2° in § 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) het eerste lid wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« In geval van toepassing van § 1, vierde lid, wordt het aantal maanden, voor de periode tijdens welke de wedde werd verminderd, vermenigvuldigd met de verhouding tussen enerzijds de verminderde wedde en anderzijds dezelfde wedde zonder rekening te houden met de toegepaste vermindering. »;

b) een vierde lid, luidend als volgt, wordt toegevoegd :

« In geval van toepassing van § 1, vierde lid, wordt de drie vierde-grens bedoeld in het derde lid, in § 3, eerste lid en in de artikelen 9, § 4, 10, tweede lid en 13, tweede lid, vermenigvuldigd met de verhouding tussen enerzijds het aantal gehele maanden mandaatuitoefening dat in aanmerking genomen wordt voor de pensioenberekening en anderzijds het aantal gehele maanden mandaatuitoefening. ».

Afdeling 4. — Bewijskracht van administratieve documenten

Art. 246. De Koning bepaalt onder welke voorwaarden en op welke wijze de elektronisch, fotografisch, optisch, of anderszins uitgewisselde, meegedeelde, geregistreerde, bewaarde of weergegeven informatiegegevens alsook de weergave daarvan op een leesbare drager, bewijskracht hebben voor de toepassing van de wetgeving waarmee de administratie der Pensioenen belast is.

Art. 247. § 1. De administratie der Pensioenen maakt een verzamelstaat van alle gegevens waarmee bij de vaststelling van het recht op pensioen en bij de berekening van het pensioen rekening is gehouden. Deze verzamelstaat wordt aan de begunstigde toegestuurd zodra hem het definitieve bedrag van zijn pensioen wordt meegedeeld.

Deze verzamelstaat over het pensioen omvat :

1° de datum waarop de pensioenaanvraag door de administratie der Pensioenen werd geregistreerd, de ingangsdatum van het pensioen, evenals de aard ervan;

2° een chronologisch overzicht van de perioden gedurende welke betrokkene werkelijk diensten heeft gepresteerd, verloven heeft gekregen of afwezig was. Voor elke periode wordt vermeld : het feit of zij al dan niet in aanmerking werd genomen, de naam van de werkgever, de functiebenaming, de begin- en einddatum, de statutaire toestand, de omvang van de uitgeoefende opdracht ten opzichte van een volledige opdracht alsook de eraan verbonden tantièmes, en ook de eventuele vermeerderings- en verminderingcoëfficiënten;

3° de bonificaties en de perioden waarvoor ze toegekend zijn;

4° het overzicht van de wedden en de weddebijlagen op basis waarvan het nominale pensioenbedrag is berekend, de eraan verbonden weddeschalen en de indices die ermee overeenstemmen;

5° de berekening van het nominale pensioenbedrag rekening houdend met de eventuele beperkingen tot het relatief en absoluut maximumbedrag; de coëfficiënt die zal gebruikt worden voor de latere péréquaties; het maximum van de weddeschaal verbonden aan de laatste graad, evenals de vermelding van deze laatste graad;

6° de elementen waarmee rekening werd gehouden voor de toepassing van de wetgeving inzake het gewaarborgd minimumbedrag;

7° de elementen waarmee rekening werd gehouden voor de toepassing van de wetgeving inzake de cumulaties met andere pensioenen of vervangingsinkomens of met inkomsten voortvloeiend uit de uitoefening van een beroepsactiviteit.

§ 2. De in § 1 bedoelde verzamelstaat over het pensioen wordt naar betrokkene opgestuurd samen met een document dat de identiteit van de begunstigde en zijn pensioennummer vermeldt alsook het feit dat het pensioenbedrag dat hem wordt meegedeeld het definitieve bedrag van het pensioen is, en waarin betrokkene verzocht wordt te bevestigen dat hij de verzamelstaat over het pensioen ontvangen heeft. Betrokkene moet dit document ondertekenen en naar de administratie der Pensioenen terugsturen binnen de dertig dagen na de verzending ervan.

Si le document visé à l'alinéa 1^{er} n'est pas parvenu à l'administration des Pensions dans le délai prévu, l'état récapitulatif de pension visé au § 1^{er} est à nouveau envoyé à l'intéressé, mais cette fois par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception.

§ 3. Si dans les trois mois qui suivent soit la réception à l'Administration des pensions du document visé au § 2, alinéa 1^{er}, soit la date d'envoi de la lettre recommandée avec accusé de réception visée au § 2, alinéa 2, l'intéressé n'a fait valoir aucune contestation sur les éléments repris dans l'état récapitulatif de pension, ces derniers ont force probante dans le chef de l'administration des Pensions. Néanmoins, l'intéressé peut toujours par la suite apporter des éléments nouveaux qui contrediraient l'un ou l'autre des éléments définis au § 1^{er}, alinéa 2.

La force probante visée à l'alinéa 1^{er} vaut tant à l'égard du bénéficiaire lui-même de la pension qu'à l'égard de chaque organisme auquel incombent des droits et des obligations résultant de la pension accordée à ce bénéficiaire. En outre, cette force probante vaut également, mais uniquement pour ce qui concerne les éléments visés aux points 2 à 4 du § 1^{er}, alinéa 2, tant à l'égard d'éventuels ayants droit de ce bénéficiaire lors du décès de ce dernier qu'à l'égard de chaque organisme auquel incombent des droits et des obligations résultant de la pension accordée à ces ayants droit.

Section 5. — Disposition particulière

Art. 248. § 1^{er}. Les services prestés au Comité national de l'Énergie par le secrétaire général, les secrétaires généraux adjoints et les collaborateurs permanents sont, pour le droit et le calcul d'une pension de retraite et de survie à charge des crédits inscrits au budget du ministère des Affaires économiques aux titres des frais de fonctionnement et de rémunérations du Comité national de l'Énergie, considérés comme des services prestés en tant que fonctionnaire nommé à titre définitif au ministère des Affaires économiques.

§ 2. L'Etat belge, représenté par le ministre des Affaires économiques, est subrogé dans les droits que les bénéficiaires de pensions de retraite et de survie visées au § 1^{er} tiennent du régime de pension légal, réglementaire, statutaire ou contractuel qui, avant l'entrée en vigueur du présent chapitre, leur était applicable en raison des services visés au § 1^{er}.

Section 6. — Entrée en vigueur

Art. 249. Le présent chapitre entre en vigueur le 1^{er} janvier 1999, à l'exception des articles 232, 233, 237, 238, 239, 241, 242 et 243 qui produisent leurs effets le 1^{er} juillet 1991.

Les modifications apportées à l'article 33 de la loi du 9 juillet 1969 précitée par l'article 244 et à l'article 5 de la loi du 8 décembre 1976 précitée par l'article 245 peuvent, à la demande de l'intéressé, être appliquées aux pensions en cours le 31 décembre 1998.

La révision suite aux modifications apportées par les articles 244 et 245 est opérée selon les modalités définies ci-après :

1° pour les pensions ayant pris cours à partir du 1^{er} janvier 1990, le montant nominal de la pension en vigueur à la date à laquelle la révision doit être effectuée est multiplié par le rapport existant entre le montant nominal que la pension aurait atteint initialement si elle avait été établie compte tenu des dispositions des articles 244 et 245, et le montant nominal initial;

2° pour les pensions ayant pris cours avant le 1^{er} janvier 1990, le montant nominal de la pension en vigueur à la date à laquelle la révision doit être effectuée est multiplié par le rapport existant entre le montant nominal que la pension aurait atteint initialement si elle avait été établie compte tenu des dispositions des articles 244 et 245, et le montant nominal initial, ces deux derniers montants étant dûment transposés à l'indice-pivot 138,01. Pour cette transposition, il est fait application des dispositions de l'article 10, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 2 janvier 1990 accordant temporairement un complément de pension à certains pensionnés du secteur public.

Indien het in het eerste lid bedoelde document niet is aangekomen bij de administratie der Pensioenen binnen de voorgeschreven termijn, wordt de in § 1 bedoelde verzamelstaat over het pensioen opnieuw naar betrokkene opgestuurd, maar ditmaal per aangetekend schrijven met ontvangstbewijs.

§ 3. Indien betrokkene binnen de drie maanden die volgen hetzij op de ontvangst bij de administratie der Pensioenen van het in § 2, eerste lid, bedoelde document, hetzij op de datum van verzending van het in § 2, tweede lid, bedoelde aangetekend schrijven met ontvangstbewijs, de in de verzamelstaat over het pensioen opgenomen gegevens niet betwist heeft, verkrijgen deze bewijskracht voor de administratie der Pensioenen. Betrokkene mag later evenwel steeds nieuwe elementen aanbrengen die één of ander element, bepaald in § 1, tweede lid, zouden tegenspreken.

De in het eerste lid bedoelde bewijskracht geldt zowel ten aanzien van de begunstigde van het pensioen zelf als ten aanzien van elke instelling waarvoor uit het aan de begunstigde toegekende pensioen rechten en verplichtingen voortvloeien. Bovendien geldt deze bewijskracht eveneens, maar uitsluitend wat de elementen betreft bedoeld in de punten 2 tot en met 4 van § 1, tweede lid, zowel ten aanzien van de eventuele rechthebbenden van deze begunstigde bij diens overlijden als ten aanzien van elke instelling waarvoor uit het aan deze rechthebbenden toegekende pensioen rechten en verplichtingen voortvloeien.

Afdeling 5. — Bijzondere bepaling

Art. 248. § 1. De door de secretaris-generaal, de adjunct-secretarissen-generaal en de vaste medewerkers van het Nationaal Comité voor de Energie gepresteerde diensten worden, voor het recht op en de berekening van een rust- en overlevingspensioen ten laste van de op de begroting van het ministerie van Economische Zaken als werkings- en vergoedingskosten van het Nationaal Comité voor de Energie ingeschreven kredieten, beschouwd als diensten gepresteerd in de hoedanigheid van bij het ministerie van Economische Zaken vast benoemd ambtenaar.

§ 2. De Belgische Staat, vertegenwoordigd door de minister van Economische Zaken, treedt in de rechten die de gerechtigden op in § 1 bedoelde rust- en overlevingspensioenen putten uit de wettelijke, reglementaire, statutaire of contractuele pensioenregeling die op hen, omwille van de in § 1 bedoelde diensten, van toepassing was vóór de inwerkingtreding van dit hoofdstuk.

Afdeling 6. — Inwerkingtreding

Art. 249. Dit hoofdstuk treedt in werking op 1 januari 1999, met uitzondering van de artikelen 232, 233, 237, 238, 239, 241, 242 en 243 die uitwerking hebben met ingang van 1 juli 1991.

De door artikel 244 in artikel 33 van voormelde wet van 9 juli 1969 en de door artikel 245 in artikel 5 van voormelde wet van 8 december 1976 aangebrachte wijzigingen kunnen op verzoek van betrokkene worden toegepast op de op 31 december 1998 lopende pensioenen.

De herziening ingevolge de door de artikelen 244 en 245 aangebrachte wijzigingen wordt uitgevoerd overeenkomstig de hierna nader bepaalde regels :

1° voor de pensioenen die ingegaan zijn vanaf 1 januari 1990, wordt het nominale bedrag van het pensioen van kracht op de datum waarop de herziening uitgevoerd moet worden, vermenigvuldigd met de verhouding tussen het nominale bedrag dat het pensioen oorspronkelijk zou hebben bereikt indien het was vastgesteld rekening houdend met de bepalingen van de artikelen 244 en 245, en het oorspronkelijke nominale bedrag;

2° voor de pensioenen die ingegaan zijn vóór 1 januari 1990, wordt het nominale bedrag van het pensioen van kracht op de datum waarop de herziening uitgevoerd moet worden, vermenigvuldigd met de verhouding tussen het nominale bedrag dat het pensioen oorspronkelijk zou hebben bereikt indien het was vastgesteld rekening houdend met de bepalingen van de artikelen 244 en 245, en het oorspronkelijke nominale bedrag; daarbij moeten deze laatste twee bedragen naar behoren omgezet worden naar het spilindexcijfer 138,01. Voor deze omzetting wordt toepassing gemaakt van de bepalingen van artikel 10, § 1, tweede lid, van de wet van 2 januari 1990 houdende tijdelijke toekenning van een pensioencomplement aan sommige gepensioneerden van de openbare sector.

La révision produit ses effets le 1^{er} janvier 1999.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 25 janvier 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
J.-L. DEHAENE

Le Ministre de l'Economie,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre, chargé de l'Energie,
J.-P. PONCELET

Le Ministre du Budget,
H. VAN ROMPUY

Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,
M. COLLA

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

Le Ministre des Petites et Moyennes Entreprises,
K. PINXTEN

Le Ministre de la Fonction publique,
A. FLAHAUT

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

Le Ministre des Finances,
J.-J. VISEUR

Le Secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale,
J. PEETERS

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

—————
Note

(1) *Session ordinaire 1997-1998.*

Chambre des représentants :

Documents parlementaires — Projet de loi, n° 1722/1. — Erratum, n° 1722/2. — Amendements, n° 1722/3.

Session ordinaire 1998-1999.

Chambre des représentants :

Documents parlementaires. — Amendements, n°s 1722/4 à 12. — Rapports, n°s 1722/13 et 14. — Texte adopté par les Commissions, n° 1722/15. — Rapports, n°s 1722/16 et 17. — Amendements, n°s 1722/15. — Rapports, n°s 1722/16 et 17. — Amendements, 1722/18 et 19. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 1722/20.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séances des 2 et 3 décembre 1998.

Sénat :

Documents parlementaires. — Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 1-1175/1. — Amendements, n° 1-1175/2. — Rapport, n° 1-1175/3. — Texte adopté par la Commission, n° 1-1175/4. — Amendements, n° 1-1175/5. — Décision de ne pas amender, n° 1-1175/6.

Décision de la Commission parlementaire de concertation, n° 1-82/35.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séances des 13 et 14 janvier 1999.

De herziening heeft uitwerking op 1 januari 1999.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 25 januari 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
J.-L. DEHAENE

De Minister van Economie,
E. DI RUPO

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

De Minister, belast met Energie,
J.-P. PONCELET

De Minister van Begroting,
H. VAN ROMPUY

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,
M. COLLA

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN

De Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,
K. PINXTEN

De Minister van Ambtenarenzaken,
A. FLAHAUT

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

De Minister van Financiën,
J.-J. VISEUR

De Staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie,
J. PEETERS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

—————
Nota

(1) *Gewone zitting 1997-1998.*

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Parlementaire stukken. — Wetsontwerp, nr. 1722/1. — Erratum, nr. 1722/2. — Amendementen, nr. 1722/3.

Gewone zitting 1998-1999.

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Parlementaire stukken. — Amendementen, nrs. 1722/4 tot 12. — Verslagen, nrs. 1722/13 en 14. — Tekst aangenomen door de Commissie, nr. 1722/15. — Verslagen, nrs. 1722/16 en 17. — Amendementen, nrs. 1722/18 en 19. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 1722/20.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 2 en 3 december 1998.

Senaat :

Parlementaire stukken. — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1-1175/1. — Amendementen, nr. 1-1175/2. — Verslag, nr. 1-1175/3. — Tekst aangenomen door de Commissie, nr. 1-1175/4. — Amendementen, nr. 1-1175/5. — Beslissing om niet te amenderen, nr. 1-1175/6.

Beslissingen van de Parlementaire Overlegcommissie, nr. 1-82/35.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 13 en 14 januari 1999.